

50 ans
Edition jubilaire

Baromètre des préoccupations UBS 2026

Santé, logement et environnement au premier plan : la Suisse sur la voie de la réforme

Réservé à l'usage marketing par UBS

gfs.bern

UBS



Sabine Keller-Busse
President Personal & Corporate Banking et President UBS Switzerland, UBS Group AG

Chère lectrice, cher lecteur,

Depuis 50 ans, le Baromètre des préoccupations met en lumière les sujets qui touchent la population suisse. Lancé en 1976, il offre aujourd'hui un regard unique sur cinq décennies d'évolutions sociales et économiques. Alors qu'il y a 50 ans, le chômage arrivait en tête des préoccupations, ce sont aujourd'hui les coûts de la santé et les primes d'assurance maladie qui occupent la première place.

Par rapport à l'année dernière, l'augmentation du coût du logement et la hausse des loyers se hissent désormais au deuxième rang. Les questions liées à l'environnement et au climat restent parmi les principales préoccupations de la population.

L'étude de cette année montre également que la stabilité, la sécurité et la cohésion sociale demeurent des repères importants. Dans le même temps, de nombreuses personnes en Suisse souhaitent contribuer activement à façonner l'avenir. La créativité, l'esprit critique, les connaissances financières, les compétences sociales et une utilisation responsable des nouvelles technologies sont considérés comme particulièrement importants. Le système éducatif suisse et la formation professionnelle constituent une base essentielle à cet égard.

Ces enseignements revêtent également une grande importance pour notre travail quotidien. En tant que banque universelle, nous accompagnons nos clientes et clients dans leurs décisions et leurs projets financiers aux différentes étapes de la vie. Il est donc essentiel de comprendre ce qui les préoccupe.

Je vous souhaite une lecture instructive du Baromètre des préoccupations UBS 2026 et vous adresse mes meilleures salutations.



Sabine Keller-Busse
President UBS Switzerland

Ceci est une publication marketing.
Elle n'est pas soumise aux réglementations légales concernant l'indépendance de l'analyse financière.

Table des matières

4 Introduction

6 Perception des préoccupations

21 Confiance et identité

28 Géopolitique et économie

38 Intelligence artificielle et numérisation

42 Avenir

52 Système éducatif

58 Synthèse

60 L'équipe de gfs.bern

61 Impressum et mentions légales



Chapitre 1

Introduction

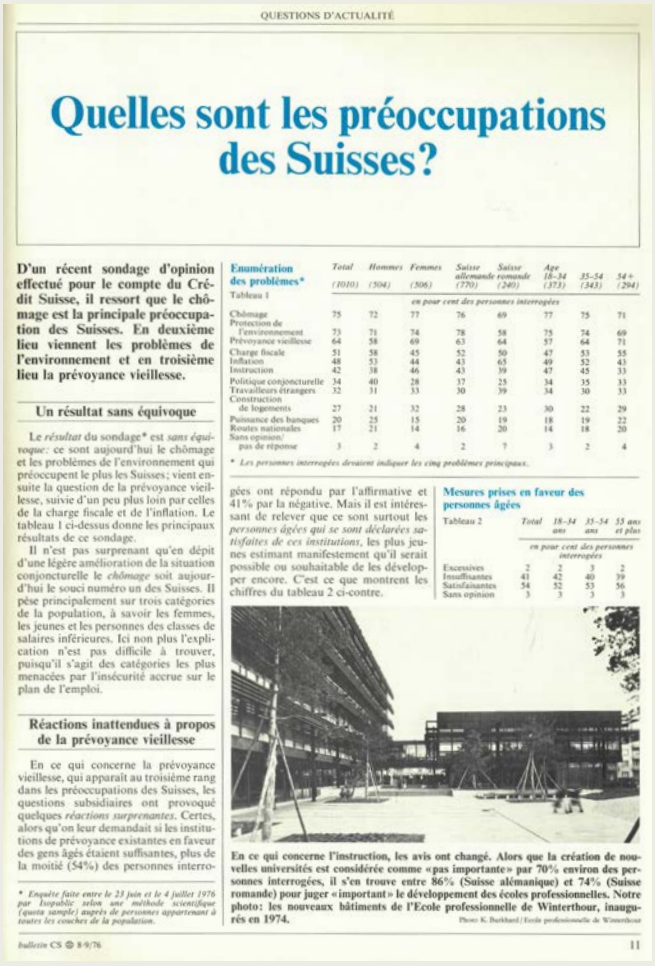
« Quelles sont les préoccupations des Suisses ? » C'est sur cette question que s'était ouverte la première édition du Baromètre des préoccupations UBS publiée en 1976 dans le Bulletin du Credit Suisse. A l'époque, le chômage arrivait en tête des préoccupations, suivi des problèmes environnementaux et de la prévoyance vieillesse. Dès la première enquête, l'objectif était donc déjà clairement défini, et il continue aujourd'hui encore de caractériser le Baromètre des préoccupations : mettre en évidence les défis sociaux, économiques et politiques que la population considère comme particulièrement urgents.

50 ans plus tard, le Baromètre des préoccupations UBS pose toujours la même question, mais dans un contexte différent. Sur les plans économique, sociétal et technologique, la Suisse de 2026 n'a plus grand-chose en commun avec celle de 1976. Certaines préoccupations sont largement passées au second plan, d'autres se sont révélées étonnamment persistantes et d'autres encore étaient difficilement imaginables il y a cinq décennies.

C'est précisément cette longue série chronologique qui fait du Baromètre des préoccupations un instrument particulier d'observation de la société. En montrant non seulement ce qui préoccupe la population, mais aussi comment les priorités évoluent et dans quels domaines de nouvelles pressions à agir apparaissent, il s'affirme comme un repère essentiel pour la politique, l'économie et la société. Il met en évidence les attentes, aide à interpréter les changements et fournit une base solide aux débats et décisions publics, ce qui s'avère particulièrement pertinent dans le contexte de la démocratie directe suisse, sachant que les tendances sociétales peuvent influer directement sur les évolutions politiques.

A l'occasion de son 50e anniversaire, le Baromètre des préoccupations porte donc son regard sur le passé, le présent et l'avenir. D'une part, les questions suivantes restent d'actualité : quels sont les défis particulièrement urgents en 2026 ? Quel est l'état actuel de la confiance, de la sécurité économique et de l'incertitude géopolitique ? D'autre part, l'édition de cette année interroge spécifiquement le corps électoral sur la manière dont la Suisse envisage l'avenir.

En cette année anniversaire, le Baromètre des préoccupations UBS devient ainsi lui-même un jalon de son époque. La question centrale de 1976, à l'aune de laquelle nous prenons régulièrement le pouls de la population depuis, reste aujourd'hui encore la même : « Quelles sont les préoccupations des Suisses ? » Sur cinq décennies, les réponses collectées témoignent de l'évolution de la société, de préoccupations persistantes et des thèmes qui ont marqué le pays.



QUESTIONS D'ACTUALITÉ

Quelles sont les préoccupations des Suisses?

D'un récent sondage d'opinion effectué pour le compte du Crédit Suisse, il ressort que le chômage est la principale préoccupation des Suisses. En deuxième lieu viennent les problèmes de l'environnement et en troisième lieu la prévoyance vieillesse.

Énumération des problèmes*

Tableau 1

	Total (1010)	Hommes (504)	Femmes (506)	Suisse allemande (770)	Suisse romande (240)	Age 18–34 (373)	35–54 (343)	54+ (294)
	en pour cent des personnes interrogées							
Chômage	75	72	77	76	69	77	75	71
Protection de l'environnement	73	71	74	78	58	75	74	69
Prévoyance vieillesse	64	58	69	63	64	57	64	71
Charge fiscale	51	58	45	52	50	47	53	55
Inflation	48	53	44	43	65	49	52	43
Instruction	42	38	46	43	39	47	45	33
Politique conjoncturelle	34	40	28	37	25	34	35	33
Travailleurs étrangers	32	31	33	30	39	34	30	33
Construction de logements	27	21	32	28	23	30	22	29
Puissance des banques	20	25	15	20	19	18	19	22
Routes nationales	17	21	14	16	20	14	18	20
Sans opinion; pas de réponse	3	2	4	2	7	3	2	4

* Les personnes interrogées devaient indiquer les cinq problèmes principaux.

Un résultat sans équivoque

Le *résultat* du sondage* est *sans équivoque*: ce sont aujourd'hui le chômage et les problèmes de l'environnement qui préoccupent le plus les Suisses; vient ensuite la question de la prévoyance vieillesse, suivie d'un peu plus loin par celles de la charge fiscale et de l'inflation. Le tableau 1 ci-dessus donne les principaux résultats de ce sondage.

Il n'est pas surprenant qu'en dépit d'une légère amélioration de la situation conjoncturelle le *chômage* soit aujourd'hui le souci numéro un des Suisses. Il pèse principalement sur trois catégories de la population, à savoir les femmes, les jeunes et les personnes des classes de salaires inférieures. Ici non plus l'explication n'est pas difficile à trouver, puisqu'il s'agit des catégories les plus menacées par l'insécurité accrue sur le plan de l'emploi.

Réactions inattendues à propos de la prévoyance vieillesse

En ce qui concerne la prévoyance vieillesse, qui apparaît au troisième rang dans les préoccupations des Suisses, les questions subsidiaires ont provoqué quelques *réactions surprenantes*. Certes, alors qu'on leur demandait si les institutions de prévoyance existantes en faveur des gens âgés étaient suffisantes, plus de la moitié (54%) des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative et 41% par la négative. Mais il est intéressant de relever que ce sont surtout les *personnes âgées qui se sont déclarées satisfaites de ces institutions*, les plus jeunes estimant manifestement qu'il serait possible ou souhaitable de les développer encore. C'est ce que montrent les chiffres du tableau 2 ci-contre.

* *Enquête faite entre le 23 juin et le 4 juillet 1976 par Isopublic selon une méthode scientifique (quota sample) auprès de personnes appartenant à toutes les couches de la population.*

Mesures prises en faveur des personnes âgées

Tableau 2

	Total	18–34 ans	35–54 ans	55 ans et plus
	en pour cent des personnes interrogées			
Excessives	2	2	3	2
Insuffisantes	41	42	40	39
Satisfaisantes	54	52	53	56
Sans opinion	3	3	3	3

En ce qui concerne l'instruction, les avis ont changé. Alors que la création de nouvelles universités est considérée comme « pas importante » par 70% environ des personnes interrogées, il s'en trouve entre 86% (Suisse alémanique) et 74% (Suisse romande) pour juger « important » le développement des écoles professionnelles. Notre photo: les nouveaux bâtiments de l'Ecole professionnelle de Winterthour, inaugurés en 1974.

Photo: K. Burkhard / Ecole professionnelle de Winterthour

bulletin CS 8-9/76 11

> « Il faut examiner attentivement le Baromètre des préoccupations et le considérer comme un instrument avec lequel on peut réellement travailler : il s'agit de sortir de la logique du court terme et du rythme effréné, et d'utiliser les préoccupations manifestement plus durables au service d'une politique plus durable. »

Karin Ingold, professeure d'analyse des politiques publiques et de gouvernance environnementale, Université de Berne ; codirectrice du NCCR CLIM+

Méthodologie

Afin de tenir compte au mieux de la situation politique et économique dans laquelle se trouve actuellement la Suisse, le questionnaire du Baromètre des préoccupations est réévalué chaque année et adapté aux conditions sociales et politiques du moment, notamment en ce qui concerne les défis perçus.

Au total, 2001 personnes ayant le droit de vote et provenant de toute la Suisse ont été interrogées dans le cadre d'une enquête multimodale. Les données provenant des différentes méthodes ont été examinées séparément pour identifier d'éventuels effets de méthode. Ainsi, une pondération systématique a pu être appliquée aux données, permettant de garantir la représentativité. Les entretiens ont eu lieu en juin et juillet 2026. L'aperçu ci-dessous fournit des informations détaillées sur les paramètres fondamentaux de cette enquête.

Méthode de l'enquête

Donneur d'ordre

UBS

Collecte des données

150 participants en face à face (n[1])

1562 participants du panel Polittrends (n)

289 participants en ligne (n)

Période d'enquête

Du 8 juin au 7 juillet 2026

Erreur d'échantillonnage

±2,2% à 50/50 et 95% de probabilité

Population de base

Le corps électoral suisse

Type d'échantillonnage

En face à face : sélection aléatoire des lieux, sélection des quotas de personnes interrogées par région linguistique (ventilation en fonction de l'âge/du sexe)

« Panel Polittrends » gfs.bern : invitation via le panel gfs.bern

En ligne : recrutement en ligne via les réseaux sociaux, accès libre à l'enquête

Taille de l'échantillon

2001 personnes interrogées au total (N[1])

Pondération

Ventilation en fonction de l'âge/du sexe, de la région linguistique, du type d'habitat, du parti et de la méthode

1 Un grand « N » indique la taille de l'échantillon total, tandis qu'un petit « n » fait référence à un sous-échantillon.

Chapitre 2

Perception des préoccupations

Santé et logement : le coût de la vie au premier plan

Le tableau des préoccupations en 2026 montre que les défis financiers du quotidien continuent de gagner en importance. Les coûts de la santé et du logement, en particulier, pèsent sur le porte-monnaie et façonnent les préoccupations de la population suisse.

Les coûts de la santé et les primes d'assurance maladie arrivent à nouveau largement en tête du classement. Près de la moitié du corps électoral (48%) les considère comme l'une des cinq principales préoccupations de la Suisse.

C'est toutefois dans le domaine du logement que l'évolution est la plus marquée. La hausse des coûts du logement et des loyers progresse à la deuxième place avec 30%. Le marché du logement devient ainsi l'un des principaux défis de la population suisse au quotidien. Le thème a bénéficié d'une attention supplémentaire pendant la période d'enquête en raison de la votation fédérale sur l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) » du 14 juin 2026. Pendant la campagne de votation, la pénurie de logements et la hausse des loyers ont été étroitement associées à la croissance démographique et à une « pression démographique » croissante. Il est plausible que ce débat ait encore accru la sensibilité à la situation sur le marché du logement, sans toutefois que les données de l'enquête fassent apparaître un lien de causalité direct.

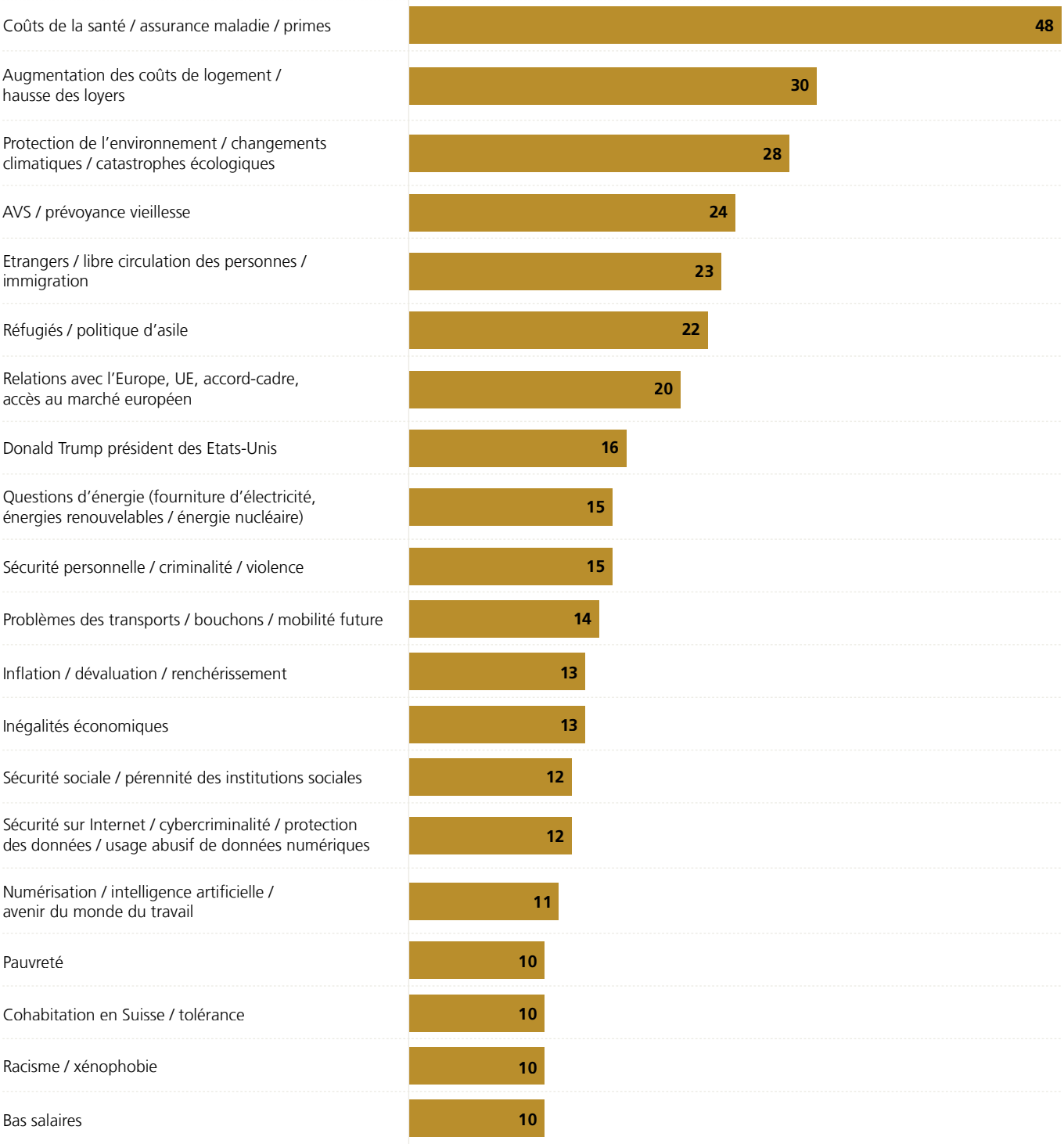
Les questions liées à l'environnement et au climat arrivent à la troisième place avec 28% et restent ainsi solidement ancrées parmi les préoccupations les plus pressantes. La prévoyance vieillesse suit, avec 24%. Les thèmes liés à la migration et à la politique européenne restent également présents : l'immigration atteint 23%, les questions d'asile 22% et les relations avec l'UE 20%. Les thèmes qui avaient particulièrement marqué le profil des préoccupations l'année précédente, sur fond de tensions géopolitiques, perdent ainsi quelque peu de leur importance. La présidence de Donald Trump est, elle aussi, moins souvent citée comme l'une des principales préoccupations qu'en 2025, avec 16%.

Dans l'ensemble, il en ressort l'image d'une population qui se préoccupe de plus en plus de la capacité à supporter ses dépenses courantes. Outre les coûts de la santé et du logement, les préoccupations liées à l'inflation, aux inégalités économiques, aux bas salaires et à la pauvreté occupent également une place plus importante. La question centrale est donc désormais moins de savoir si l'on dispose d'un revenu que de savoir si le revenu disponible permet de faire face à la hausse des coûts fixes.

Top 20 des préoccupations

Voici une liste de thèmes qui ont fait l'objet de nombreux débats et articles ces derniers temps : veuillez parcourir la liste et sélectionner les cinq thèmes que vous considérez personnellement comme les cinq problèmes les plus importants auxquels la Suisse est confrontée.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions
Plusieurs réponses possibles



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (N = 2001)



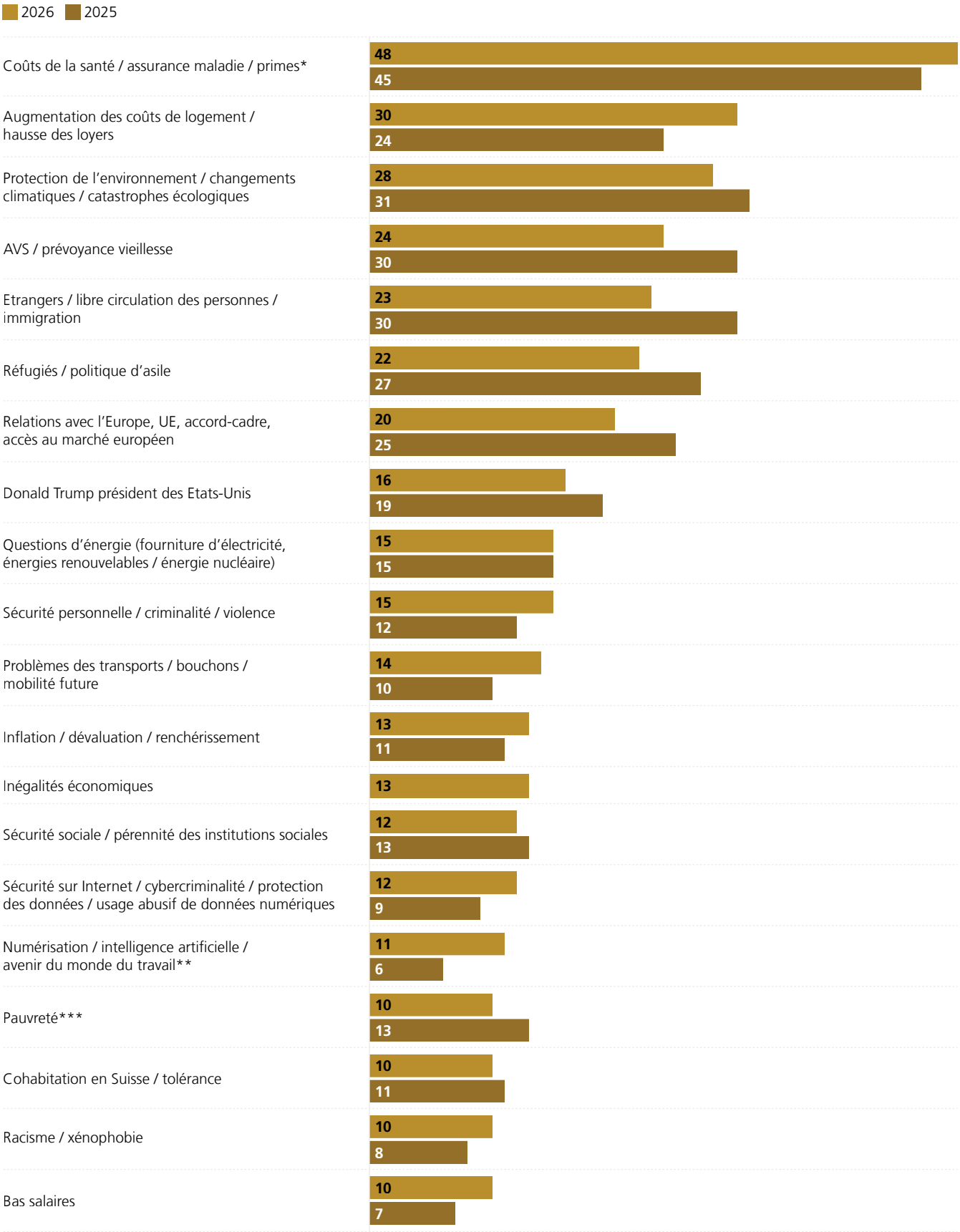
Par rapport à l'année précédente, l'agenda des préoccupations 2026 est davantage marqué par les contraintes directement perceptibles au quotidien. Les coûts de la santé et les primes d'assurance maladie restent nettement en tête avec 48% et gagnent encore légèrement en importance (+3 points de pourcentage, pp). La préoccupation concernant la hausse des coûts du logement et des loyers progresse de manière particulièrement forte, ressortant à 30%, soit une hausse de 6 points de pourcentage par rapport à 2025.

Dans le même temps, plusieurs questions politiques récurrentes perdent de l'importance. La prévoyance vieillesse recule à 24% (–6 pp), l'immigration à 23% (–7 pp). Les questions d'asile et les relations avec l'UE sont elles aussi moins souvent citées (–5 pp). Les thèmes liés à la migration et à la politique extérieure, qui avaient fortement marqué le profil des préoccupations l'année précédente, passent ainsi quelque peu au second plan. En revanche, la sécurité personnelle, les questions de transport, la cybercriminalité ainsi que la numérisation et l'intelligence artificielle occupent une place plus importante.

Top 20 des préoccupations – 2026 vs 2025

Voici une liste de thèmes qui ont fait l'objet de nombreux débats et articles ces derniers temps : veuillez parcourir la liste et sélectionner les cinq thèmes que vous considérez personnellement comme les cinq problèmes les plus importants auxquels la Suisse est confrontée.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions
Plusieurs réponses possibles



* 2025 : « Questions de santé / caisse d'assurance maladie / primes »
** 2025 : « Numérisation / technologisation / avenir du monde du travail »
*** 2025 : « Nouvelle pauvreté / pauvreté des jeunes générations »
Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (N = 2001)

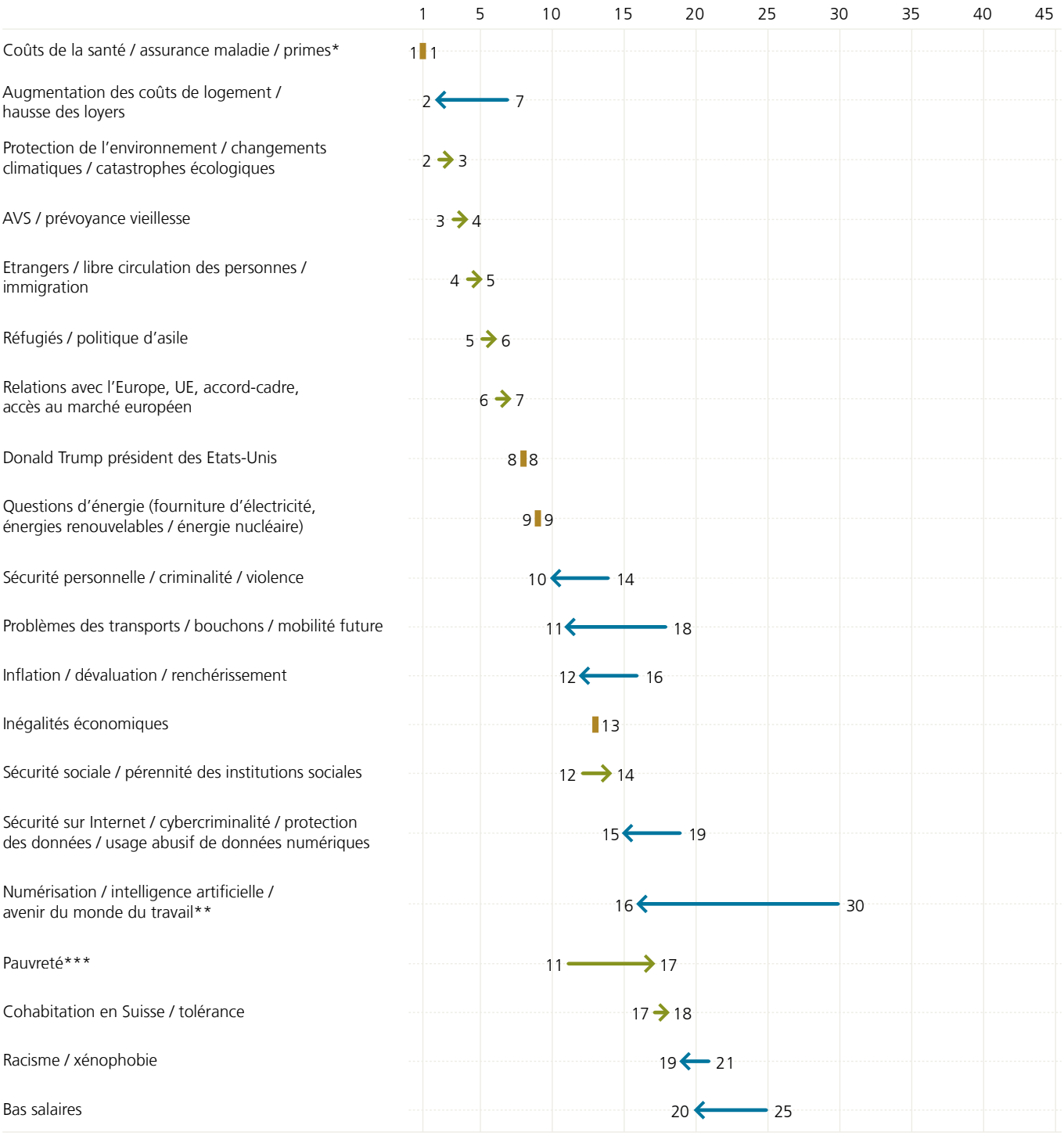
Les changements de classement entre 2025 et 2026 confirment la préoccupation croissante du corps électoral face à la hausse du coût de la vie. Alors que les coûts de la santé restent à la première place, la hausse des coûts du logement enregistre la progression la plus nette au sein du groupe de tête, passant de la 7e à la 2e place.

La préoccupation à l'égard de la sécurité personnelle augmente elle aussi par rapport à l'année précédente, le thème passant de la 14e à la 10e place. Les questions de transport passent de la 18e à la 11e place et l'inflation de la 16e à la 12e place. La cybercriminalité et la protection des données ainsi que les bas salaires gagnent également en importance.

La plus forte progression concerne la numérisation et l'intelligence artificielle, qui passent de la 30e à la 16e place. Les inégalités économiques font également leur entrée dans le top 20, à la 13e place. Le thème de la pauvreté recule quant à lui de la 11e à la 17e place.

Top 20 des préoccupations – classement 2026 vs 2025

Evolutions du classement entre 2025 et 2026



* 2025 : « Questions de santé / caisse d'assurance maladie / primes »

** 2025 : « Numérisation / technologisation / avenir du monde du travail »

*** 2025 : « Nouvelle pauvreté / pauvreté des jeunes générations »

Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (N = 2001)

Les coûts de la santé génèrent la plus forte pression à agir

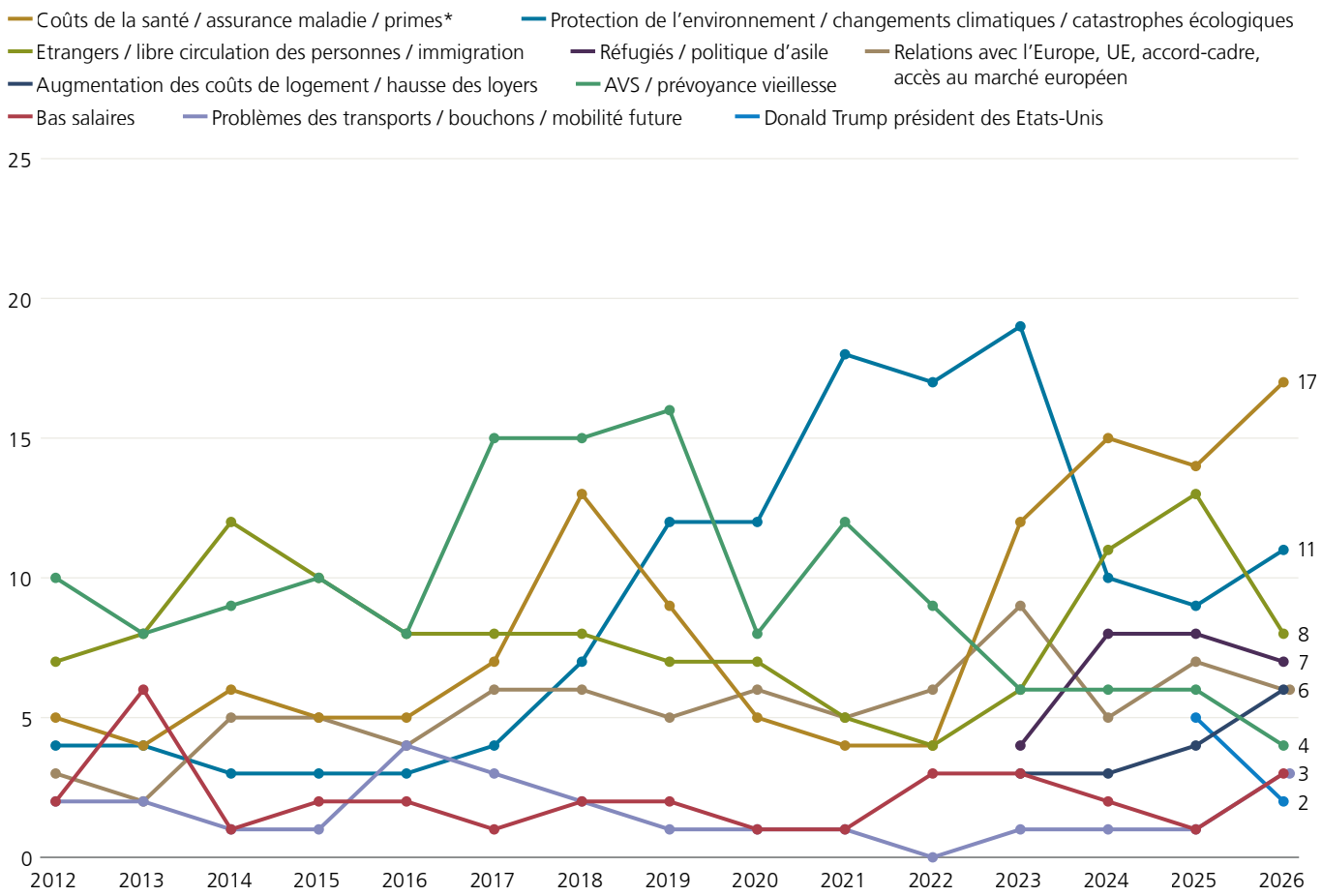
La question de savoir lequel des cinq défis sélectionnés devrait être résolu en priorité met encore davantage en exergue les coûts de la santé et les primes d'assurance. En 2026, 17% des personnes interrogées les citent comme le défi le plus urgent, un nouveau record. Les questions liées à l'environnement et au climat suivent à la deuxième place avec 11% et regagnent légèrement en importance, après avoir reculé ces deux dernières années.

Les coûts élevés du logement s'inscrivent eux aussi en nette progression par rapport à l'année précédente. A l'inverse, l'immigration connaît un recul particulièrement marqué, 8% seulement du corps électoral lui accordant encore la priorité, contre 13% en 2025. La pression immédiate à agir se concentre ainsi clairement sur les coûts de la santé, tandis que les questions de politique migratoire se font moins pressantes.

Evolution des 10 défis les plus urgents

Et lequel de ces cinq problèmes majeurs devrait, selon vous, être résolu en priorité ?

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



* Jusqu'en 2025 : « Questions de santé / caisse d'assurance maladie / primes »

Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1220 à chaque fois)

Sécurité sociale : les coûts de la santé restent la principale préoccupation

L'évolution à long terme fait apparaître deux tendances opposées dans le domaine de la sécurité sociale. Alors que les coûts de la santé et les primes d'assurance maladie retrouvent, avec 48%, un niveau rarement atteint depuis le début des années 2000, les défis liés à la prévoyance vieillesse apparaissent nettement moins urgents. Avec 24%, les préoccupations liées à l'AVS et à la prévoyance atteignent un nouveau plus bas en 2026.

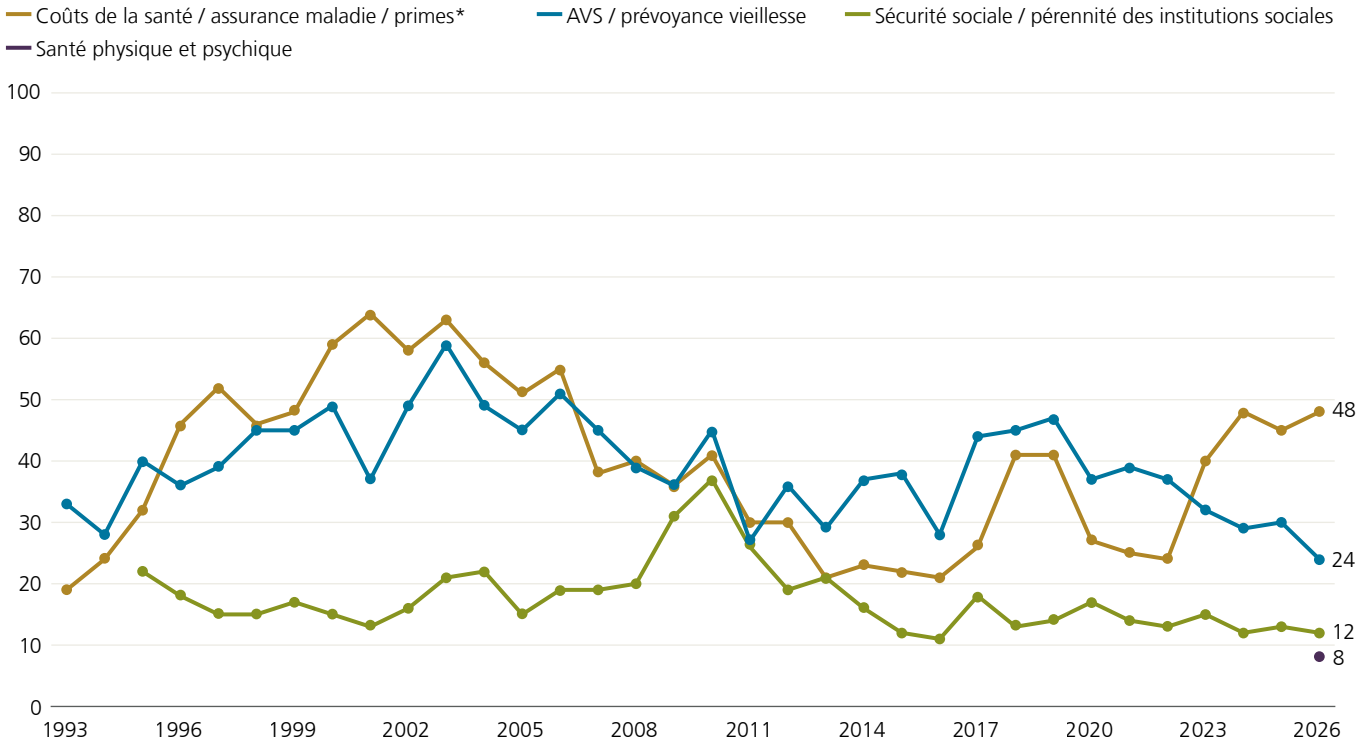
Cette évolution s'explique probablement aussi par le fait qu'après les récentes décisions politiques, la population perçoit une pression moins immédiate à agir dans le domaine de la prévoyance vieillesse, du moins à court terme. Le besoin fondamental de réforme et de financement demeure certes, mais il est de plus en plus éclipsé dans le profil des préoccupations par les primes d'assurance maladie, dont l'impact est directement perceptible chaque année. Il existe ainsi un décalage clair entre le défi sociopolitique à long terme et la charge financière à court terme.

La préoccupation générale concernant la pérennité des assurances sociales reste faible et globalement stable, à 12%. 8% des personnes interrogées citent, en outre, la catégorie « Santé physique et psychique », désormais relevée à part, parmi les cinq principales préoccupations. Dans ce contexte, la question centrale porte moins sur la santé du point de vue individuel que sur son financement à long terme.

Evolution des préoccupations – sécurité sociale, prévoyance et santé

Voici une liste de thèmes qui ont fait l'objet de nombreux débats et articles ces derniers temps : veuillez parcourir la liste et sélectionner les cinq thèmes que vous considérez personnellement comme les cinq problèmes les plus importants auxquels la Suisse est confrontée.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



* Jusqu'en 2025 : « Questions de santé / caisse d'assurance maladie / primes »

Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1270 à chaque fois)

Les coûts du logement arrivent en tête des préoccupations économiques

L'analyse des préoccupations économiques confirme à quel point les dépenses directement perceptibles marquent aujourd'hui le quotidien. La hausse des coûts du logement et des loyers atteint 30% en 2026, soit le niveau le plus élevé de toute la série chronologique. Le marché du logement est, entre-temps, passé d'une préoccupation secondaire à l'une des préoccupations centrales.

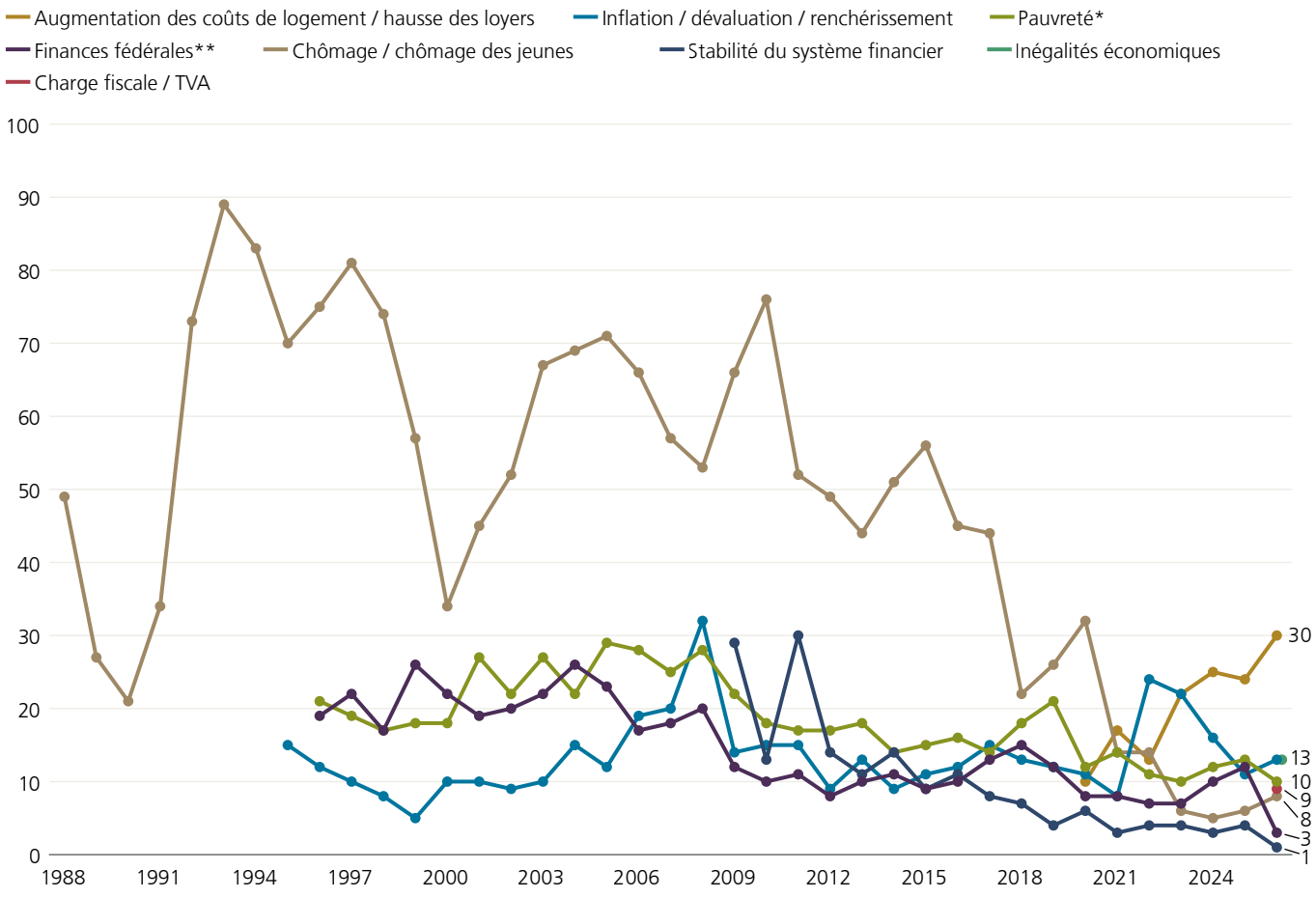
L'inflation gagne légèrement en importance et atteint 13%, mais reste nettement en deçà des pics de 2022 et 2023. Les inégalités économiques, relevées séparément pour la première fois, sont également citées par 13% des personnes interrogées. Conjuguée aux préoccupations liées à la pauvreté et aux bas salaires, cette évolution montre qu'au-delà de la hausse des prix, la répartition inégale des charges financières suscite elle aussi une attention croissante.

Le chômage, en revanche, reste loin de l'importance qu'il avait autrefois, malgré une légère hausse. La stabilité du système financier est, elle aussi, rarement perçue comme un problème. Le profil des préoccupations économiques reste ainsi davantage axé sur les conséquences concrètes pour le budget des ménages que sur le bon fonctionnement du système.

Evolution des préoccupations – facteurs de charge / facteurs d'influence économiques

Voici une liste de thèmes qui ont fait l'objet de nombreux débats et articles ces derniers temps : veuillez parcourir la liste et sélectionner les cinq thèmes que vous considérez personnellement comme les cinq problèmes les plus importants auxquels la Suisse est confrontée.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



* Jusqu'en 2025 : « Nouvelle pauvreté / pauvreté des jeunes générations »

** Jusqu'en 2025 : « Charge fiscale / finances fédérales / TVA »

Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1270 à chaque fois)

Les préoccupations liées à la protection de l'environnement et au changement climatique reculent légèrement

Dans le domaine de l'environnement, la situation apparaît relativement stable. Les questions d'environnement et de climat restent solidement ancrées parmi les principales préoccupations avec 28%, mais perdent légèrement en importance par rapport à l'année précédente. Après les pics enregistrés entre 2021 et 2023, le thème s'est ainsi stabilisé à un niveau qui reste élevé. Contrairement aux thèmes de crise à court terme, le changement climatique est devenu une constante du profil des préoccupations.

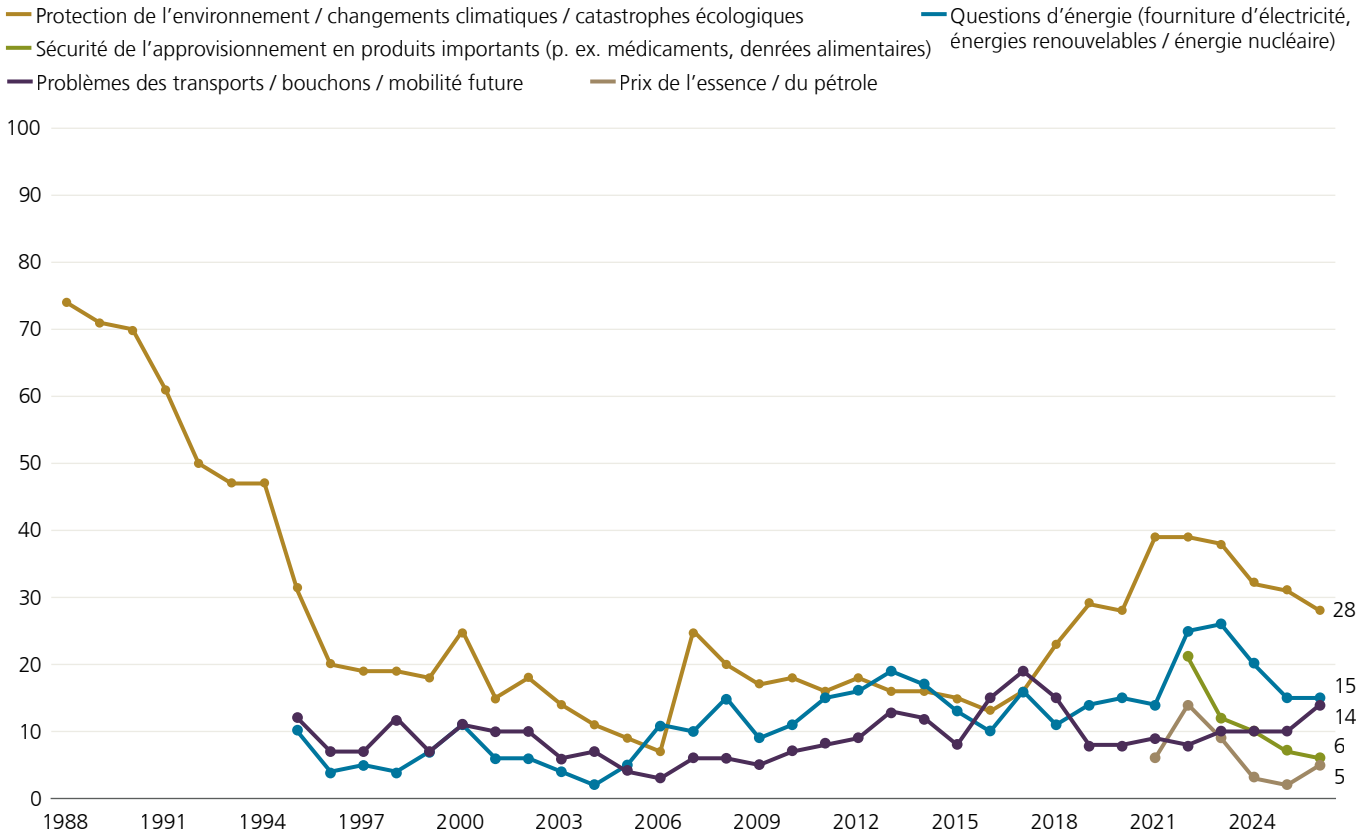
La situation est similaire pour les préoccupations liées à la sécurité de l'approvisionnement. L'approvisionnement énergétique est cité par 15% des personnes interrogées, comme l'année précédente. Le net pic observé en 2022 et 2023, lorsque planait la menace d'une pénurie d'électricité, ne se fait donc plus sentir, mais cette préoccupation reste plus forte qu'avant la crise énergétique. La sécurité générale de l'approvisionnement en médicaments et en denrées alimentaires passe encore davantage au second plan et ne préoccupe plus que 6% des personnes interrogées.

A l'inverse, les questions de transport se font plus pressantes, atteignant avec 14% leur plus haut niveau depuis plusieurs années. Là encore, l'influence de la « pression démographique » mise en avant par la campagne favorable à la Suisse à 10 millions ne peut être exclue. En résumé, les préoccupations se déplacent des risques aigus d'approvisionnement vers des questions structurelles liées au climat, à l'énergie et à la mobilité.

Evolution des préoccupations – environnement et sécurité de l'approvisionnement

Voici une liste de thèmes qui ont fait l'objet de nombreux débats et articles ces derniers temps : veuillez parcourir la liste et sélectionner les cinq thèmes que vous considérez personnellement comme les cinq problèmes les plus importants auxquels la Suisse est confrontée.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1270 à chaque fois)

« A titre très personnel, la protection de l'environnement et du climat revêt une grande importance à mes yeux, notamment parce qu'elle est étroitement liée à de nombreux autres défis de société. »

Aline Incici, codirectrice de la Fédération Suisse des Parlements des Jeunes (FSPJ)

La politique extérieure et la migration suscitent moins de préoccupations qu'auparavant

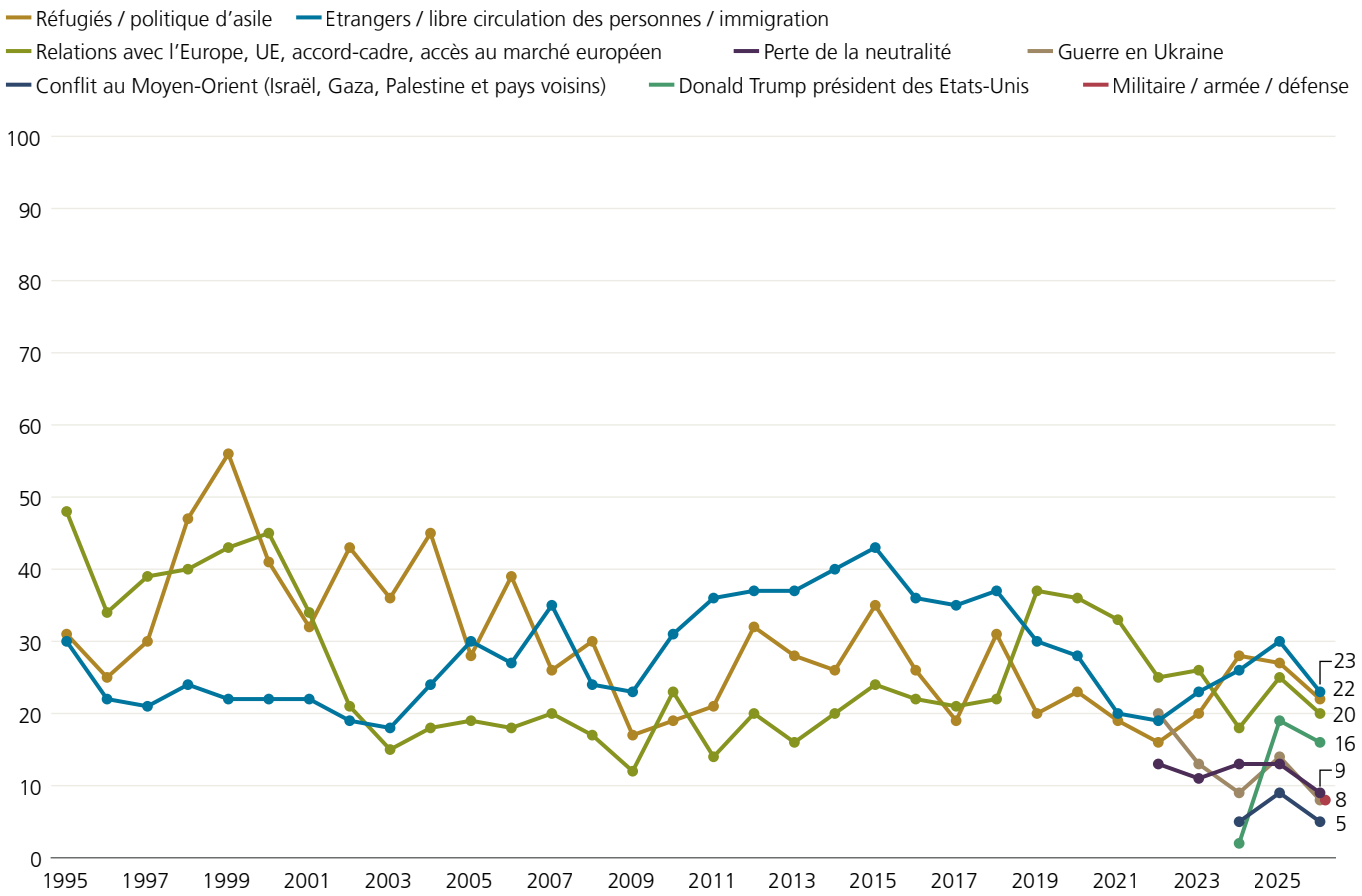
En 2026, le profil des préoccupations en matière de politique extérieure s'atténue. L'immigration (23%) et les questions d'asile (22%) restent certes les principaux thèmes dans ce domaine, mais elles sont nettement moins souvent perçues comme des préoccupations qu'à l'occasion des précédents pics, comme en 2015 pendant la crise des réfugiés. Les relations avec l'UE perdent elles aussi en importance et se situent désormais à 20%, soit à un niveau similaire à celui d'avant 2019. La politique migratoire et européenne continue ainsi de se distinguer des autres préoccupations de politique extérieure, sans toutefois retrouver le niveau observé lors des pics antérieurs.

Le corps électoral tend à voir dans les bouleversements géopolitiques, comme la guerre en Ukraine et le conflit au Proche-Orient, des préoccupations moins urgentes, même si les événements eux-mêmes n'ont rien perdu de leur gravité. La présidence de Donald Trump continue, en revanche, de préoccuper une part considérable des personnes interrogées (16%). Les préoccupations relevant de la nouvelle catégorie « armée et défense », introduite en 2026, sont perçues comme relativement moins urgentes (8%).

Evolution des préoccupations – politique extérieure et migratoire

Voici une liste de thèmes qui ont fait l'objet de nombreux débats et articles ces derniers temps : veuillez parcourir la liste et sélectionner les cinq thèmes que vous considérez personnellement comme les cinq problèmes les plus importants auxquels la Suisse est confrontée.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1270 à chaque fois)

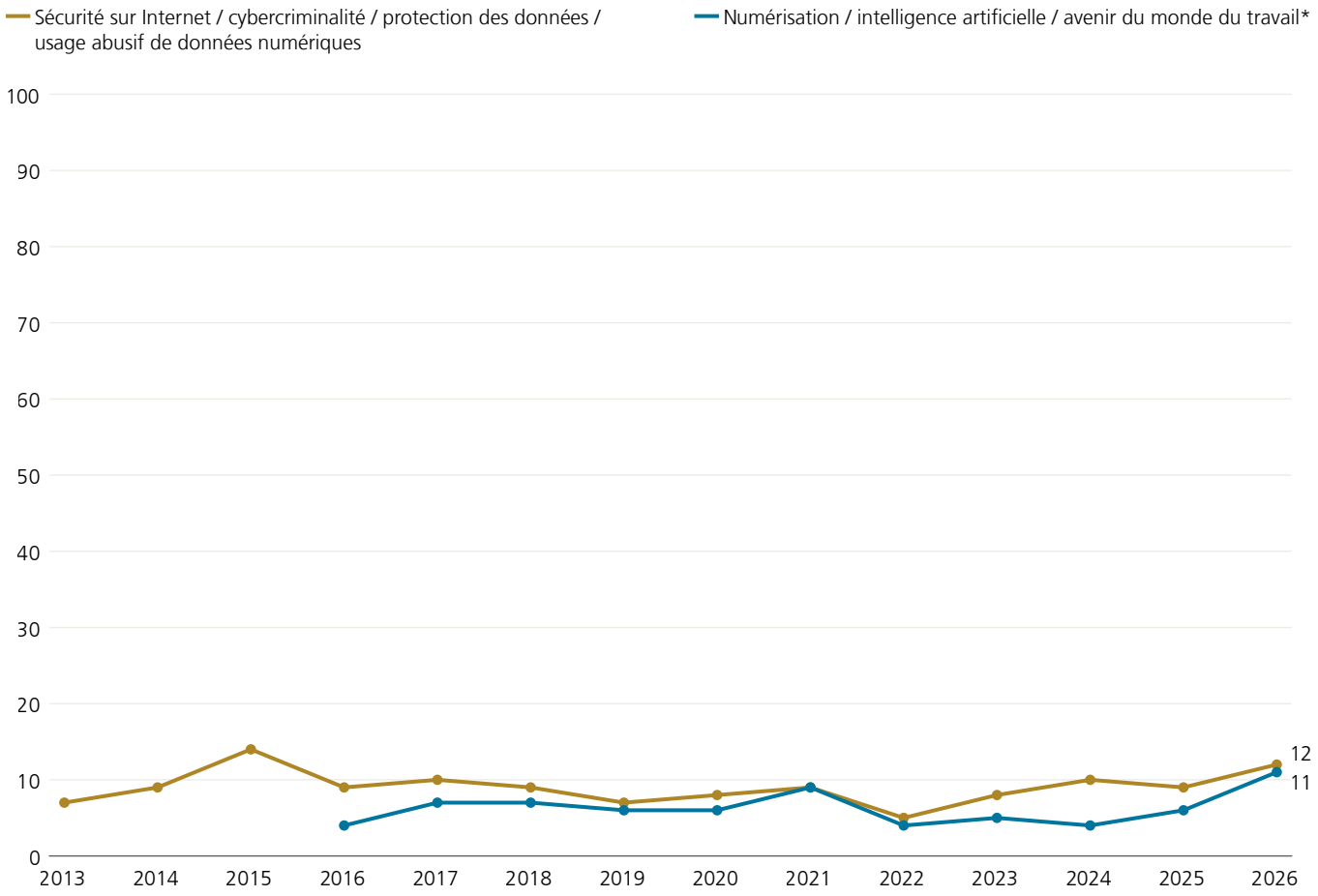
Les risques liés à la numérisation et à l'IA se font plus pressants

Ces dernières années, la numérisation et l'intelligence artificielle occupent une place de plus en plus nette dans le profil des préoccupations. La sécurité sur Internet, la cybercriminalité, la protection des données et l'usage abusif de données numériques sont cités par 12% du corps électoral parmi les cinq principales préoccupations, soit leur plus haut niveau depuis plusieurs années. Les préoccupations liées à la numérisation, à l'intelligence artificielle et à l'avenir du monde du travail se situent presque au même niveau et gagnent elles aussi en importance sur la même période.

Cette évolution s'inscrit dans le contexte élargi du changement technologique. La réflexion en la matière ne porte plus uniquement sur les cyberattaques et l'utilisation abusive des données, mais de plus en plus aussi sur les conséquences possibles pour le travail et la société. Même si leur niveau reste modéré, les risques numériques passent ainsi d'un thème périphérique spécialisé à une préoccupation sociale à part entière.

Evolution des préoccupations – numérisation et IA

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



* Jusqu'en 2025 : « Numérisation / technologisation / avenir du monde du travail »

Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1270 à chaque fois)

Comment les profils de préoccupations diffèrent-ils selon l'âge, le sexe et l'affiliation politique ?

La hiérarchie des préoccupations varie nettement selon les étapes de la vie. Les coûts de la santé et les primes d'assurance maladie constituent le dénominateur commun et arrivent en tête dans les trois groupes d'âge. La charge est particulièrement marquée chez les personnes de 65 ans et plus (53%) et les 40 à 64 ans (50%), mais les plus jeunes la ressentent aussi nettement, à 42%.

Derrière ce constat commun, les priorités divergent. Les 18 à 39 ans sont préoccupés par les coûts élevés et les inégalités économiques, sans que cela n'entrave leur optimisme à l'égard de l'avenir. La hausse des coûts du logement est ainsi particulièrement mise en avant (36%). Par ailleurs, les bas salaires, les inégalités économiques et l'inflation ne figurent dans le top 10 que pour ce groupe d'âge. Les préoccupations des plus jeunes sont donc fortement marquées par la question de savoir dans quelle mesure ils restent à même de faire face au coût de la vie dans le contexte économique actuel. Chez les 40 à 64 ans, en revanche, l'immigration (28%), la prévoyance vieillesse ainsi que l'environnement et le climat (26% chacun) occupent une place plus importante.

Les personnes de 65 ans et plus affichent un profil de préoccupations marqué par les questions de politique extérieure et sociétales. Outre les coûts de la santé, l'environnement et le climat (31%) ainsi que les relations avec l'UE (27%) les préoccupent particulièrement. Les questions énergétiques, Donald Trump et les questions de transport figurent également dans leur top 10. Ces différences montrent à quel point les préoccupations varient selon les étapes de la vie. D'une part, les jeunes générations se préoccupent davantage des inégalités économiques et de l'équité que les Suissesses et les Suisses plus âgés. D'autre part, alors que les contraintes financières du quotidien pèsent davantage chez les plus jeunes, les questions de protection sociale ainsi que les évolutions politiques et internationales prennent de l'importance avec l'âge.

Top 10 des préoccupations selon l'âge

Voici une liste de thèmes qui ont fait l'objet de nombreux débats et articles ces derniers temps : veuillez parcourir la liste et sélectionner les cinq thèmes que vous considérez personnellement comme les cinq problèmes les plus importants auxquels la Suisse est confrontée.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions

	18-39 ans	40-64 ans	65 ans et plus
1	Coûts de la santé / assurance maladie / primes *(42%)*	Coûts de la santé / assurance maladie / primes *(50%)*	Coûts de la santé / assurance maladie / primes *(53%)*
2	Augmentation des coûts de logement / hausse des loyers *(36%)*	Augmentation des coûts de logement / hausse des loyers *(29%)*	Protection de l'environnement / changements climatiques / catastrophes écologiques *(31%)*
3	Protection de l'environnement / changements climatiques / catastrophes écologiques *(28%)*	Etrangers / libre circulation des personnes / immigration *(28%)*	Relations avec l'Europe, UE, accord-cadre, accès au marché européen *(27%)*
4	Réfugiés / politique d'asile *(21%)*	AVS / prévoyance vieillesse *(26%)*	Augmentation des coûts de logement / hausse des loyers *(26%)*
5	AVS / prévoyance vieillesse *(20%)*	Protection de l'environnement / changements climatiques / catastrophes écologiques *(26%)*	AVS / prévoyance vieillesse *(24%)*
6	Etrangers / libre circulation des personnes / immigration *(18%)*	Réfugiés / politique d'asile *(23%)*	Réfugiés / politique d'asile *(22%)*
7	Bas salaires *(17%)*	Relations avec l'Europe, UE, accord-cadre, accès au marché européen *(23%)*	Etrangers / libre circulation des personnes / immigration *(20%)*
8	Inégalités économiques *(17%)*	Donald Trump président des Etats-Unis *(19%)*	Questions d'énergie (fourniture d'électricité, énergies renouvelables / énergie nucléaire) *(17%)*
9	Inflation / dévaluation / renchérissement *(15%)*	Sécurité personnelle / criminalité / violence *(18%)*	Donald Trump président des Etats-Unis *(17%)*
10	Sécurité personnelle / criminalité / violence *(14%)*	Questions d'énergie (fourniture d'électricité, énergies renouvelables / énergie nucléaire) *(16%)*	Problèmes des transports / bouchons / mobilité future *(17%)*

Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n entre 495 et 754)

Les jeunes femmes citent moins souvent la prévoyance vieillesse parmi leurs principales préoccupations que les jeunes hommes

Le classement des préoccupations fait également apparaître de nettes différences selon le sexe. Le graphique présente les dix principales préoccupations des femmes de 18 à 39 ans et les compare aux valeurs des hommes du même âge. Il en ressort que les coûts de la santé, l'environnement ou les questions d'égalité préoccupent actuellement davantage les jeunes femmes que la prévoyance vieillesse. L'écart est particulièrement marqué pour les coûts de la santé. 52% des jeunes femmes les citent parmi leurs principales préoccupations, contre 32% des jeunes hommes. L'environnement et le climat préoccupent également plus souvent les jeunes femmes (33% contre 22%).

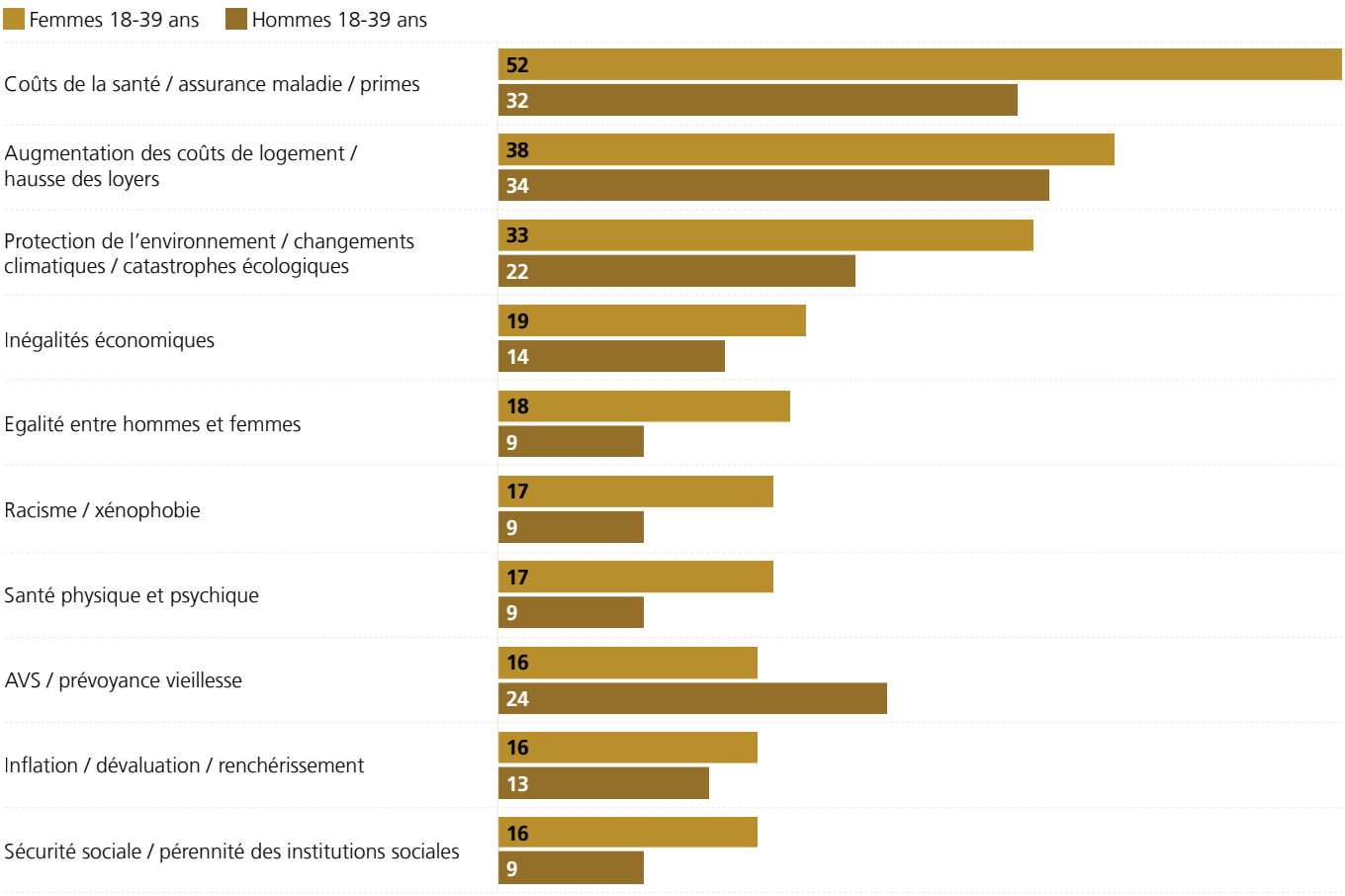
Le top 10 des jeunes femmes se caractérise, en outre, par la forte présence de thèmes sociaux et sociétaux. Les inégalités économiques, l'égalité, le racisme et la xénophobie ainsi que la santé physique et psychique comptent tous parmi leurs principales préoccupations et sont à chaque fois nettement plus souvent cités que par les jeunes hommes. Chez les jeunes femmes, la pression matérielle est ainsi davantage associée aux questions de participation sociale et de bien-être personnel.

La hausse des coûts du logement constitue, en revanche, une préoccupation commune. Elle arrive en deuxième position chez les jeunes femmes avec 38% et est également fréquemment citée par les jeunes hommes (34%). A l'inverse, la prévoyance vieillesse préoccupe davantage les jeunes hommes (24% contre 16%).

Top 10 des préoccupations – jeunes femmes (vs jeunes hommes)

Voici une liste de thèmes qui ont fait l'objet de nombreux débats et articles ces derniers temps : veuillez parcourir la liste et sélectionner les cinq thèmes que vous considérez personnellement comme les cinq problèmes les plus importants auxquels la Suisse est confrontée.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions
Plusieurs réponses possibles



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n entre 339 et 410)

Les jeunes hommes se préoccupent davantage des questions migratoires que les femmes du même âge

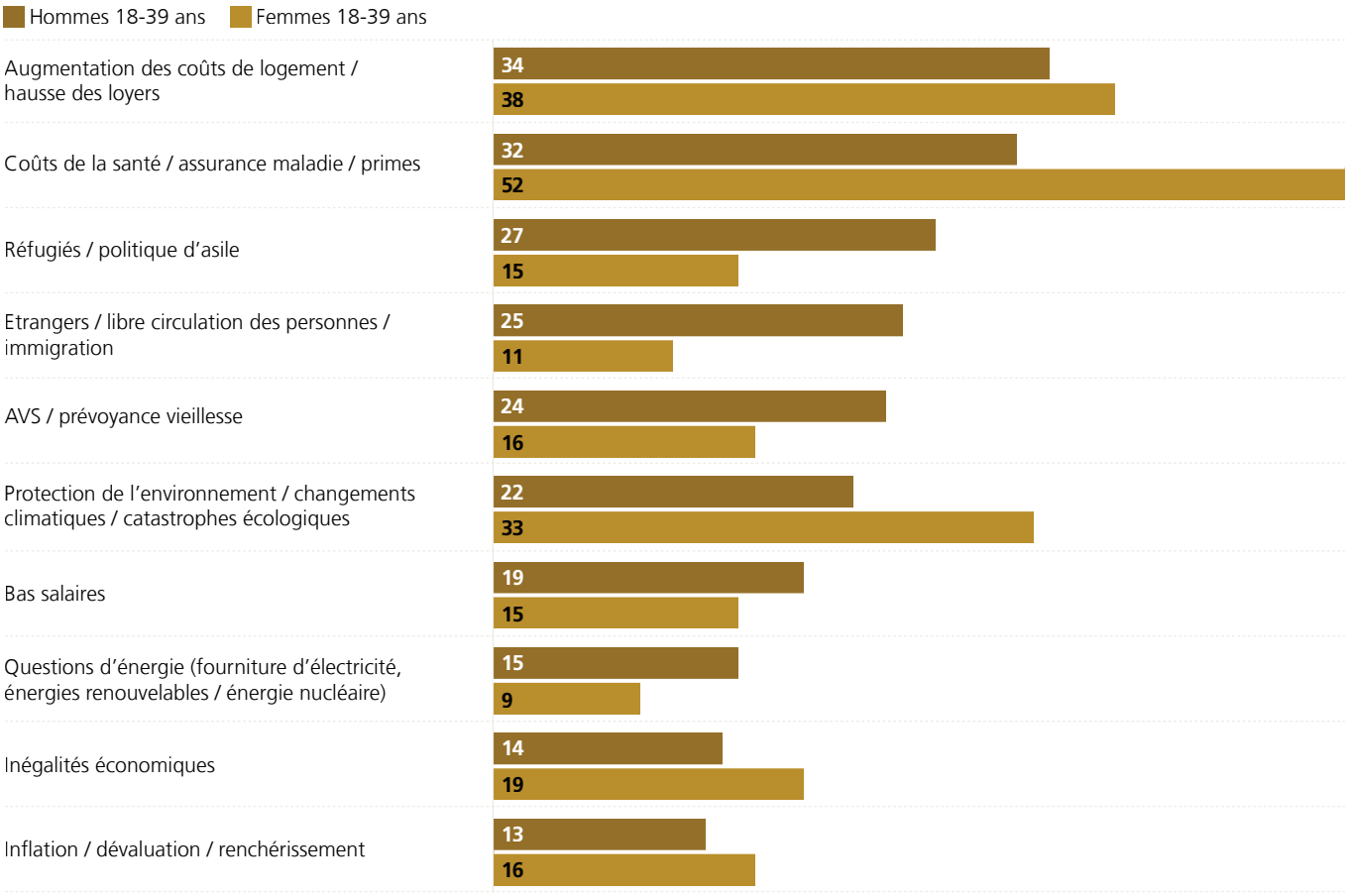
Les dix principales préoccupations des jeunes hommes font ressortir des priorités différentes de celles des femmes du même âge. La hausse des coûts du logement arrive en tête (34%), suivie des coûts de la santé et des primes d'assurance maladie (32%). Le classement se distingue toutefois particulièrement en ce qui concerne les thèmes de politique migratoire. Les questions d'asile (27%) et l'immigration (25%) figurent parmi les quatre principales préoccupations des jeunes hommes, alors qu'elles sont nettement moins souvent citées par les jeunes femmes (15% et 11% respectivement). La prévoyance vieillesse (24%) et les questions énergétiques (15%) préoccupent également davantage les jeunes hommes.

Globalement, les deux classements font apparaître deux profils de préoccupations différents au sein de la même génération. Les jeunes hommes accordent davantage de poids à la migration, à la prévoyance et à l'énergie, les jeunes femmes à la santé, au climat et aux questions de répartition sociale.

Top 10 des préoccupations – jeunes hommes (vs jeunes femmes)

Voici une liste de thèmes qui ont fait l'objet de nombreux débats et articles ces derniers temps : veuillez parcourir la liste et sélectionner les cinq thèmes que vous considérez personnellement comme les cinq problèmes les plus importants auxquels la Suisse est confrontée.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions
Plusieurs réponses possibles



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n entre 339 et 410)

Les coûts élevés de la santé comptent parmi les principales préoccupations dans tous les camps politiques

Les profils de préoccupations reflètent non seulement les différentes conditions de vie, mais aussi les priorités politiques des différents électorats. Là encore, les coûts de la santé figurent parmi les deux principales préoccupations de tous les électorats et constituent ainsi le dénominateur commun. Chez les sympathisants du Centre et du PLR, ils arrivent même en tête (50% et 55% respectivement). La hausse des coûts du logement figure également dans le top 10 de tous les partis. La pression financière du quotidien n'est donc pas l'apanage d'un seul camp politique.

A gauche du Centre, les questions environnementales et sociétales dominent en revanche. Chez les sympathisants des Vert-e-s (73%), du PS (57%) et des Vert'libéraux (47%), le climat et l'environnement arrivent en tête des préoccupations. Les personnes proches des Vert-e-s et du PS citent en outre relativement souvent les inégalités économiques et le racisme, tandis que les sympathisants des Vert'libéraux se préoccupent, outre de l'environnement et de la santé, notamment des relations avec l'Europe (35%).

Au sein de l'électorat centriste et de droite, l'accent se déplace. Chez les sympathisants du Centre et du PLR, outre les coûts de la santé, la prévoyance vieillesse ainsi que les questions de politique extérieure et migratoire occupent une place centrale. Les sympathisants de l'UDC se distinguent le plus nettement en accordant la plus grande urgence aux questions d'asile (55%) et d'immigration (44%), suivies de la sécurité personnelle et de la criminalité (32%).

Top 10 des préoccupations selon l'affiliation politique

Voici une liste de thèmes qui ont fait l'objet de nombreux débats et articles ces derniers temps : veuillez parcourir la liste et sélectionner les cinq thèmes que vous considérez personnellement comme les cinq problèmes les plus importants auxquels la Suisse est confrontée.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions

	Vert-e-s	PS	PVL	Le Centre	PLR	UDC
1	Environnement / climat *(73%)*	Environnement / climat *(57%)*	Environnement / climat *(47%)*	Santé *(50%)*	Santé *(55%)*	Asile *(55%)*
2	Santé *(43%)*	Santé *(42%)*	Santé *(46%)*	Donald Trump, Etats-Unis *(27%)*	Prévoyance vieillesse *(39%)*	Santé *(49%)*
3	Inégalités économiques *(26%)*	Coûts du logement *(36%)*	L'Europe *(35%)*	Environnement / climat *(26%)*	Immigration *(28%)*	Immigration *(44%)*
4	L'Europe *(25%)*	Inégalités économiques *(30%)*	Coûts du logement *(32%)*	Prévoyance vieillesse *(24%)*	Coûts du logement *(25%)*	Coûts du logement *(32%)*
5	Racisme *(23%)*	Racisme *(27%)*	Energie *(25%)*	Transports *(23%)*	L'Europe *(24%)*	Criminalité *(32%)*
6	Coûts du logement *(21%)*	L'Europe *(27%)*	Cohabitation en Suisse *(23%)*	Immigration *(23%)*	Sécurité informatique *(20%)*	Prévoyance vieillesse *(24%)*
7	Intelligence artificielle *(21%)*	Donald Trump, Etats-Unis *(20%)*	Prévoyance vieillesse *(19%)*	Coûts du logement *(19%)*	Asile *(19%)*	Inflation *(22%)*
8	Energie *(20%)*	Sécurité sociale *(17%)*	Donald Trump, Etats-Unis *(18%)*	Asile *(18%)*	Donald Trump, Etats-Unis *(19%)*	Transports *(17%)*
9	Sécurité informatique *(17%)*	Cohabitation en Suisse *(17%)*	Inégalités économiques *(17%)*	Sécurité informatique *(17%)*	Energie *(19%)*	L'Europe *(17%)*
10	Education *(16%)*	Prévoyance vieillesse *(17%)*	Sécurité sociale *(17%)*	L'Europe *(17%)*	Armée *(17%)*	Perte de la neutralité *(16%)*

Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n entre 172 et 443)

Chapitre 3

Confiance et identité

La stabilité et la cohésion sont au cœur de l'image que la Suisse a d'elle-même

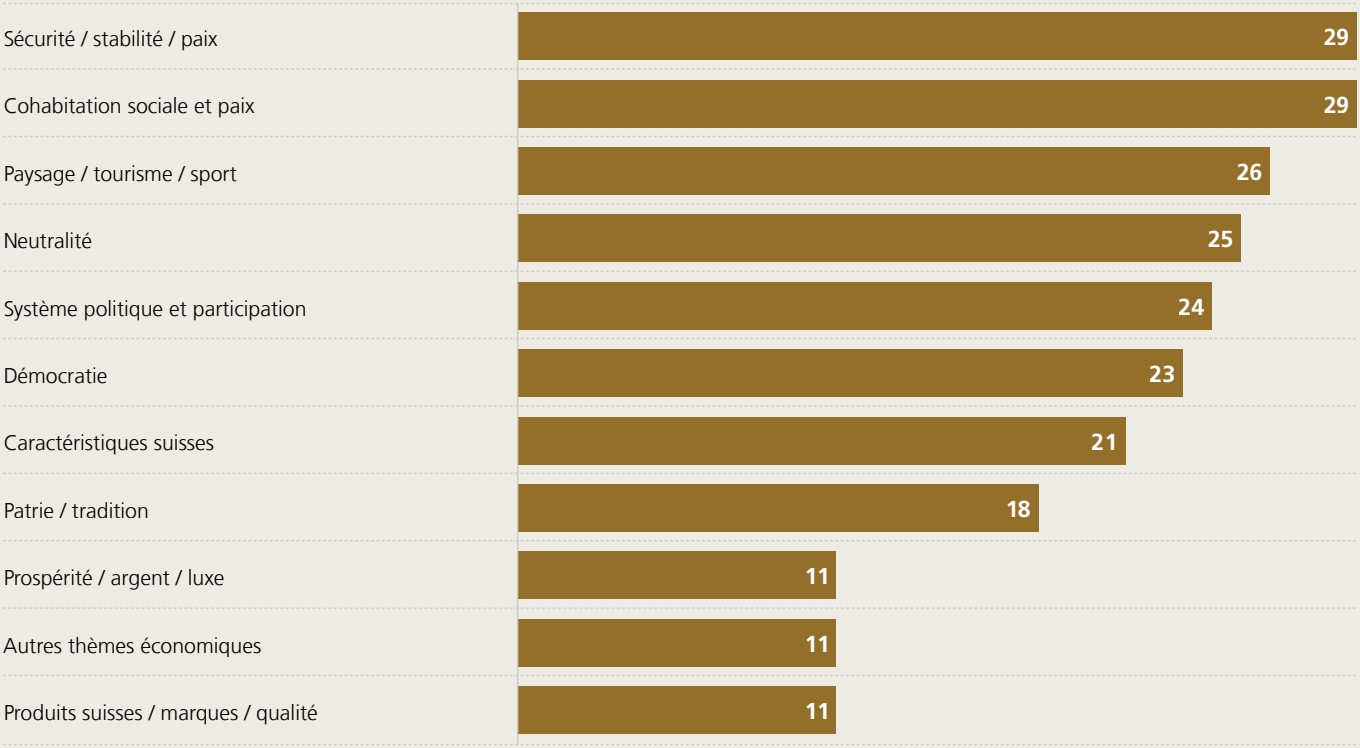
Après avoir passé en revue les préoccupations, intéressons-nous maintenant aux caractéristiques qui façonnent l'image que la Suisse a d'elle-même. Selon le corps électoral suisse, il s'agit en particulier de la sécurité et de la stabilité, ainsi que d'aspects sociétaux liés au vivre-ensemble et aux valeurs partagées (29% chacun). Le paysage, le tourisme et le sport sont eux aussi solidement ancrés dans l'image de la Suisse, avec 26%. Suivent de près la neutralité (25%) et la participation politique (24%), tandis que 23% citent expressément la démocratie. Les structures politiques restent ainsi des piliers identitaires centraux, sur lesquels se greffent des références culturelles, sociétales et liées au paysage.

Les caractéristiques propres à la Suisse, comme la fiabilité, l'ordre et la ponctualité, de même que la patrie et la tradition, jouent un rôle important dans l'image identitaire de la Suisse, avec une contribution respective de 21% et 18%. Les aspects économiques et les produits suisses connus suivent nettement derrière, avec 11% chacun. L'identité perçue de la Suisse associe donc stabilité et autonomie politique à la cohésion sociale, au paysage et aux traditions familières. Dans un environnement marqué par les incertitudes, ces constantes s'affirment comme des points de repère d'autant plus importants.

Top 10 – Ce que représente la Suisse

Veuillez noter en quelques mots trois choses que la Suisse représente pour vous personnellement.

en % du corps électoral
Plusieurs réponses possibles



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = 966)



« Les instruments de démocratie directe comptent parmi les choses les plus intelligentes que nous ayons inventées au cours des 150 dernières années, même si les intentions de l'époque n'étaient pas forcément là où se trouve aujourd'hui le plus grand bénéfice. »

Walter Thurnherr, ancien chancelier fédéral et professeur

En 2026, la fierté à l'égard de la politique suisse repose clairement sur ses fondements institutionnels. Les droits populaires tels que l'initiative et le référendum arrivent en tête. Neuf personnes ayant le droit de vote sur dix (90%) en sont très ou plutôt fières. La stabilité économique (86%), la stabilité politique et la Constitution fédérale (84% chacune) recueillent elles aussi des notes particulièrement élevées. Le fédéralisme (81%) ainsi que l'autonomie et l'indépendance de la Suisse (79%) comptent également parmi les principaux piliers identitaires.

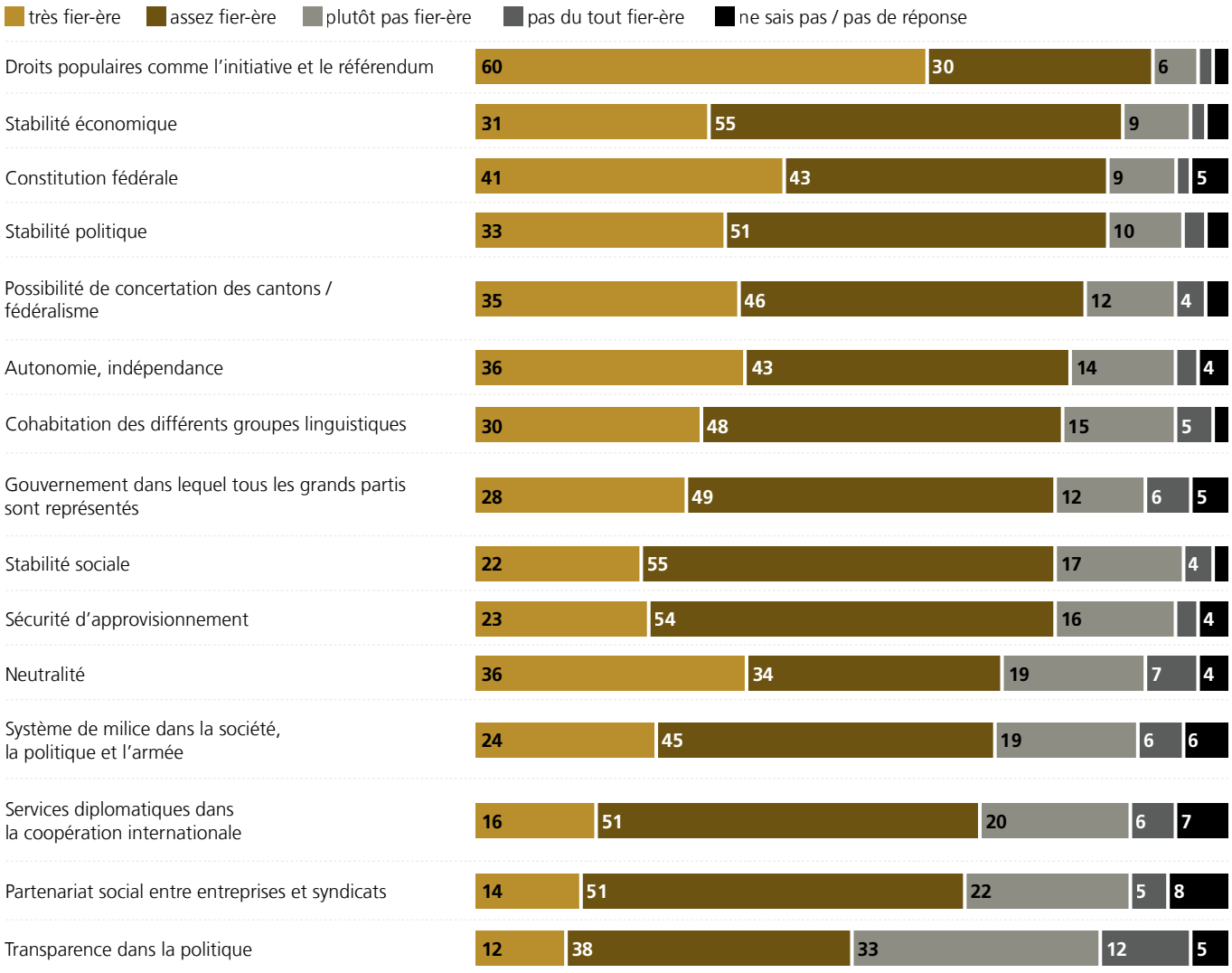
A un niveau un peu plus bas, mais toujours avec une nette majorité, figurent la coexistence des différentes communautés linguistiques (78%), la stabilité sociale, le gouvernement multipartite et la sécurité de l'approvisionnement (77% chacun). La neutralité atteint 70% et le système de milice 69%, la première perdant continuellement de son importance depuis le début des relevés. La fierté à l'égard des services diplomatiques (67%) et du partenariat social entre entreprises et syndicats (65%) est un peu moins prononcée.

La transparence en politique reste nettement à la traîne. Seule la moitié du corps électoral en est fière (50%). Il en ressort une nette dichotomie dans l'image politique que la Suisse a d'elle-même. La population accorde une très grande valeur à la stabilité, à la participation politique et à l'autonomie institutionnelle du pays, mais juge la compréhension et la transparence des processus politiques beaucoup plus sévèrement.

Fierté des éléments de la politique suisse

Y a-t-il certains aspects de la politique suisse dont vous êtes particulièrement fier-ère ? Pour chacun d'eux, êtes-vous très fier-ère, assez fier-ère, plutôt pas fier-ère ou pas du tout fier-ère ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (N = 2001)

La confiance dans la politique et l'économie reste stable

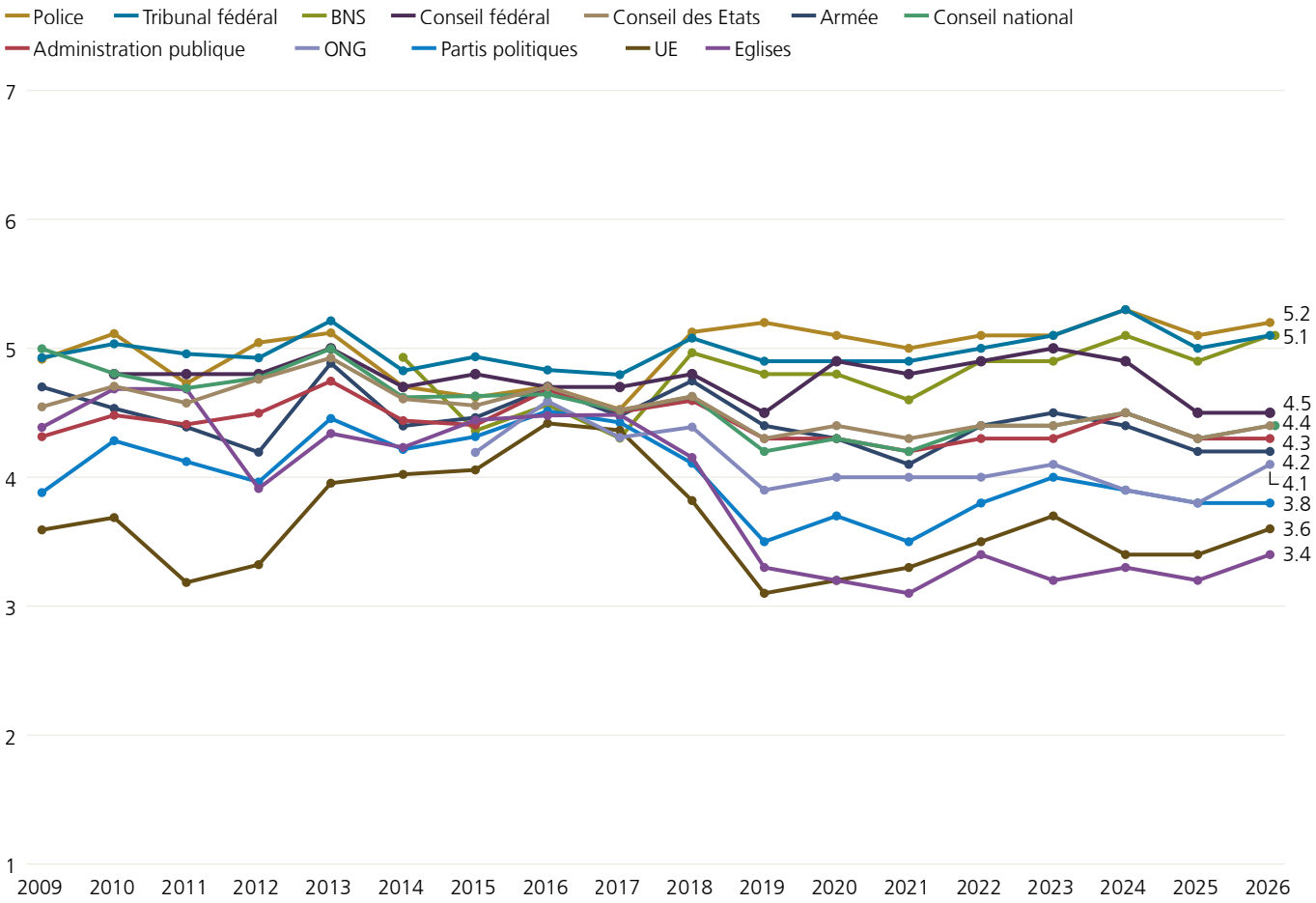
Les schémas de confiance fondamentaux évoluent peu en 2026. La police, avec une moyenne de 5,2 sur une échelle de 1 à 7, le Tribunal fédéral et la Banque nationale suisse (5,1 chacun) arrivent à nouveau en tête parmi les institutions qui incarnent la sécurité, l'Etat de droit et la stabilité économique. Le Conseil fédéral suit avec une moyenne de 4,5, tandis que le Parlement, l'armée et l'administration publique obtiennent des valeurs comprises entre 4,2 et 4,4.

Par rapport à l'année précédente, la confiance envers la plupart des acteurs se redresse légèrement. La ligne de démarcation reste toutefois nette. Les institutions bénéficient d'un soutien plus important que les acteurs de la scène politique. La confiance envers les ONG (4,1), les partis politiques (3,8) et l'UE (3,6) est ainsi comparativement plus faible. En queue de peloton, les Eglises affichent le niveau de confiance le plus bas (3,4). Associé à la fierté prononcée envers les droits populaires et la Constitution fédérale, ce constat montre que la population continue d'accorder une grande confiance à l'ordre politique suisse, tout en étant plus réservée envers les acteurs qui façonnent son quotidien.

Evolution de la confiance moyenne envers les acteurs (politique et autorités)

Il existe en Suisse différentes institutions, comme le gouvernement, les tribunaux et les banques. La confiance qui leur est accordée peut varier. Veuillez indiquer, à l'aide de cette échelle, quel est votre niveau de confiance personnel envers chacune des institutions ci-dessous.

moyennes du corps électoral, échelle de 1 (aucune confiance) à 7 (très grande confiance)



Source: gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1050 à chaque fois)

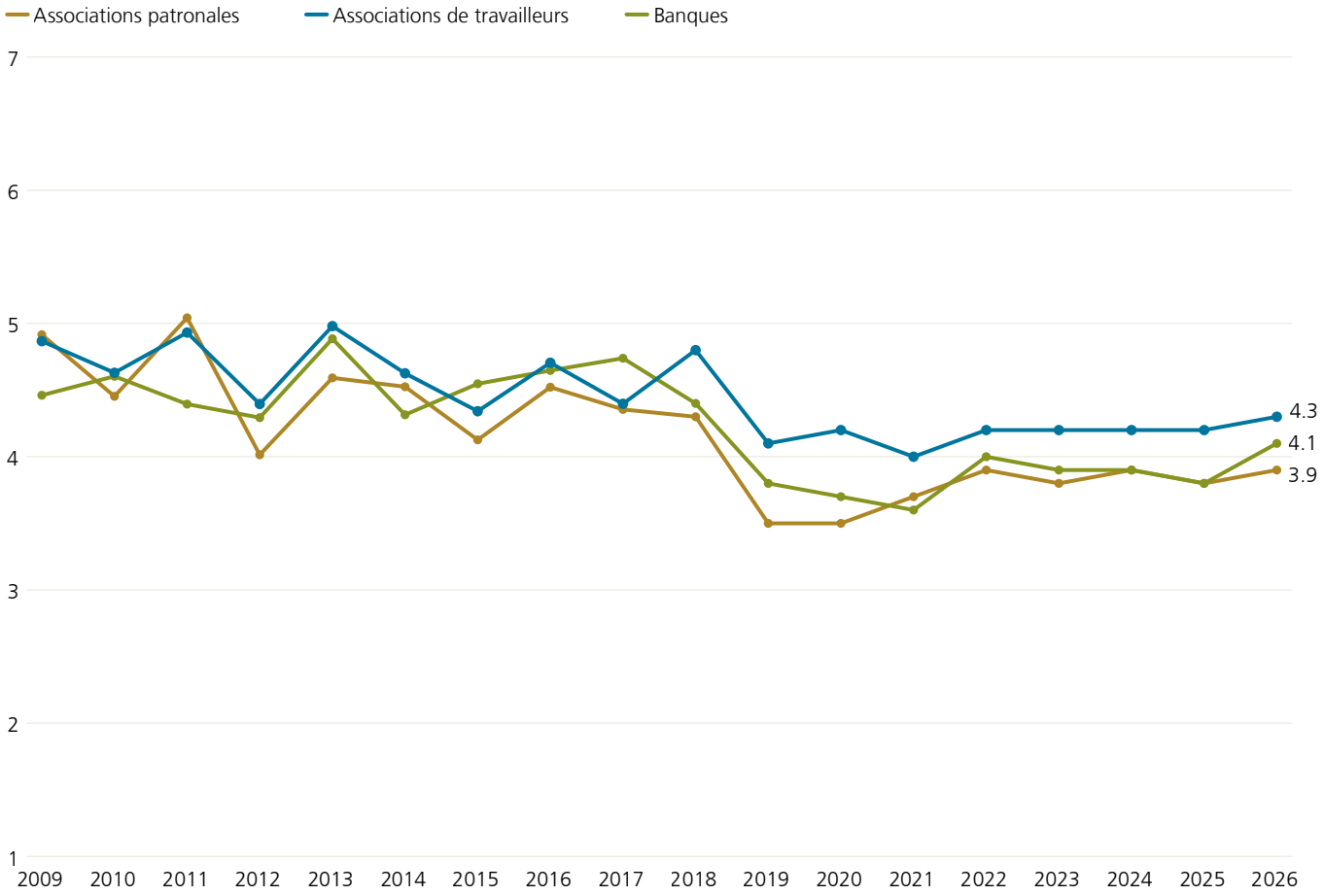
En 2026, la confiance dans les acteurs économiques reste globalement modérée, mais affiche elle aussi une légère reprise. Les organisations de salariés restent en tête avec une moyenne de 4,3 et conservent, depuis plusieurs années, une avance stable sur les banques et les organisations patronales.

Les banques atteignent une moyenne de 4,1 et voient la confiance qui leur est accordée progresser par rapport à l'année précédente (+0,3), devant les organisations patronales (3,9). Malgré leur récente progression, les trois valeurs restent inférieures à leur niveau du début des années 2010.

Evolution de la confiance moyenne envers les acteurs (économie)

Il existe en Suisse différentes institutions, comme le gouvernement, les tribunaux et les banques. La confiance qui leur est accordée peut varier. Veuillez indiquer, à l'aide de cette échelle, quel est votre niveau de confiance personnel envers chacune des institutions ci-dessous.

moyennes du corps électoral, échelle de 1 (aucune confiance) à 7 (très grande confiance)



Source: gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1040 à chaque fois)

La majorité du corps électoral est insatisfaite des performances du gouvernement et de l'administration

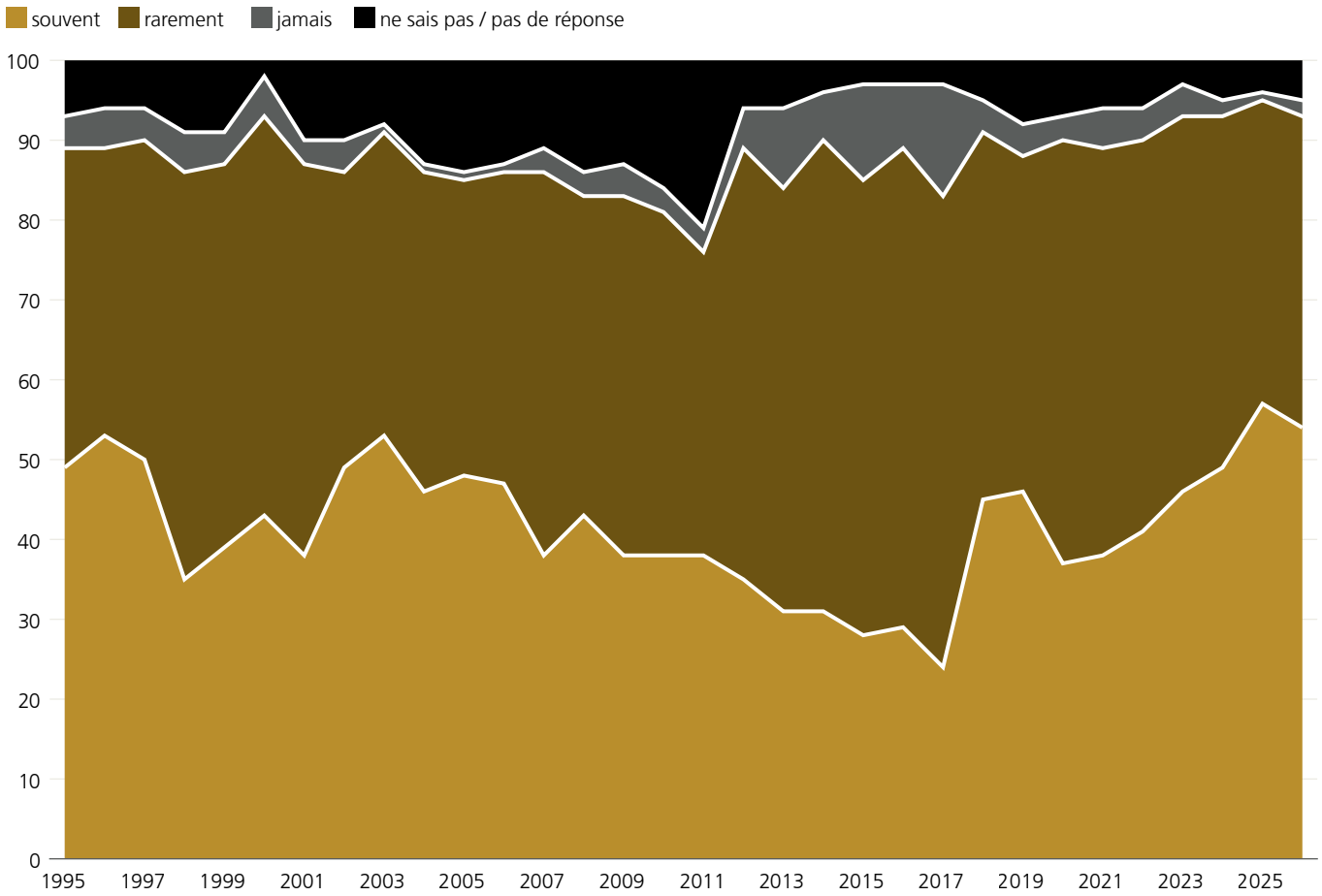
La perception de la capacité d'action du gouvernement et de l'administration est déterminante pour l'acceptation des décisions politiques. En 2026, le jugement de la population reste critique à cet égard. 54% du corps électoral a souvent le sentiment que la politique échoue sur des questions décisives. Cette proportion recule, certes, légèrement par rapport au niveau record de l'année précédente, mais une majorité continue néanmoins d'émettre des réserves sur les performances politiques.

39% des personnes interrogées n'ont que rarement le sentiment d'un échec, tandis que presque aucune d'entre elles ne considère que la politique n'échoue jamais. L'examen de l'ensemble de la série chronologique montre qu'après avoir atteint un plancher en 2017, la part des voix critiques a augmenté presque continuellement. La légère détente de 2026 ne change donc guère le constat de fond. Une divergence subsiste entre la grande fierté à l'égard des institutions politiques et l'évaluation de leur capacité d'action concrète.

Evolution de la perception de l'échec de la politique

Avez-vous le sentiment que la politique menée par le gouvernement et l'administration échoue sur des questions décisives ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1300 à chaque fois)

En 2026, 42% du corps électoral a souvent le sentiment que l'économie échoue sur des questions décisives. Une courte majorité de 51% n'a en revanche que rarement le sentiment d'un tel échec.

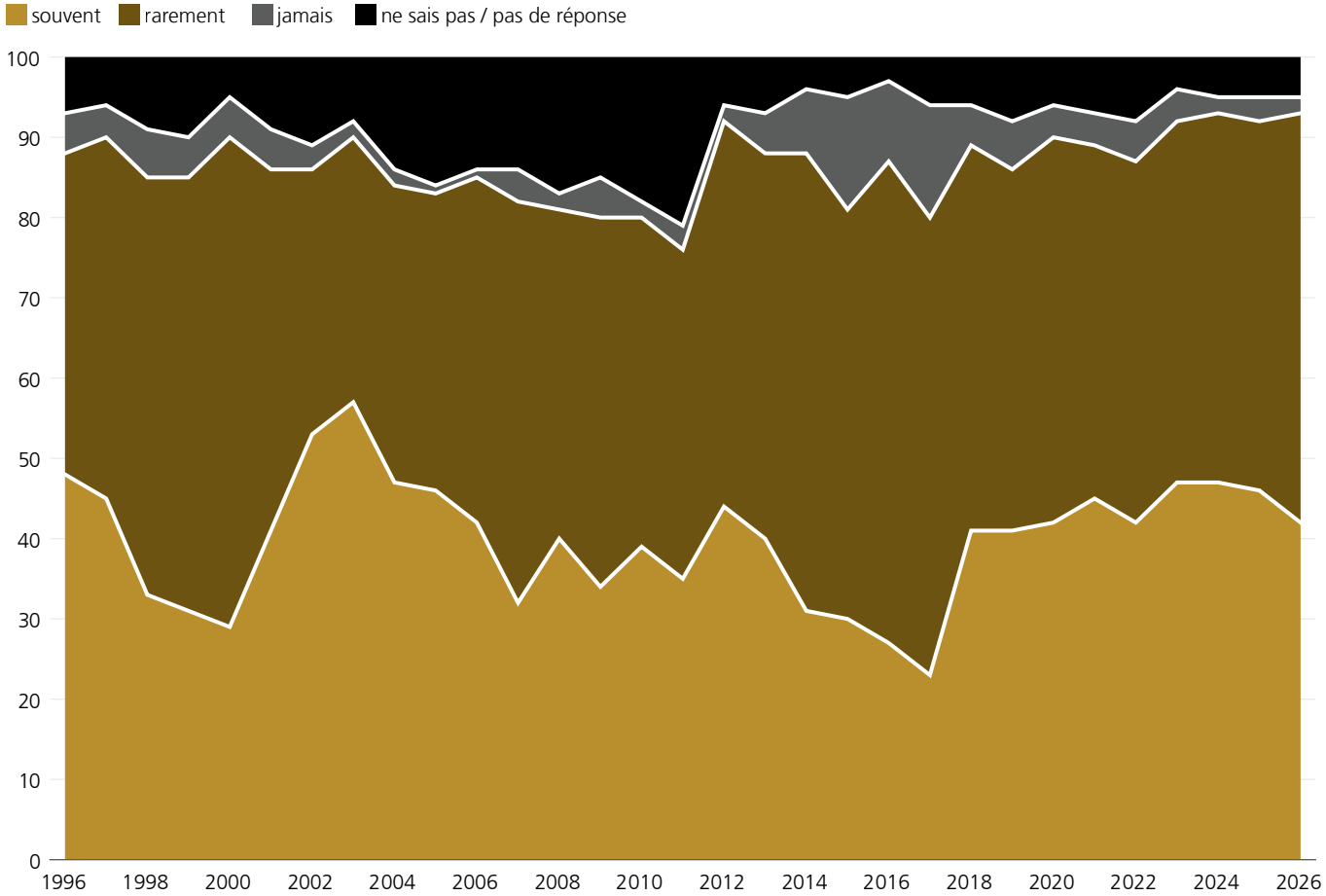
L'opinion critique recule ainsi par rapport aux deux années précédentes. Sur le long terme, le tableau reste toutefois contrasté. Des phases de scepticisme marqué, notamment au début des années 2000, ont été à plusieurs reprises suivies d'évaluations nettement plus positives. Depuis 2018, la part des voix critiques avait de nouveau augmenté, avant de reculer légèrement en 2026.

La comparaison avec la perception de l'échec de la politique est riche d'enseignements à cet égard. Alors qu'une majorité reproche au gouvernement et à l'administration un manque de capacité d'action, une appréciation plus positive prévaut de peu pour l'économie. Même si les préoccupations liées aux coûts du logement, aux inégalités et aux bas salaires augmentent, le système économique est fondamentalement moins remis en question que le pilotage politique.

Evolution de la perception de l'échec de l'économie

Avez-vous le sentiment que l'économie échoue sur des questions décisives ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1310 à chaque fois)

Chapitre 4

Géopolitique et économie

Les institutions internationales offrent davantage de stabilité que les grandes puissances

Dans un monde de plus en plus fragmenté, la confiance dans les acteurs internationaux devient une question d'orientation politique : à qui la population fait-elle confiance pour créer de la stabilité et prendre en compte de manière fiable les intérêts de la Suisse ? En 2026, les organisations multilatérales et l'UE devancent à nouveau nettement les différentes grandes puissances. L'ONU atteint un niveau de confiance de 36%, suivie par l'UE avec 34%. Toutes deux progressent sensiblement par rapport à l'année précédente. L'OTAN reste en retrait avec 28% et perd légèrement de son soutien.

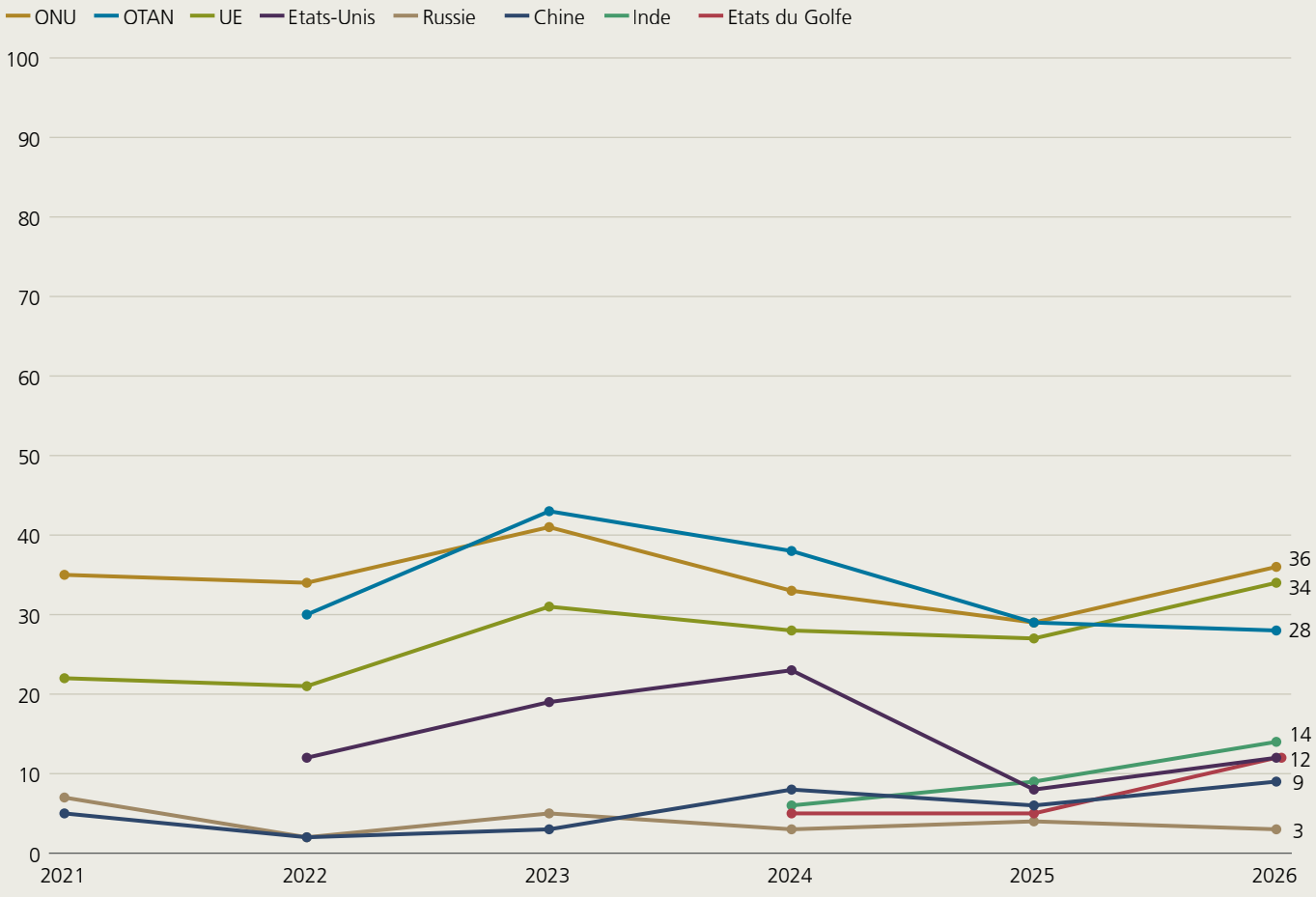
Malgré une légère amélioration récemment, la confiance dans les Etats-Unis reste nettement en deçà de son niveau de 2024, du fait des développements politiques à Washington. L'Inde, la Chine et les Etats du Golfe progressent à partir d'un niveau faible, mais restent, avec des valeurs comprises entre 9% et 14%, nettement derrière les alliances et organisations occidentales. La Russie conserve la lanterne rouge avec 3%.

La population suisse continue ainsi de faire davantage confiance à la coopération internationale institutionnalisée qu'à la politique des grandes puissances. La récente reprise ne modifie pas fondamentalement cette hiérarchie.

Evolution de la confiance dans les Etats, les confédérations d'Etats et les organisations

Veuillez également indiquer votre niveau de confiance dans les Etats, les confédérations d'Etats et les organisations suivants ainsi que dans leur politique à l'égard de la Suisse.

en % du corps électoral, part des personnes exprimant de la confiance (5-7), sur une échelle de 1 (aucune confiance) à 7 (très grande confiance)



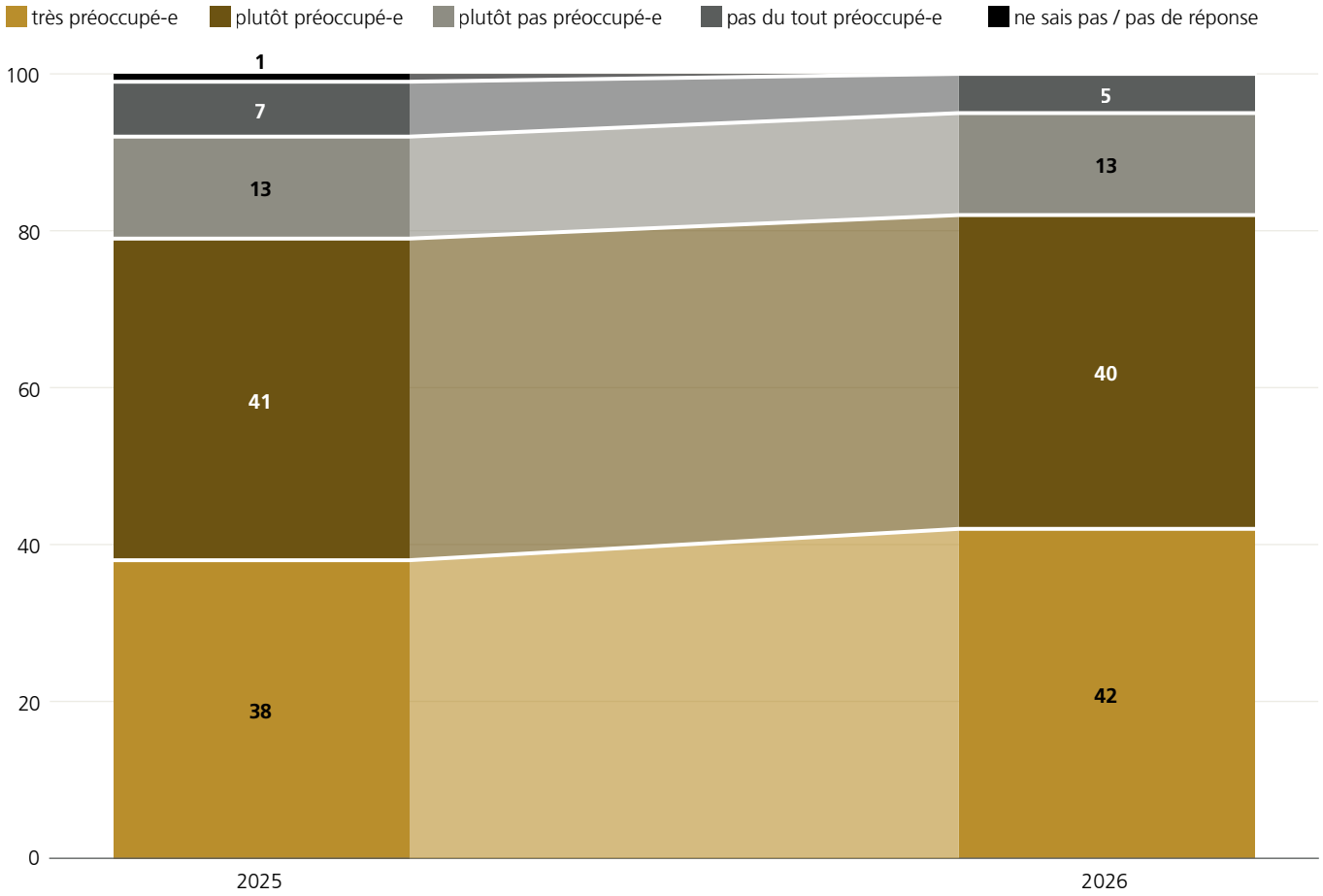
Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1190 à chaque fois)

Les préoccupations concernant le rôle des Etats-Unis dans le monde restent largement ancrées en 2026 et augmentent encore légèrement, bien que la confiance dans ce pays ait parallèlement quelque peu progressé. 82% du corps électoral se dit très ou plutôt préoccupé à cet égard, contre 79% l'année précédente. La part des personnes très préoccupées progresse notablement, passant de 38% à 42%. Seulement 18% des personnes interrogées se disent encore peu ou pas du tout préoccupées quant au rôle des Etats-Unis.

Evolution des préoccupations concernant le rôle des Etats-Unis dans le monde

Dans quelle mesure le rôle des Etats-Unis dans le monde vous préoccupe-t-il ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1150 à chaque fois)

La Suisse est-elle bien armée face aux changements géopolitiques ?

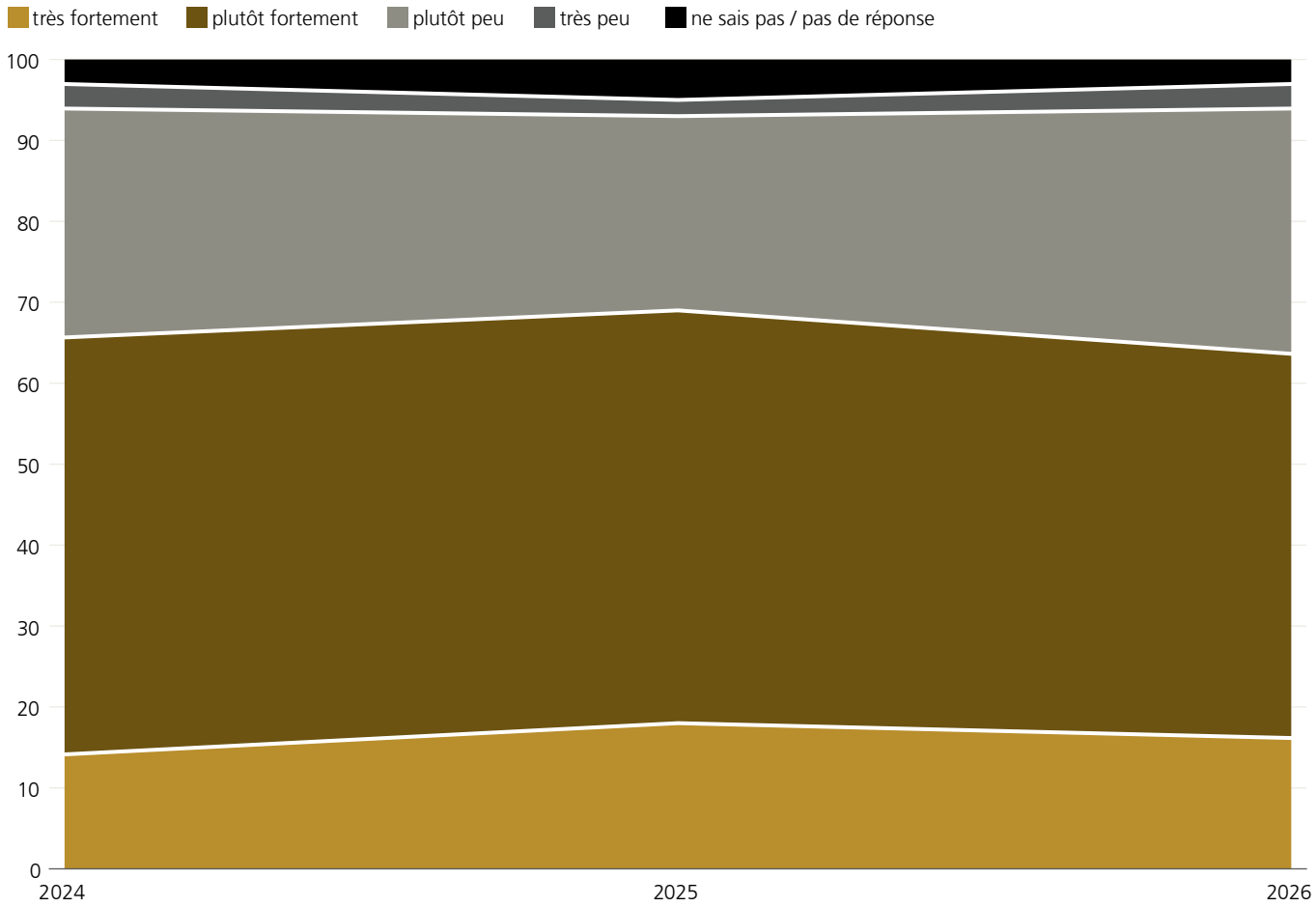
Les bouleversements géopolitiques demeurent un thème clé pour l'avenir aux yeux de la population suisse. En 2026, près des deux tiers du corps électoral (63%) sont plutôt ou très fortement préoccupés par d'éventuels changements majeurs, ce qui reste un niveau élevé, quoique légèrement inférieur à celui de l'année précédente.

Les changements géopolitiques continuent d'être jugés pertinents, même si tout le monde ne les considère pas comme d'une urgence immédiate, ce qui se reflète également dans le profil actuel des préoccupations.

Evolution des préoccupations concernant d'éventuels changements géopolitiques majeurs à l'avenir

Dans quelle mesure d'éventuels changements géopolitiques majeurs à l'avenir vous préoccupent-ils ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1180 à chaque fois)

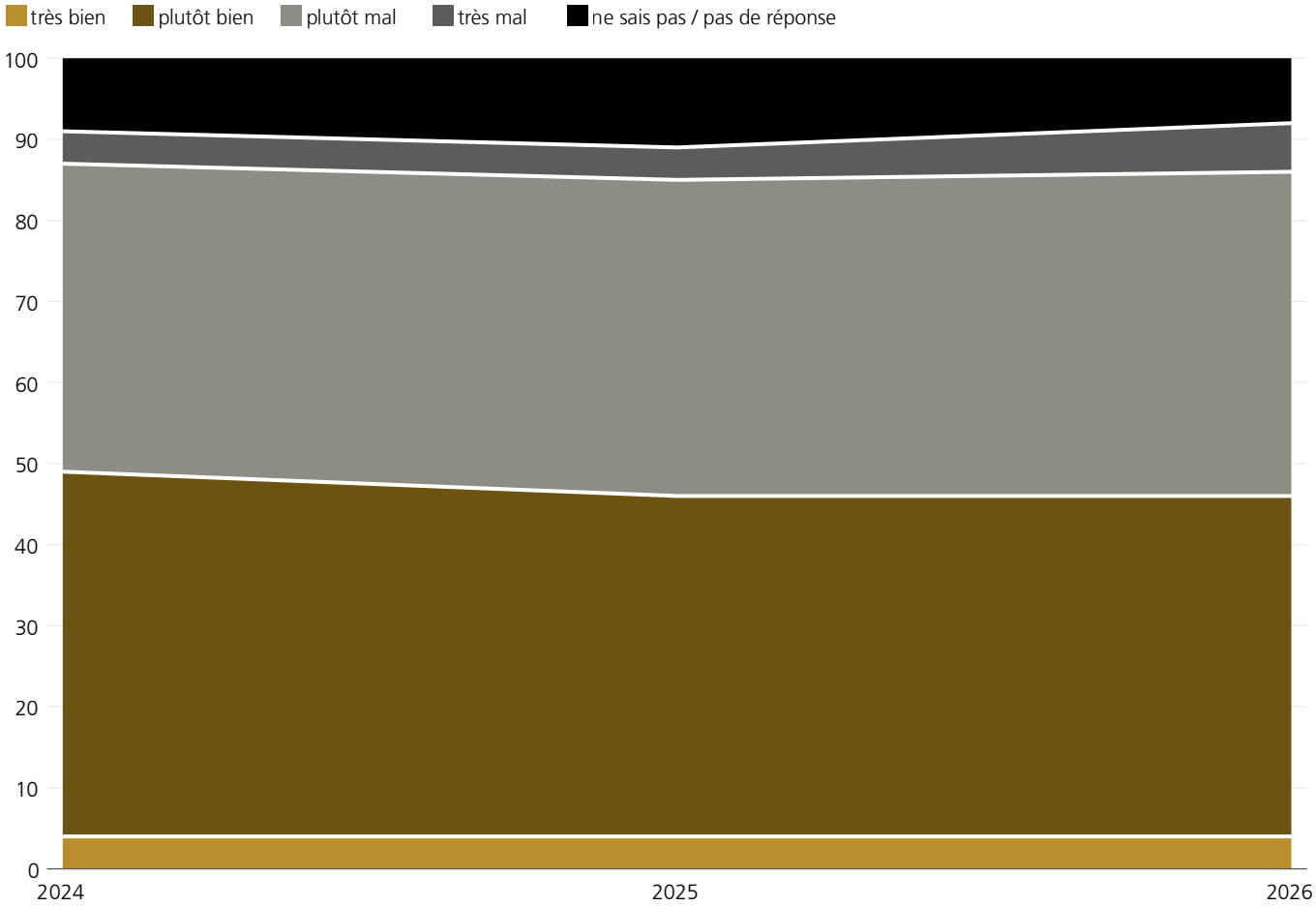
L'évaluation de la position initiale de la Suisse reste marquée par l'incertitude. En 2026, 46% du corps électoral estime certes que le pays est très ou plutôt bien armé face à d'éventuels changements géopolitiques majeurs. Dans le même temps, cependant, une proportion identique juge qu'il est plutôt, voire très mal préparé à de telles éventualités. Confiance et scepticisme font ainsi pratiquement jeu égal.

Cette perception partagée est politiquement pertinente au regard des fortes préoccupations persistantes concernant les changements internationaux. La population a foi dans la stabilité et les atouts institutionnels du pays, mais doute qu'ils soient suffisants dans un contexte mondial en mutation. Si la situation initiale est jugée solide, la Suisse ne bénéficie d'aucun capital de confiance en matière de sécurité.

Evolution de l'évaluation de la situation initiale de la Suisse au regard d'éventuels changements géopolitiques majeurs à l'avenir

Et dans quelle mesure pensez-vous que la Suisse est bien préparée à d'éventuels changements géopolitiques majeurs à l'avenir ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1180 à chaque fois)

Malgré les conflits commerciaux et les tensions politiques, la confiance dans l'économie suisse reste élevée

Malgré les incertitudes géopolitiques et les préoccupations croissantes liées au coût de la vie, la confiance dans la position économique de la Suisse reste remarquablement élevée. En 2026, 36% des personnes interrogées jugent la situation de l'économie suisse très bonne par rapport à l'étranger, et une nette majorité de 58% la considère plutôt bonne. Les avis négatifs restent l'exception : 3% répondent « plutôt mauvaise ».

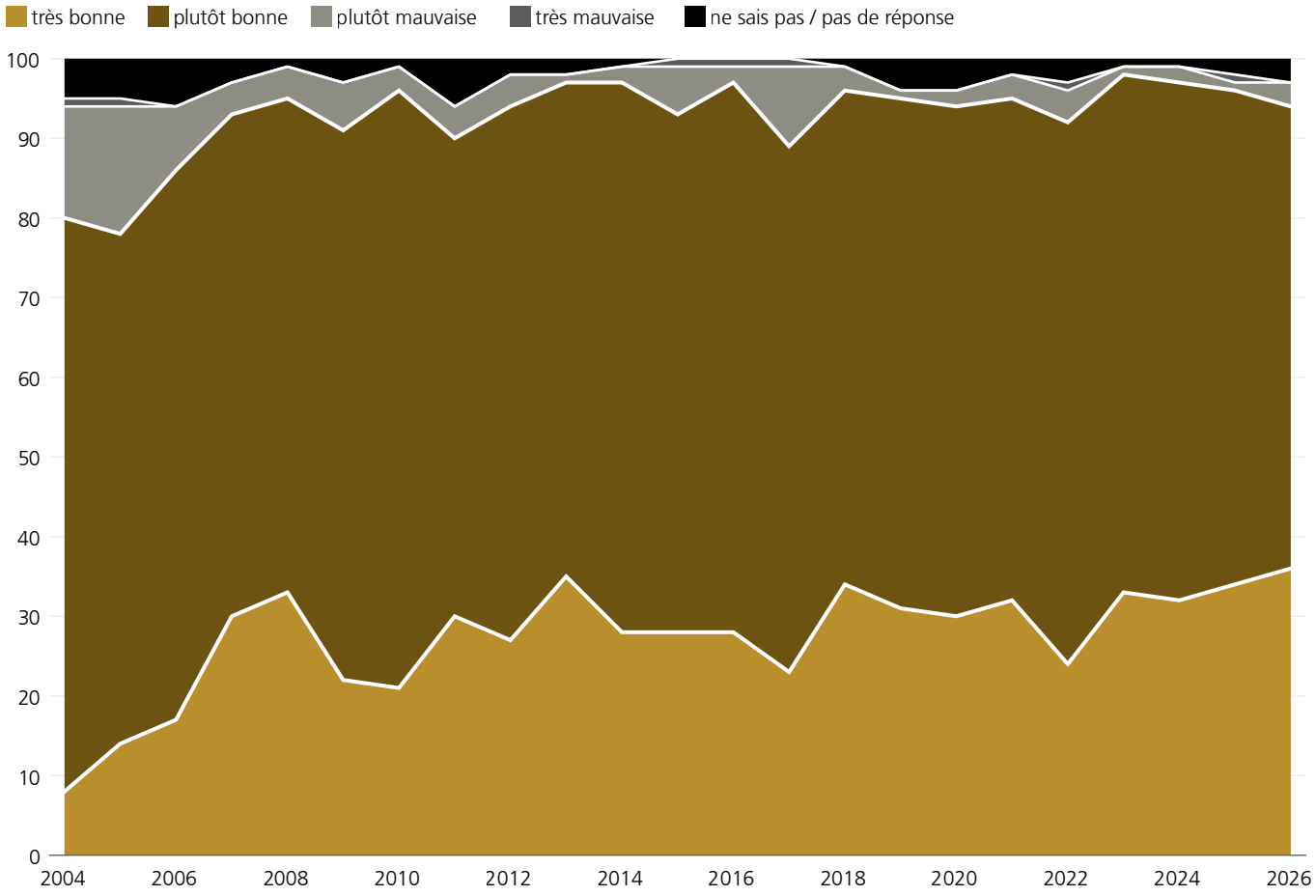
Le constat en la matière est remarquable moins par les valeurs observées que par sa constance : depuis de nombreuses années, en effet, la population est convaincue que la Suisse est en meilleure santé économique que les autres pays. Dans un environnement marqué par les conflits commerciaux, les dépendances mondiales et les tensions politiques, la puissance économique du pays constitue ainsi un important facteur de stabilité.

Un contraste révélateur se dessine toutefois avec la situation décrite jusqu'ici en matière de préoccupations. Alors que l'économie suisse dans son ensemble est évaluée très positivement par rapport aux économies étrangères, la hausse des coûts du logement, de la santé et du quotidien préoccupe fortement la population. Le scepticisme porte donc moins sur la performance relative de l'économie nationale que sur la mesure dans laquelle sa vigueur se fait réellement sentir au quotidien.

Evolution comparative des économies suisse et étrangères

Quelle est la situation de l'économie suisse par rapport aux économies étrangères ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1360 à chaque fois)

Une courte majorité du corps électoral privilégie un rapprochement avec l'UE

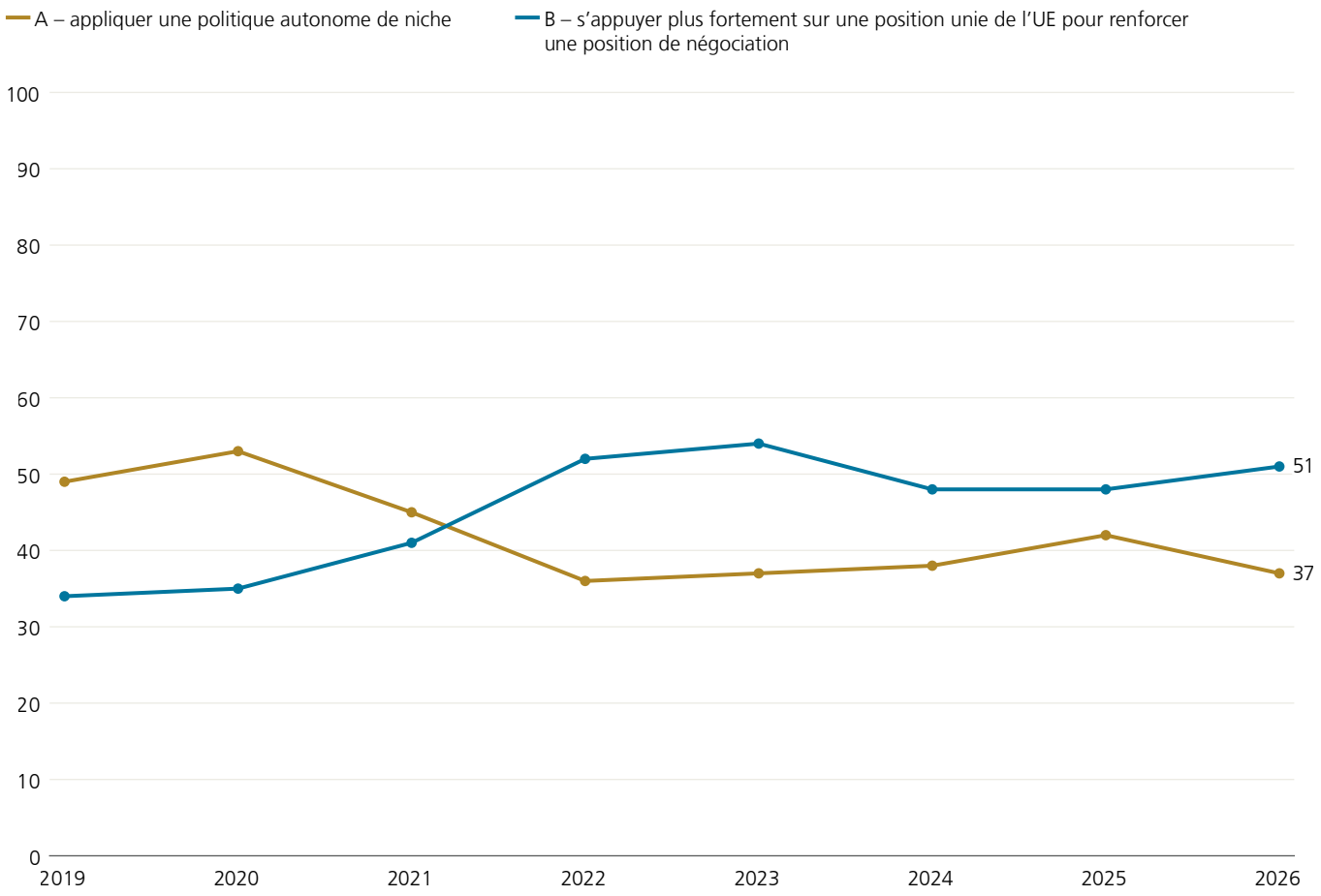
En matière d'orientation de la politique commerciale mondiale, la balance penche à nouveau davantage en faveur de l'Europe. En 2026, pour la première fois depuis 2023, une majorité absolue (51%) préconise que la Suisse se rapproche d'une position commune avec l'UE afin de renforcer son pouvoir de négociation face aux grandes puissances. Le soutien à une politique de niche indépendante est, en revanche, moins marqué et n'atteint plus que 37%.

Cette évolution s'inscrit dans le contexte géopolitique que nous avons décrit jusqu'ici. Dans un monde où les relations commerciales sont de plus en plus gouvernées par les rapports de force, les droits de douane et les dépendances stratégiques, la population se montre de nouveau plus encline à considérer une action commune avec l'Europe comme une protection efficace contre la pression des différentes grandes puissances. On ne peut, toutefois, pas parler d'un consensus clair en matière de politique européenne. Plus d'un tiers des personnes interrogées restent attachées à une position autonome, tandis que 12% ne se prononcent pas. La Suisse reste ainsi partagée entre son autonomie économique et le besoin d'un soutien international accru.

Evolution de la stratégie jugée appropriée pour la Suisse dans le commerce mondial

Le commerce mondial est de plus en plus régi par la politique de rapports de force des grandes puissances. Quelle stratégie la Suisse devrait-elle plutôt suivre, A ou B ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1830 à chaque fois)


NORTH PACIFIC OCEAN

La majorité s'en sort bien financièrement, mais n'attend guère d'amélioration

En 2026, la satisfaction personnelle à l'égard de la vie reste majoritairement élevée. Sur une échelle allant de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (tout à fait satisfait), 44% du corps électoral évalue sa vie entre 8 et 10, tandis que 24% se positionne sur une note de 6 ou 7. Comme sur l'ensemble de la période d'enquête, une majorité stable se montre ainsi au moins plutôt satisfaite de sa situation actuelle.

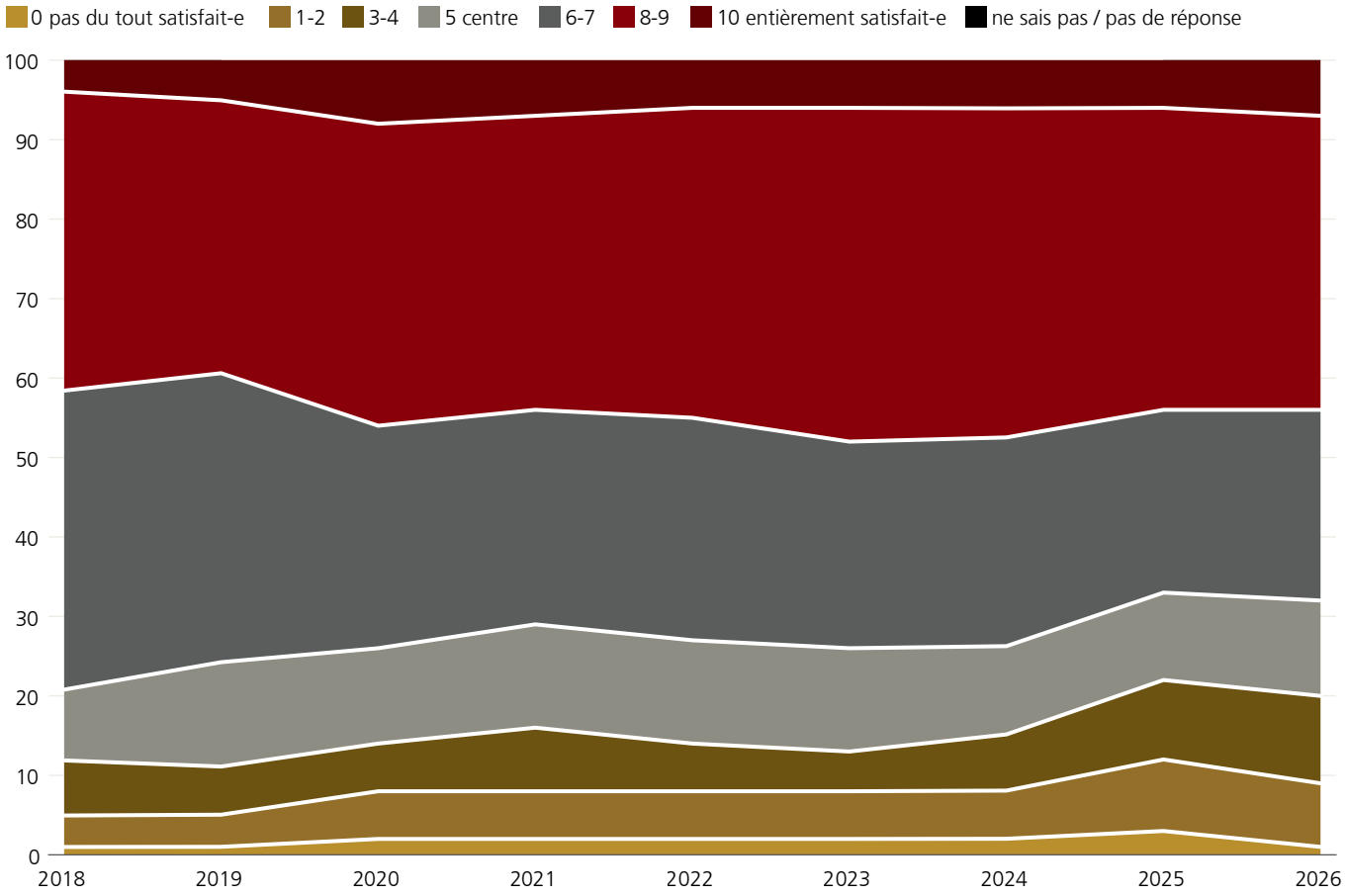
Cette constance ne doit cependant pas occulter le fait que depuis quelques années, une part importante de la population exprime une opinion nettement moins positive. En 2026, une personne sur cinq se dit en effet insatisfaite de sa vie (20%, notes de 0 à 4). L'insatisfaction personnelle n'est donc pas un phénomène marginal, mais concerne une part significative de la société.

Le tableau est ici contrasté. La satisfaction à l'égard de la vie se révèle certes remarquablement robuste malgré la pandémie, la hausse du coût de la vie et les incertitudes géopolitiques, mais une part considérable de la population ne bénéficie manifestement pas ou seulement de manière limitée de cette stabilité. Ce constat prend encore davantage d'importance au regard des préoccupations croissantes liées aux coûts du logement, aux dépenses de santé et aux inégalités économiques.

Evolution de la satisfaction à l'égard de la situation actuelle

Sur une échelle de 0 à 10, dans quelle mesure êtes-vous globalement satisfait-e de votre vie actuellement ?

en % du corps électoral



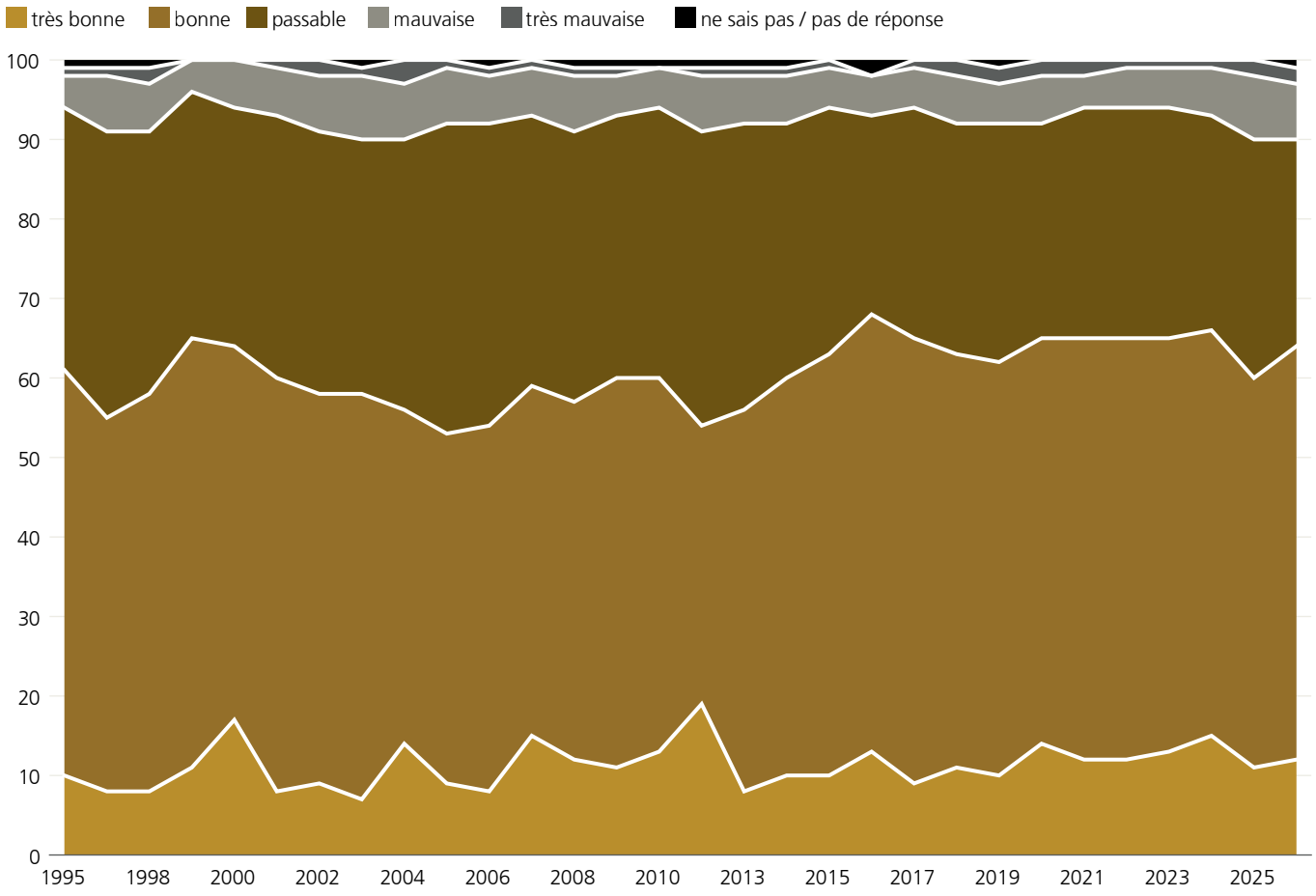
Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1850 à chaque fois)

La majorité des personnes interrogées conservent une opinion positive à l'égard de leur situation économique en 2026. Près des deux tiers d'entre elles (64%) disent s'en sortir bien ou très bien de ce point de vue. 26% supplémentaires qualifient leur situation de « correcte » et une personne sur dix de mauvaise. En dépit des fortes préoccupations liées aux primes d'assurance maladie et aux coûts du logement, force est de constater qu'une majorité du corps électoral estime s'en sortir au moins correctement sur le plan économique.

Evolution de la situation économique individuelle actuelle

Comment jugeriez-vous votre situation économique actuelle ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1310 à chaque fois)

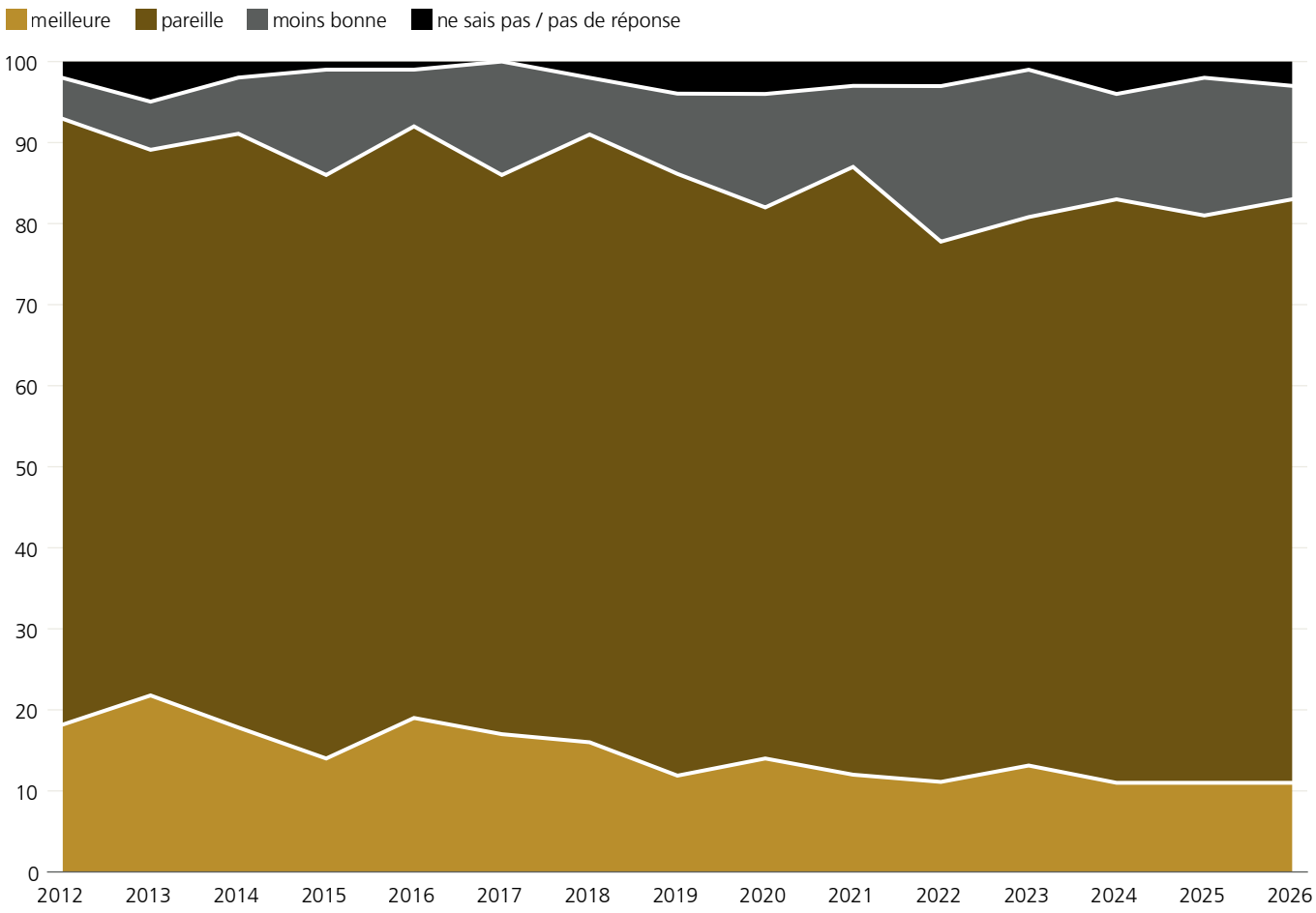
Les personnes interrogées font état d'incertitudes quant à leur situation financière future. Malgré une satisfaction élevée à l'égard de leur situation économique actuelle, la majorité d'entre elles n'entrevoit aucune nouvelle amélioration. De manière générale, les réponses à la question sur la situation économique attendue au cours des douze prochains mois sont très similaires à celles de l'année précédente. En 2026, 72% du corps électoral s'attend à ce que sa situation économique personnelle reste inchangée, tandis que 14% prévoit une détérioration et seulement 11% une amélioration.

Le pessimisme continue ainsi de l'emporter légèrement sur l'optimisme, même si l'écart s'est quelque peu réduit par rapport à l'année précédente. Sur l'ensemble de la série de mesures, on constate une nette diminution des perspectives d'ascension économique par rapport au début des années 2010. Si la majorité des personnes interrogées jugent leur situation actuelle positive, nombre d'entre elles disent subir une plus grande pression financière au quotidien. La hausse des coûts de la santé et du logement semble notamment peser sur les perspectives d'avenir. Le sentiment économique général est ainsi moins marqué par la crainte d'une régression que par des attentes plus prudentes.

Evolution de la situation économique individuelle future

A l'horizon des douze prochains mois, diriez-vous que votre situation économique sera meilleure, identique ou moins bonne qu'aujourd'hui ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1310 à chaque fois)

Chapitre 5

Intelligence artificielle et numérisation

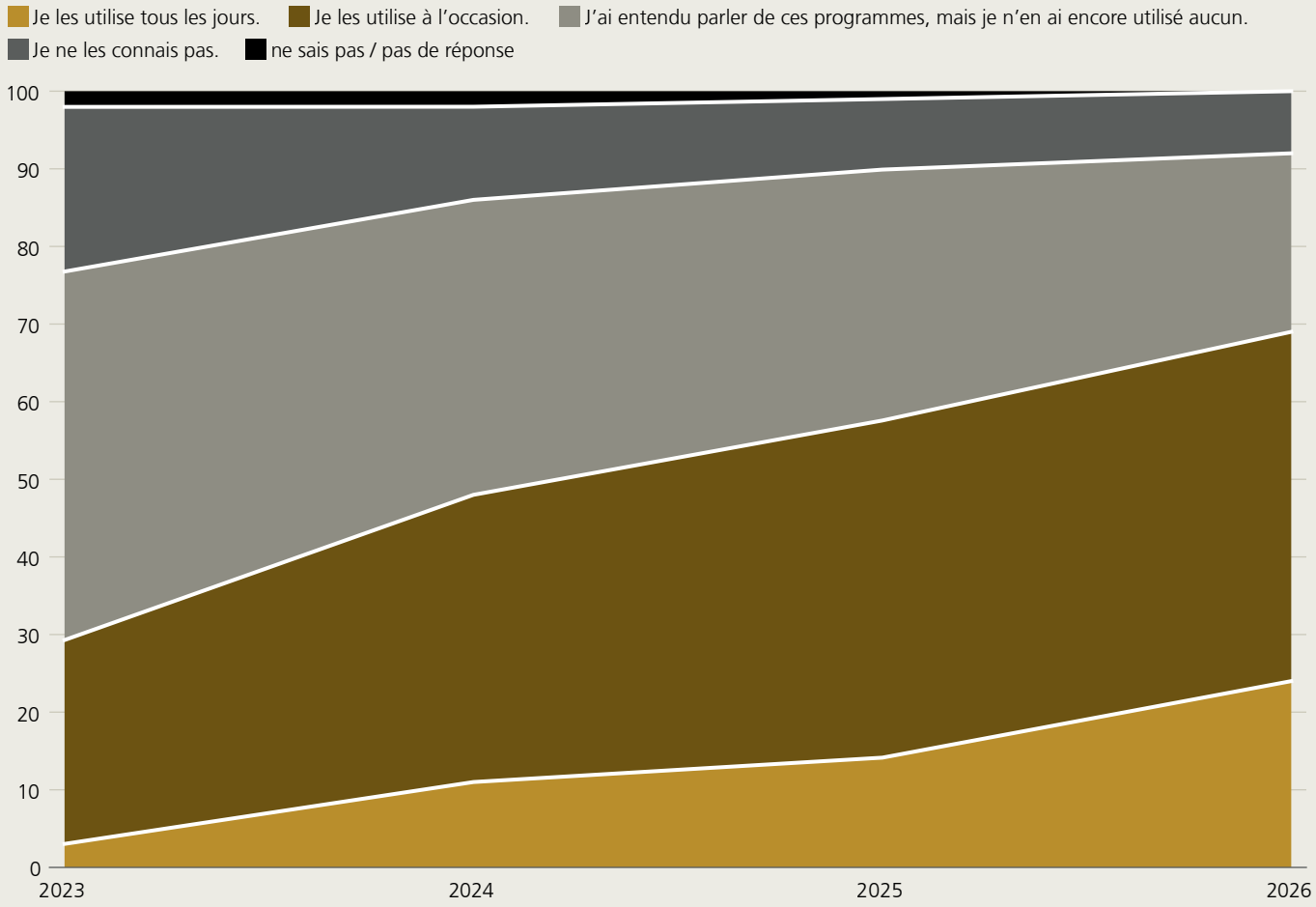
L'IA est entrée dans le quotidien

En l'espace de quelques années, l'intelligence artificielle générative est passée du statut de nouveauté technologique à celui de composante à part entière du quotidien. En 2026, 69% du corps électoral indique déjà utiliser ChatGPT, Claude ou d'autres assistants d'IA. 24% y recourt quotidiennement et 45% au moins occasionnellement. Par rapport à 2023, la part des utilisateurs a ainsi plus que doublé (29%, +40 pp). Le nombre d'utilisateurs quotidiens affiche une croissance particulièrement dynamique. Alors que, selon leurs propres indications, seulement 3% des personnes interrogées utilisaient de telles applications chaque jour en 2023, elles sont déjà huit fois plus nombreuses en 2026. Les assistants d'IA sont donc non seulement mieux connus, mais aussi de plus en plus intégrés aux activités professionnelles et à la vie quotidienne. En 2026, seuls 8% ne connaissent pas encore les programmes d'IA et près d'un quart en a entendu parler sans les avoir utilisés jusqu'ici.

Evolution de la connaissance et de l'utilisation des agents conversationnels

Connaissez-vous et utilisez-vous personnellement ChatGPT, Claude ou d'autres assistants d'IA ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1110 à chaque fois)

L’utilisation accrue de l’IA ne traduit pas une plus grande confiance

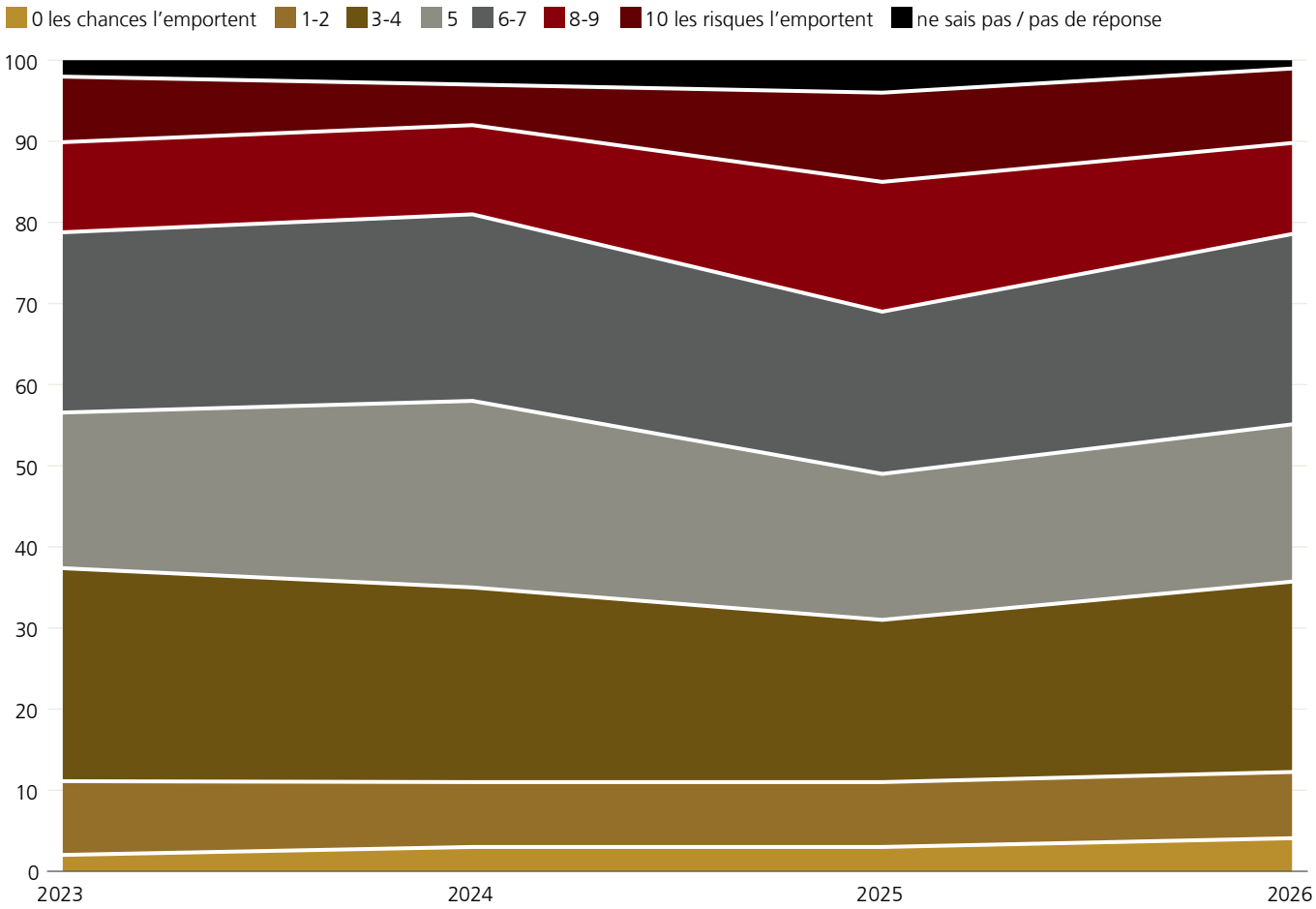
Avec l’utilisation croissante des applications d’IA, la technologie se démocratise certes, mais l’évaluation de ses conséquences sur une échelle allant de 0 (les opportunités prédominent) à 10 (les risques prédominent) reste réservée. En 2026, 43% du corps électoral estime que les risques prédominent, tandis que 35% met en avant les opportunités. 19% supplémentaires se positionnent exactement au milieu. Le scepticisme à l’égard des applications d’IA reste donc prédominant, même s’il est un peu moins marqué que l’année précédente.

La diffusion rapide des agents conversationnels n’entraîne pas automatiquement une attitude plus positive. Même si l’utilisation de l’IA devient de plus en plus naturelle, les questions relatives à sa fiabilité, à ses conséquences sur l’emploi, à la protection des données et au contrôle exercé par la société subsistent. L’utilisation et la confiance n’évoluent donc pas au même rythme.

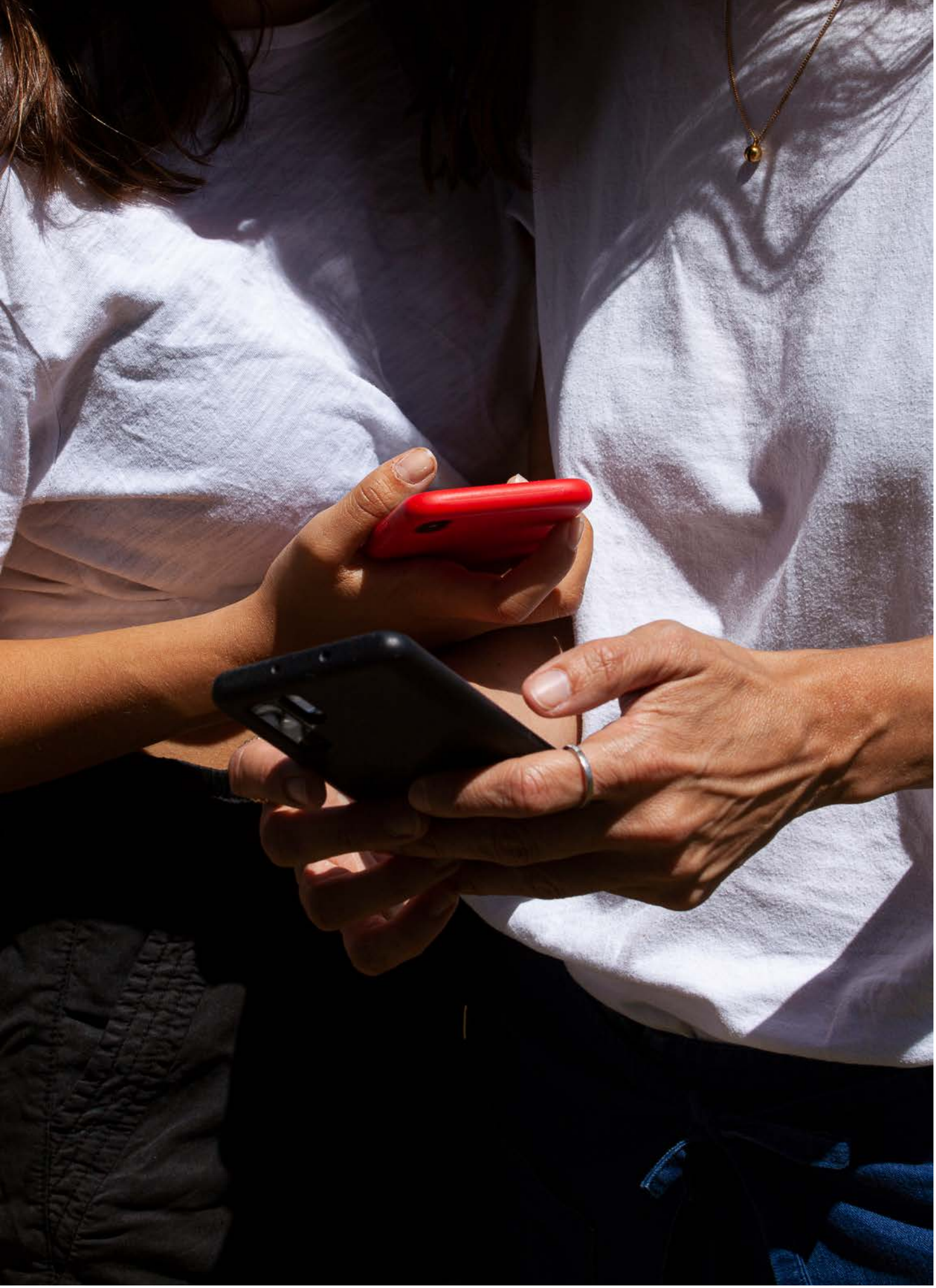
Evolution de l’évaluation des opportunités et des risques de l’intelligence artificielle

Selon vous, les opportunités de l’intelligence artificielle l’emportent-elles sur les risques ?
Veuillez utiliser une échelle allant de 0 (les opportunités prédominent) à 10 (les risques prédominent).

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1110 à chaque fois)



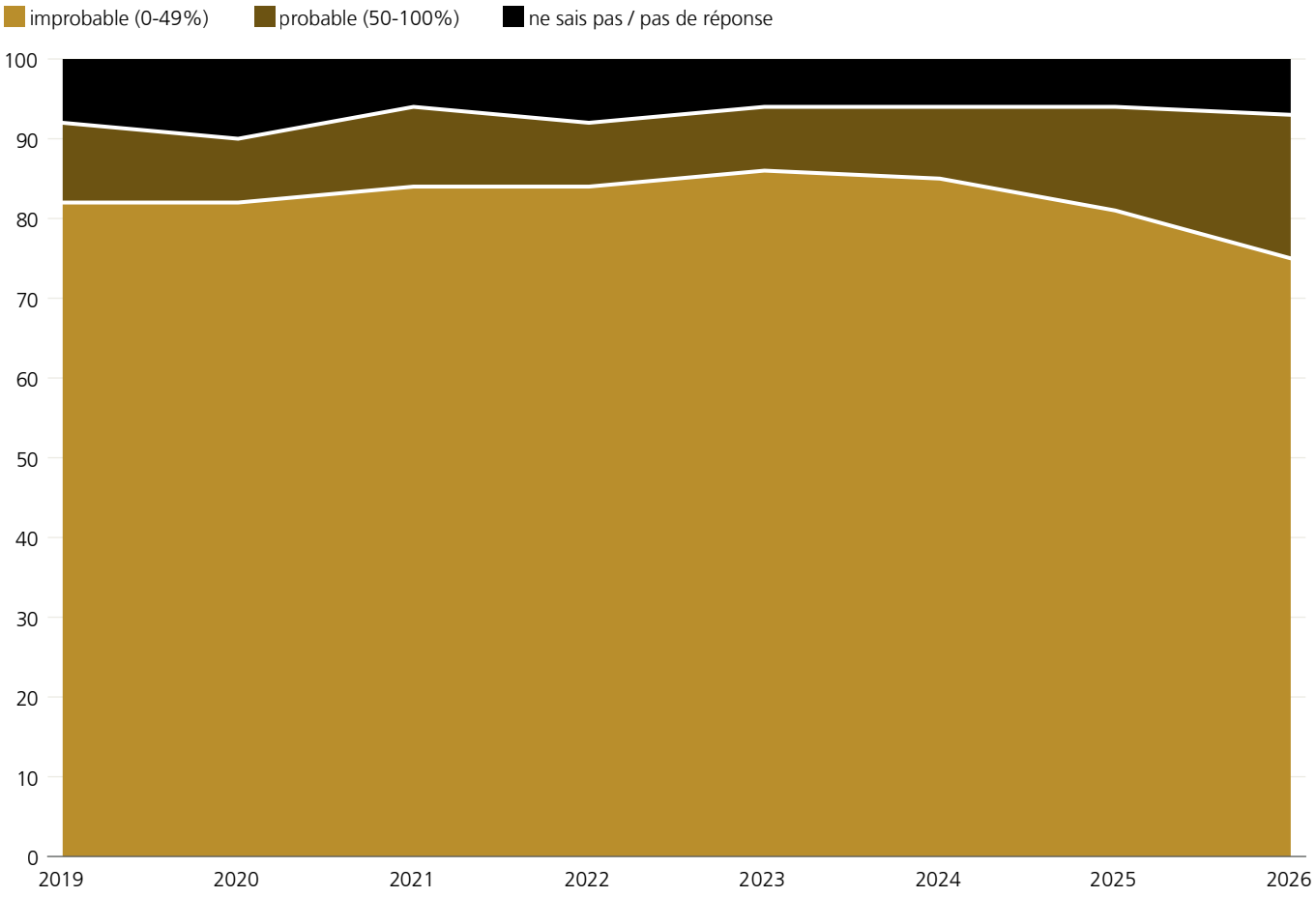
Le scepticisme croissant envers l'intelligence artificielle ne reste pas abstrait, mais s'exprime aussi, de plus en plus, à l'égard de la situation professionnelle personnelle. En 2026, une nette majorité des personnes interrogées (75%) continuent certes de juger improbable de perdre leur emploi du fait de la technologie au cours des cinq prochaines années. Cette proportion est toutefois nettement inférieure à celle de 2023, lorsque 86% estimaient leur emploi assuré. Dans le même temps, la part des personnes qui considèrent probable l'automatisation de leur poste atteint 18%. Cette valeur a ainsi plus que doublé en trois ans et atteint son niveau le plus élevé depuis le début de la série chronologique. La diffusion rapide de l'IA générative semble rendre plus tangibles, pour de nombreuses personnes actives, les conséquences possibles de la transformation technologique.

Aucune crainte généralisée d'une perte d'emploi liée à l'émergence de nouvelles technologies n'est toutefois perceptible. La plupart des personnes actives ne considèrent toujours pas leur propre poste comme directement menacé. La préoccupation jusqu'ici plutôt générale concernant l'avenir du monde du travail commence toutefois à se refléter davantage dans la perception personnelle du risque.

Evolution de la probabilité d'une perte d'emploi due aux nouvelles technologies

A combien estimez-vous la probabilité (0-100%) que votre poste soit automatisé au cours des cinq prochaines années par un robot, une nouvelle technologie ou un logiciel intelligent ?

en % des personnes actives ayant le droit de vote



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1330 à chaque fois)

Chapitre 6

Avenir

Vivre il y a 50 ans ou dans 50 ans ? La majorité du corps électoral suisse préfère le passé

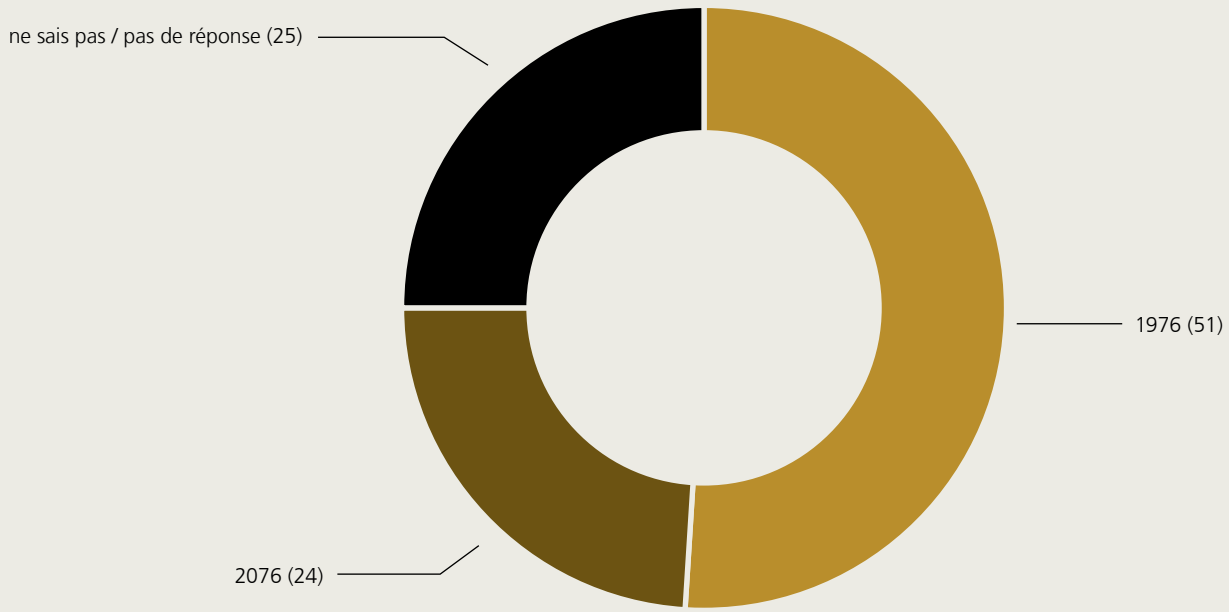
A l'occasion du 50e anniversaire du Baromètre des préoccupations, le regard se porte non seulement sur l'évolution des dernières décennies et sur le présent, mais aussi sur l'avenir du pays. Placée devant le choix théorique de vivre dans le passé ou dans l'avenir, une courte majorité du corps électoral (51%) indique préférer vivre dans la Suisse de 1976 plutôt que dans celle de 2076. Près d'un quart (24%) opte en revanche pour la Suisse de l'avenir, tandis qu'une proportion comparable (25%) ne peut ou ne veut pas se prononcer.

Ce résultat révèle une forte nostalgie d'un passé perçu comme plus facile à appréhender. Le fait que seule une personne sur quatre préfère la Suisse de demain témoigne parallèlement d'une confiance réservée dans l'avenir. Le nombre élevé d'indécis montre également que l'avenir reste difficile à imaginer pour beaucoup.

Préférence pour la Suisse du passé ou la Suisse de l'avenir

Cette enquête existe désormais depuis 50 ans. Si vous deviez choisir, dans quelle Suisse préféreriez-vous vivre ? Dans la Suisse d'IL Y A 50 ans (1976) ou dans la Suisse de DANS 50 ans (2076) ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = 1089)

« Je choisirais clairement 1976. Je suis fasciné par la vie telle qu'elle était au cours des dernières décennies et j'imagine les années 70, 80 et 90 comme très belles et surtout plus tranquilles. »

Simon Ehammer, sportif professionnel



La préférence pour la Suisse de 1976 est clairement structurée sur les plans politique et social. Les différences sont particulièrement nettes selon l'âge. Plus l'âge augmente, plus le rapport se déplace continuellement en faveur du passé. Seuls les membres du corps électoral âgés de 18 à 29 ans préfèrent légèrement la Suisse de 2076 à celle de 1976. Dans le même temps, 38% de ce groupe d'âge indique préférer vivre en 1976 plutôt que dans l'avenir. Cet enthousiasme modéré des jeunes générations pour l'avenir est révélateur et suggère un scepticisme accru à son égard.

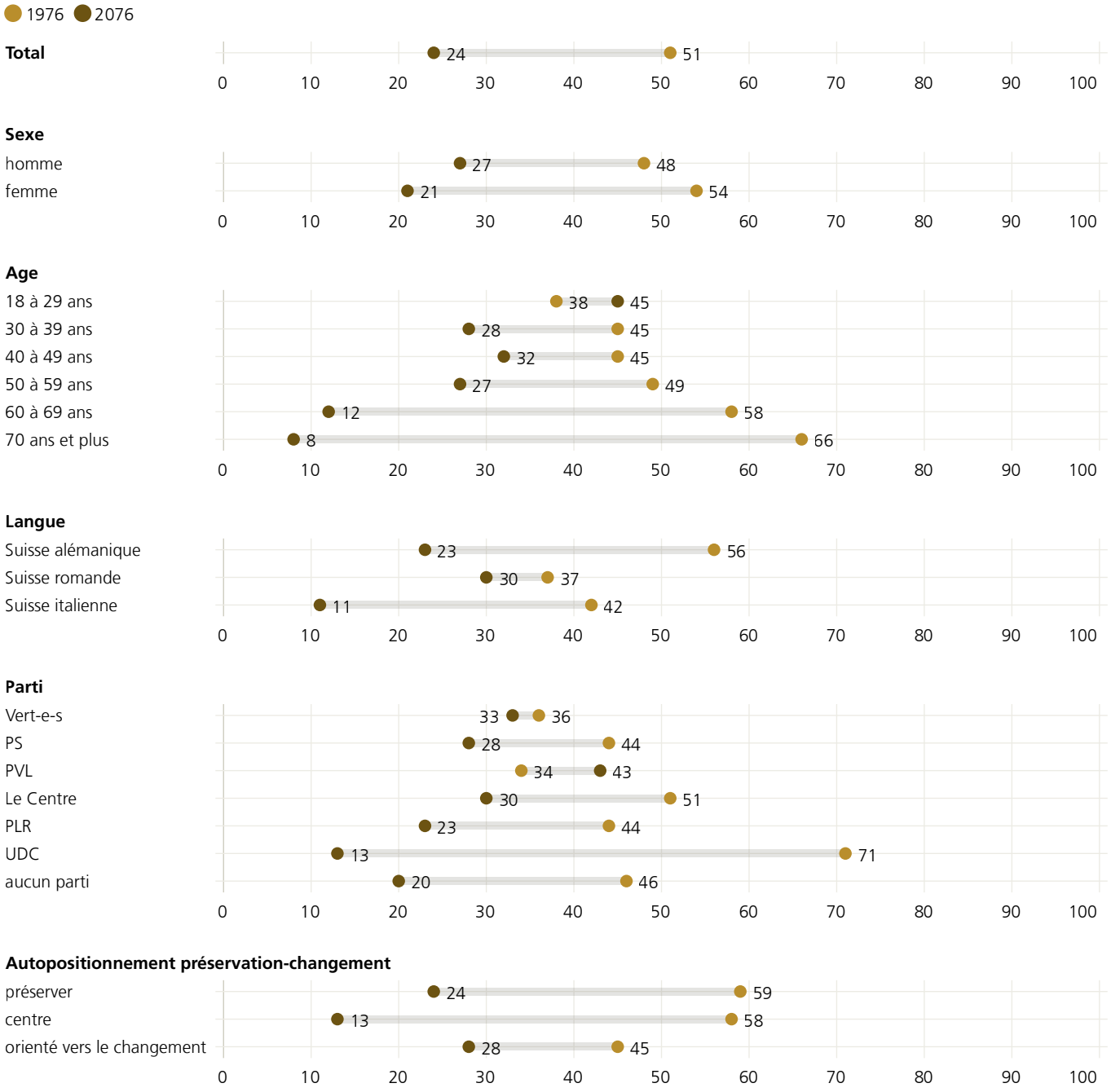
Les clivages politiques montrent également que la question va bien au-delà d'une préférence personnelle. Le choix est le plus marqué chez les sympathisants de l'UDC : 71% préfèrent 1976 et seulement 13% 2076. A l'inverse, les sympathisants des Vert'libéraux choisissent nettement plus souvent l'avenir que le passé. Chez les sympathisants des Vert-e-s, les deux options sont presque à égalité. Les réponses reflètent ainsi des attitudes politiques différentes envers le changement sociétal. Alors que certains misent davantage sur la préservation, la continuité et une Suisse perçue comme familière, d'autres associent plutôt le changement à des opportunités.

On remarque, toutefois, que même les personnes qui indiquent expressément être favorables au changement préfèrent le passé à l'avenir. Ce constat ne peut donc pas se réduire à une simple opposition entre conservateurs et progressistes. Il témoigne plutôt d'un malaise plus large face à l'évolution à long terme. Même les personnes généralement favorables au changement ne portent pas automatiquement un regard optimiste sur l'année 2076. La préférence pour 1976 exprime donc moins une attitude uniformément tournée vers le passé que la difficulté actuelle des personnes interrogées à appréhender l'avenir de la Suisse sous un jour résolument positif, alors qu'elles associent plutôt le passé à un sentiment de sécurité et de contrôle.

Préférence pour la Suisse du passé ou la Suisse de l'avenir par sous-groupes

Cette enquête existe désormais depuis 50 ans. Si vous deviez choisir, dans quelle Suisse préféreriez-vous vivre ? Dans la Suisse d'IL Y A 50 ans (1976) ou dans la Suisse de DANS 50 ans (2076) ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = 1089)

« En tant que femme, je choisirais 2076. Parce qu'en 1976, il y a encore des cantons sans droit de vote des femmes et un droit matrimonial très archaïque. »

Lisa Mazzone, présidente des Vert-e-s suisses

La préférence pour la Suisse de 1976 va bien au-delà de la simple nostalgie. L'aspiration à une vie plus simple et plus paisible est le motif le plus souvent cité pour expliquer la nostalgie du passé (33%). La Suisse d'il y a 50 ans est perçue comme plus calme, plus facile à appréhender et moins frénétique. Cette vision est étroitement associée à l'image d'une plus grande cohésion sociale (24%), avec davantage d'égards, de valeurs communes et de solidarité.

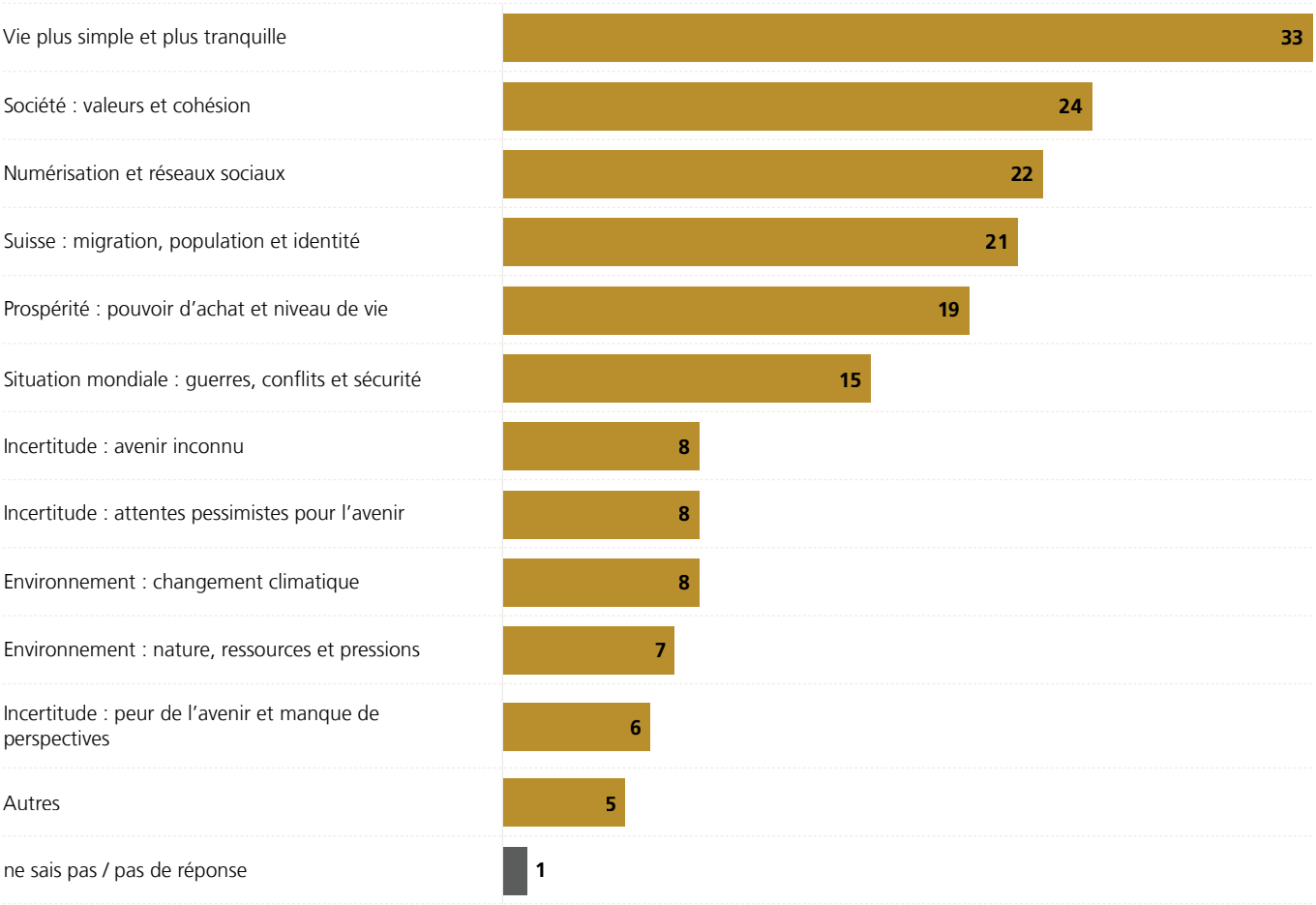
Dans le même temps, ce regard vers le passé est marqué par des préoccupations très actuelles. 22% du corps électoral cite la numérisation et, avec elle, la pression liée à Internet, aux smartphones, aux réseaux sociaux ou à l'intelligence artificielle. Les évolutions propres à la Suisse, telles que la croissance démographique, la migration, la bureaucratie ou la perte d'autonomie nationale, suivent avec 21%. Les raisons économiques jouent également un rôle important. Ainsi, 19% des personnes interrogées associent la Suisse d'autrefois à un pouvoir d'achat plus élevé, à une plus grande sécurité matérielle ou à l'idée qu'un seul revenu suffisait davantage à faire vivre une famille. 15% supplémentaires justifient leur choix par la situation mondiale actuelle et les incertitudes géopolitiques.

S'y ajoute une inquiétude fondamentale quant à l'avenir. Certains préfèrent 1976 parce que le passé est connu, tandis qu'ils ont du mal à imaginer la Suisse de 2076. D'autres s'attendent expressément à une dégradation des conditions de vie ou s'inquiètent du changement climatique, de la destruction de la nature et de la raréfaction des ressources. Les différents sous-groupes présentent des motivations distinctes. Chez les personnes plus âgées, les souvenirs personnels et l'idée d'une vie meilleure prédominent plus souvent, tandis que les plus jeunes portent un regard moins nostalgique sur le passé. Chez eux, la préférence est davantage influencée par les craintes pour l'avenir, les préoccupations environnementales et l'incertitude face à la progression de la numérisation. Le groupe qui préférerait vivre en 1976 conjugue deux perspectives très différentes : la nostalgie d'un passé familier et la crainte d'un avenir difficile à appréhender.

Raison de la préférence pour la Suisse du passé

Vous avez indiqué préférer vivre en 1976 plutôt qu'en 2076. Quelle est la raison principale de votre choix ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = 451)

Les personnes qui préfèrent la Suisse de 2076 font le plus souvent ce choix par curiosité (22%). Elles souhaitent voir comment la société, la politique et les défis mondiaux vont évoluer. Le progrès technologique arrive juste derrière (19%). La technologie n'est pas principalement perçue ici comme une menace, mais comme le vecteur de nouvelles possibilités et un moyen d'améliorer la qualité de vie.

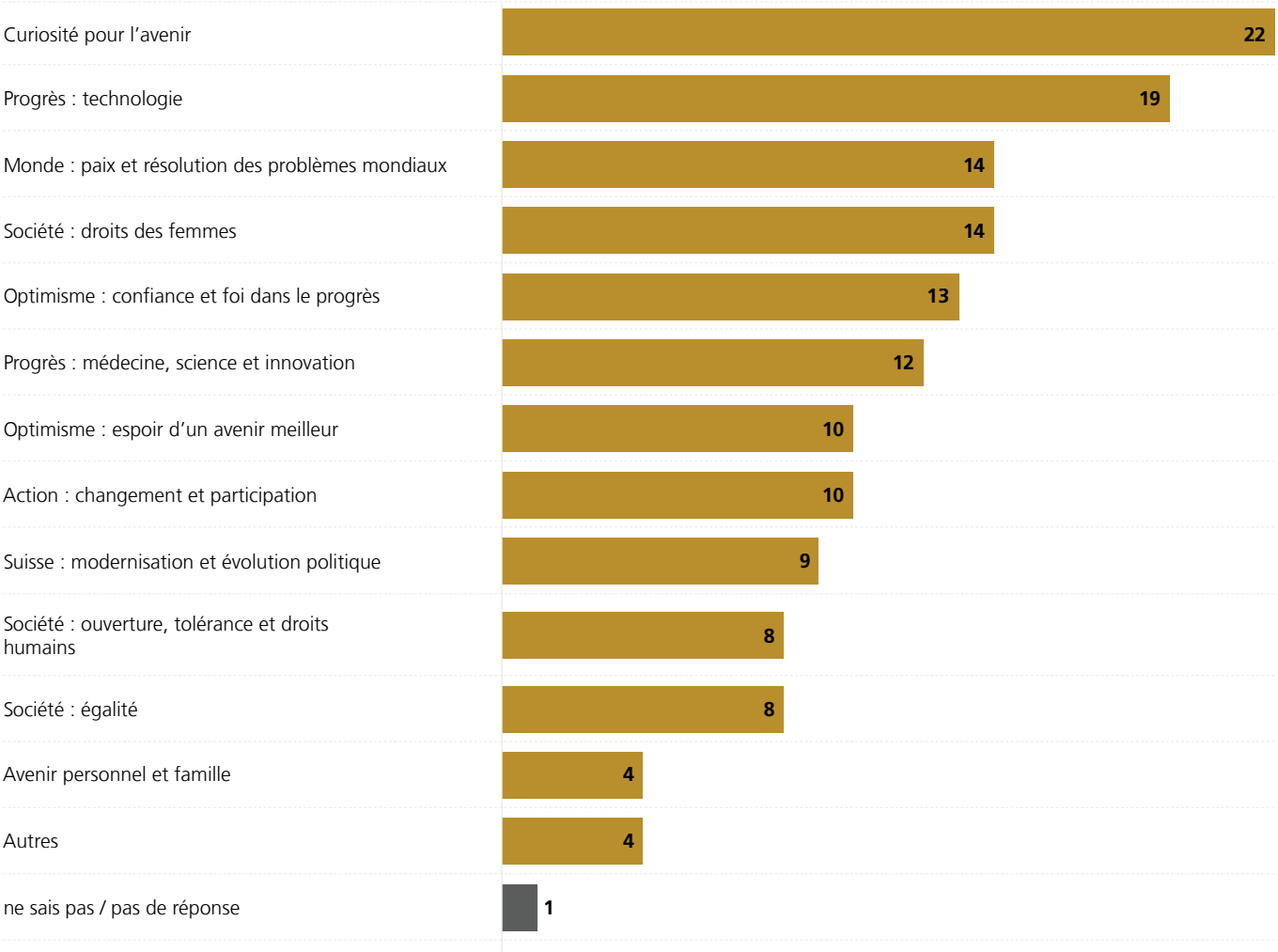
Le refus de revenir aux conditions sociales de 1976 joue également un rôle important. 14% du corps électoral cite l'espoir d'un monde meilleur et les droits acquis par les femmes depuis lors. 8% supplémentaires évoquent l'égalité et l'ouverture de la société. L'inclinaison vers l'avenir est donc également marquée par une aspiration à l'émancipation. Les personnes qui disposent aujourd'hui de davantage de droits et de libertés portent un regard moins nostalgique sur un passé où ceux-ci n'étaient pas encore acquis.

La confiance dans le progrès au-delà de la technologie, notamment en médecine, dans le domaine scientifique et en ce qui concerne le niveau de vie, atteint 12% et constitue un argument particulièrement important pour les hommes, tandis que les droits des femmes sont plus déterminants dans le choix de l'avenir chez les femmes. S'y ajoutent l'optimisme général (13%), l'espoir de résoudre efficacement les problèmes (10%) et le désir de contribuer activement à façonner l'avenir (10%). C'est précisément ce dernier point qui distingue fondamentalement les deux perspectives. La préférence pour 2076 associe ainsi quatre motivations : curiosité, progrès, émancipation et volonté d'agir.

Raison de la préférence pour la Suisse de l'avenir

Vous avez indiqué préférer vivre en 2076 plutôt qu'en 1976. Quelle est la raison principale de votre choix ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = 296)

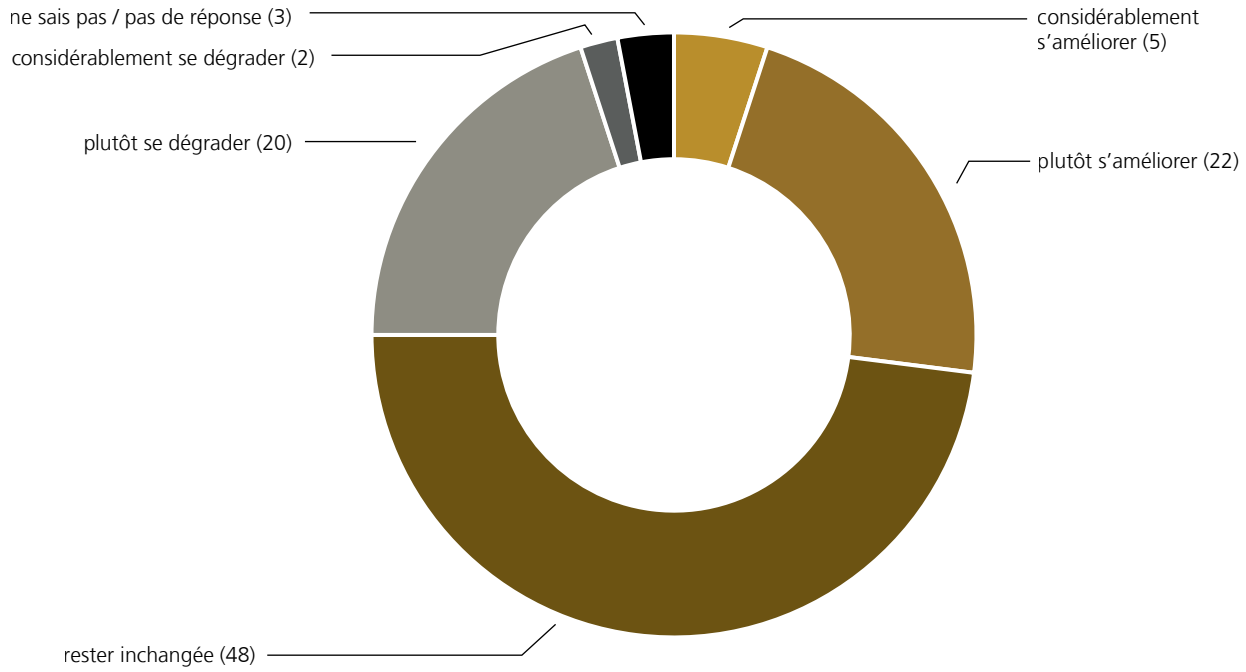
En se projetant dans les dix prochaines années de leur vie, près de la moitié des membres du corps électoral s'attend à un changement, tandis que l'autre moitié estime que sa situation restera inchangée (48%). Concrètement, 27% des personnes interrogées s'attendent à une amélioration. Dans le même temps, une minorité non négligeable de 22% estime que sa situation personnelle se détériorera.

La ventilation par sous-groupes montre que plus l'âge diminue, plus l'espoir d'une amélioration de la situation personnelle augmente. Les hommes s'attendent, en outre, davantage à une amélioration que les femmes. On observe également des différences régionales, la Suisse romande et le Tessin étant plus optimistes quant à leur avenir personnel que la Suisse alémanique.

Evaluation de l'évolution de l'avenir personnel

Lorsque vous pensez à votre situation personnelle : selon vous, au cours des dix prochaines années, comment va-t-elle évoluer ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = 1089)

Forte volonté de réforme : une majorité du corps électoral est favorable à une caisse unique

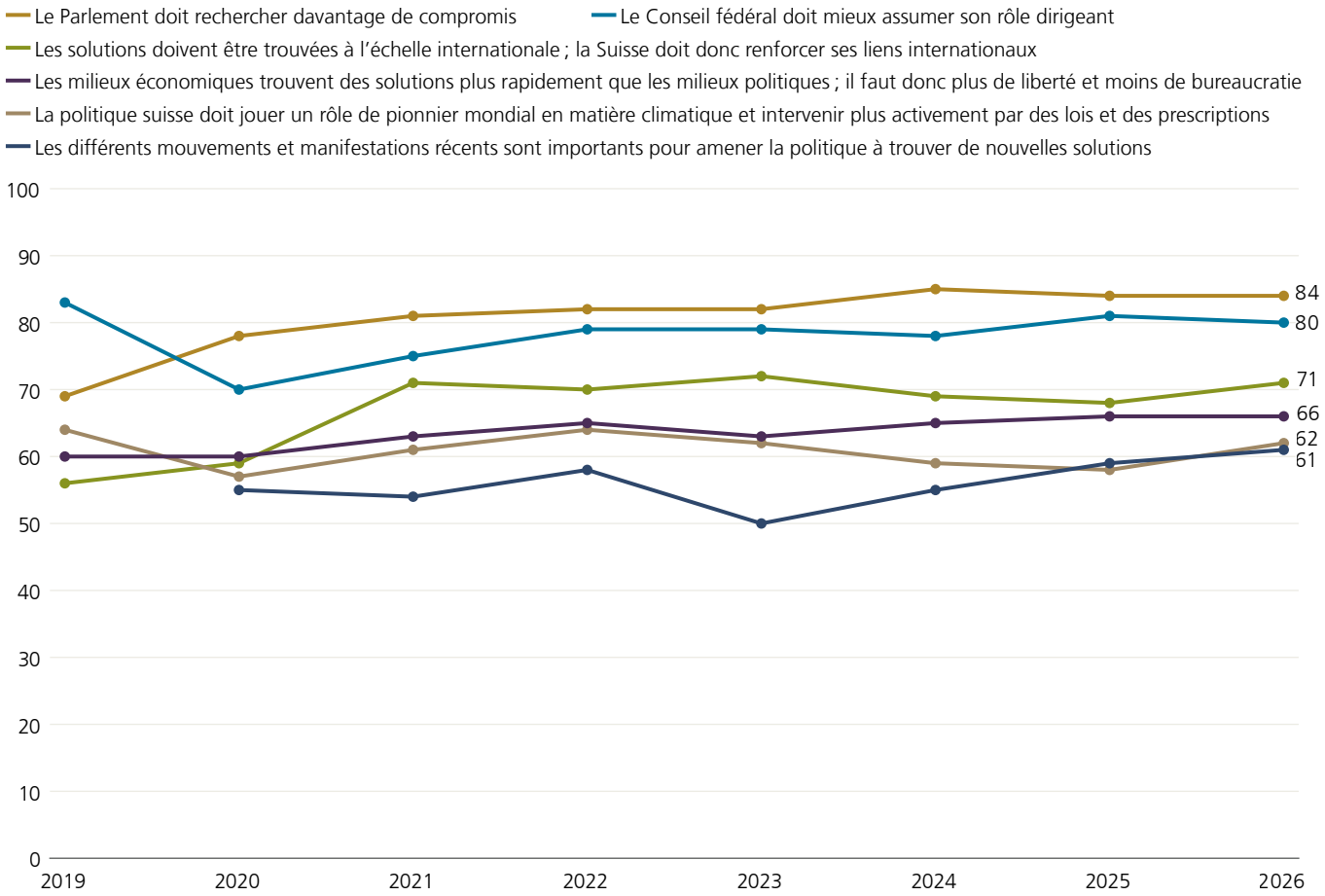
Les attentes envers la résolution des problèmes politiques associent deux principes apparemment contradictoires : le consensus et le leadership. 84% des personnes interrogées estiment que le Parlement doit rechercher davantage de compromis, tandis que 80% demandent dans le même temps au Conseil fédéral de mieux assumer son rôle de direction. La population ne souhaite donc pas abandonner fondamentalement le modèle suisse de négociation, mais attend davantage de détermination au sein de ce système.

En outre, une majorité de plus en plus grande voit dans les manifestations et les mouvements citoyens observés depuis 2023 un moyen efficace de promouvoir des solutions innovantes (61%, +11 pp depuis 2023). Le besoin de nouvelles solutions semble donc lui aussi augmenter au sein du corps électoral.

Evolution des avis sur la résolution des défis politiques

Il existe différentes conceptions de la manière de rechercher des solutions aux problèmes politiques. Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes ?

en % du corps électoral, part plutôt / tout à fait d'accord



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = env. 1900 à chaque fois)

« Un système fondé sur la discussion, la consultation et la procédure de consultation, et orienté vers le consensus, apporte une grande stabilité. Avec la force de nos entreprises, c'est un atout que nous devons absolument préserver. Si nous y parvenons, je suis confiante. »

Monika Rühl, présidente de la direction d'economiesuisse

Dans ce contexte, la Suisse affiche toutefois une forte volonté d'adopter des réformes de grande portée, en particulier là où les contraintes sont concrètement ressenties au quotidien. Parmi les 18 idées soumises, quatre recueillent une majorité. Ainsi, 68% du corps électoral soutient aussi bien l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 16 ans que la suppression des caisses maladie actuelles au profit d'un système public de caisse unique. L'adhésion à une refonte fondamentale du système de santé est particulièrement remarquable, car les primes d'assurance maladie figurent depuis des années en tête de l'agenda des préoccupations et semblent susciter une ouverture à des réformes qui vont bien au-delà d'ajustements progressifs.

Une majorité des personnes interrogées aspire également à des changements profonds dans les politiques migratoire et des transports. 60% d'entre elles soutiennent une limitation de l'immigration aux spécialistes qualifiés dont le besoin est avéré, et 58% se prononcent en faveur de l'interdiction des vols intérieurs, en contrepartie de la promotion de liaisons ferroviaires de nuit vers des villes européennes. Les deuxième, troisième et quatrième idées de réforme les plus soutenues concernent ainsi précisément des domaines qui apparaissent aussi dans le profil des préoccupations : les coûts de la santé, l'immigration ainsi que les transports, l'énergie et le climat.

Des propositions telles qu'un revenu de base inconditionnel, une réduction drastique des prestations de l'Etat ou une semaine de 25 heures ne recueillent certes pas de majorité, mais sont soutenues chacune par une minorité importante de plus de 40%. Le rejet est plus net lorsqu'il s'agit de redéfinir fondamentalement les contours de la responsabilité démocratique ou de la liberté personnelle. La volonté de réforme est donc pragmatique et axée sur des défis concrets : elle est ouverte à des changements profonds, mais reste réservée face à des expérimentations sociétales sans bénéfice clairement identifiable.

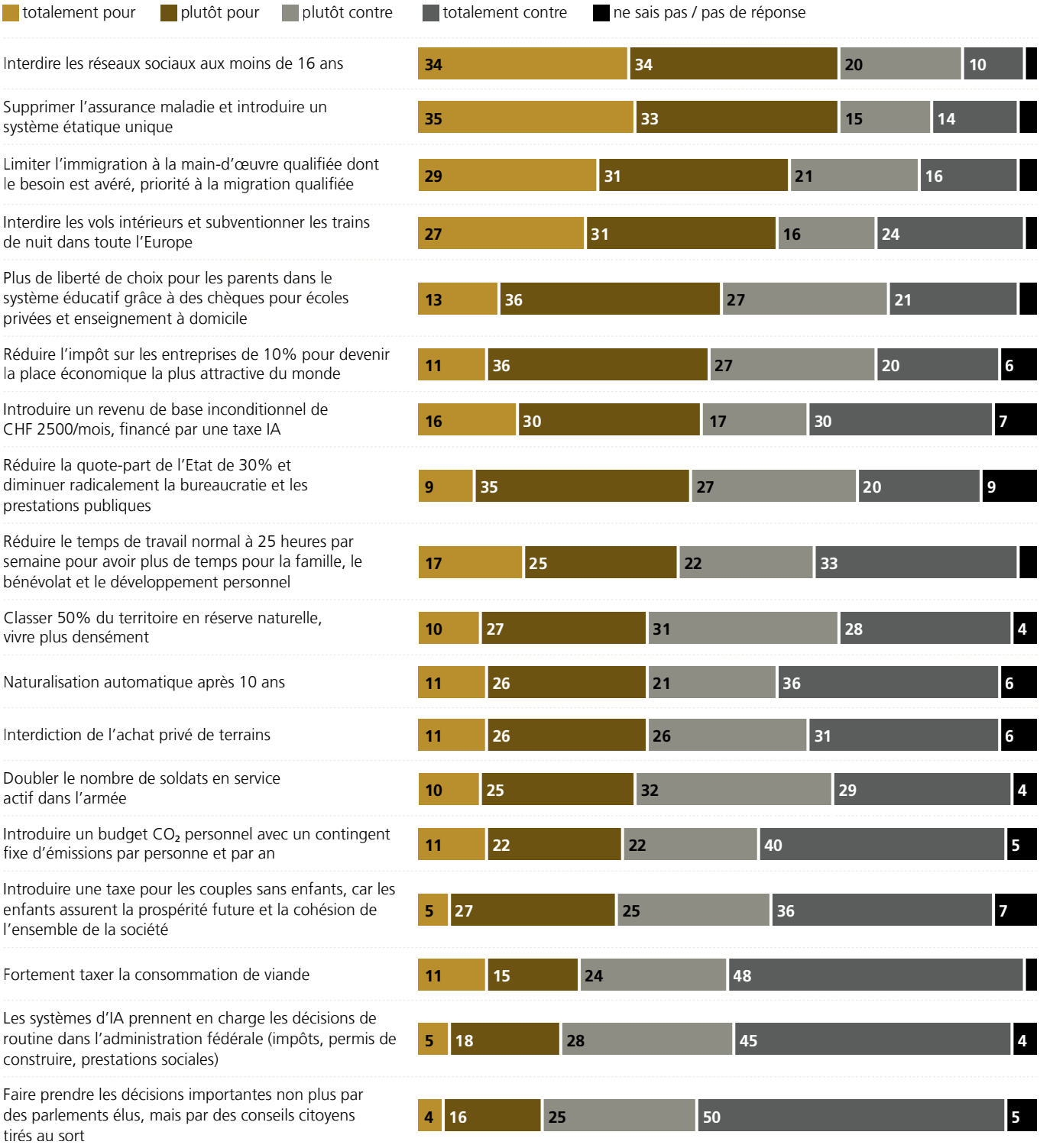
> « Nous devons veiller à l'équilibre entre les intérêts individuels et des solutions pour l'ensemble de notre société, autrement dit l'intérêt général. Conserver cet équilibre est un défi essentiel, particulièrement dans une démocratie directe. C'est aussi un débat très sain. Préserver cette double dimension a été une des clés de la réussite de la Suisse dans le passé, une de ses grandes forces. Ce sera aussi une clé pour son avenir. »

Damien Cottier, conseiller national, président du groupe libéral-radical

Idées pour la Suisse de l'avenir

Nous vous proposons maintenant une expérience de pensée. Les idées suivantes sont volontairement audacieuses : certaines vous enthousiasmeront, d'autres vous choqueront. Imaginez que chacune d'elles devienne réalité en Suisse. Comment les évalueriez-vous ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = 1089)

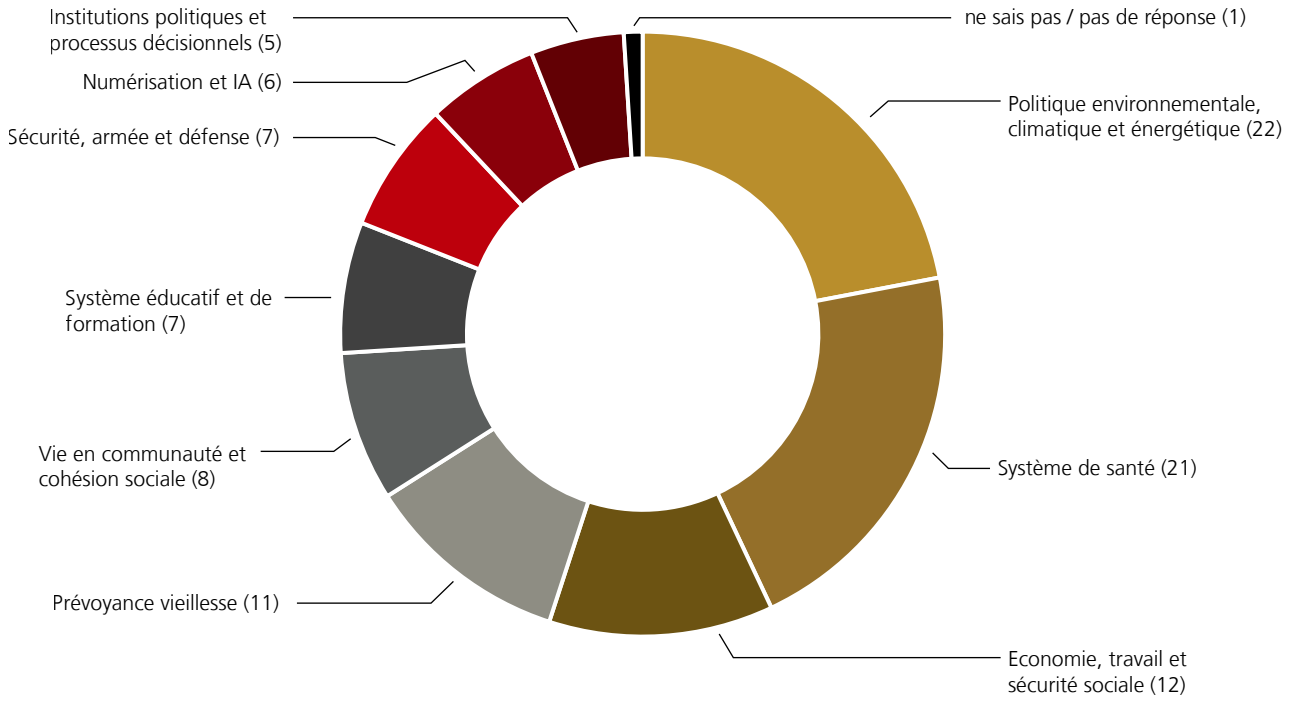
A l'horizon des vingt prochaines années, le souhait de changement se concentre avant tout sur deux grands enjeux d'avenir. La politique environnementale, climatique et énergétique arrive en tête (22%), suivie de près par le système de santé (21%). Les besoins de réforme à long terme correspondent ainsi largement à l'agenda actuel des préoccupations. L'économie, le travail et la sécurité sociale (12%) ainsi que la prévoyance vieillesse (11%) arrivent nettement derrière. La vie en société et la cohésion sociale atteignent 8%. L'éducation ainsi que la sécurité et la défense sont chacune citées comme prioritaires par 7% du corps électoral, contre 6% pour la numérisation et l'intelligence artificielle.

Il est frappant de constater que les institutions politiques et les processus décisionnels n'atteignent que 5%, malgré la perception répandue d'un échec de la politique. La population semble donc moins demander une refonte fondamentale du système politique que des solutions concrètes dans les domaines où les contraintes sont particulièrement fortes.

Domaine le plus important pour le changement en Suisse

Dans quel domaine le changement est-il le plus urgent en Suisse au cours des vingt prochaines années ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = 1089)

Chapitre 7

Système éducatif

Un bon bulletin pour le système éducatif, mais un potentiel d'amélioration subsiste

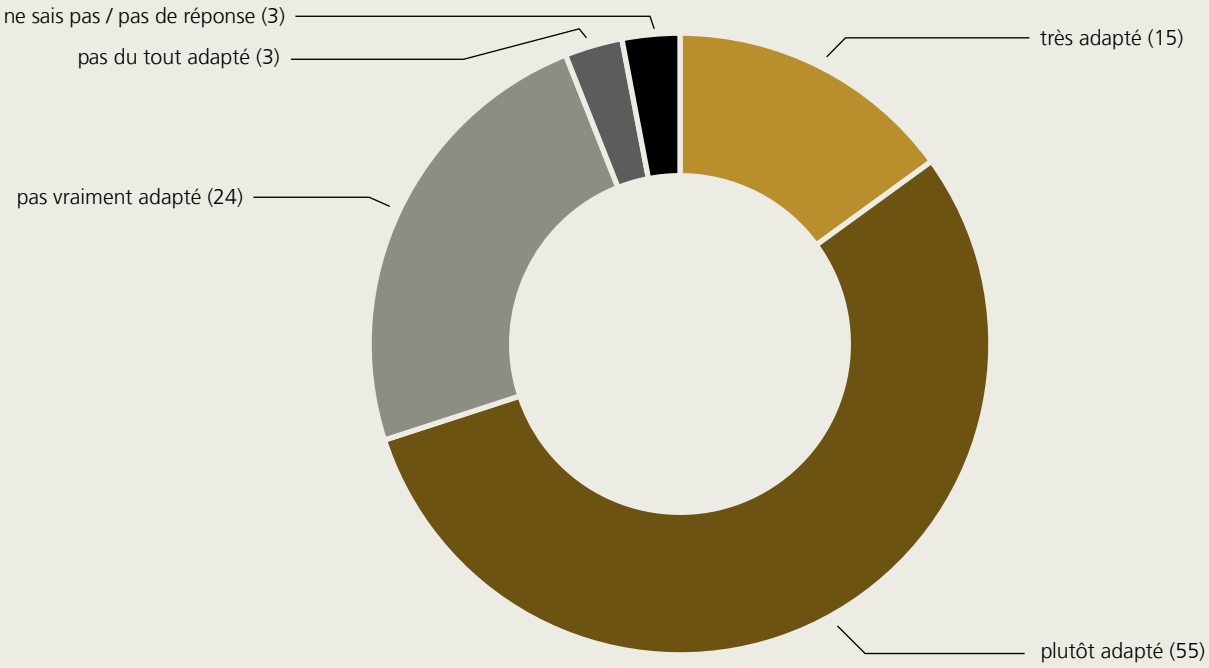
Le système éducatif suisse présente une image forte à l'amorce du débat sur sa capacité à répondre aux exigences de l'avenir. Sept membres du corps électoral sur dix (70%) jugent l'école, la formation professionnelle et les hautes écoles globalement adaptées à ces défis. 27% des personnes interrogées jugent en revanche que le système n'est pas vraiment ou pas du tout à même de faire face aux enjeux futurs.

Les structures existantes sont donc majoritairement perçues comme solides, même si une part substantielle de la population estime que des adaptations sont nécessaires. Le point de départ des réformes est donc moins guidé par une insatisfaction fondamentale que par la question de savoir comment un système globalement bien évalué peut être développé davantage pour répondre aux exigences de l'avenir.

Adéquation du système éducatif suisse aux exigences de l'avenir

Dans quelle mesure estimez-vous que le système éducatif suisse dans son ensemble, c'est-à-dire l'école, la formation professionnelle et les hautes écoles, est adapté aux exigences de l'avenir ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = 1089)

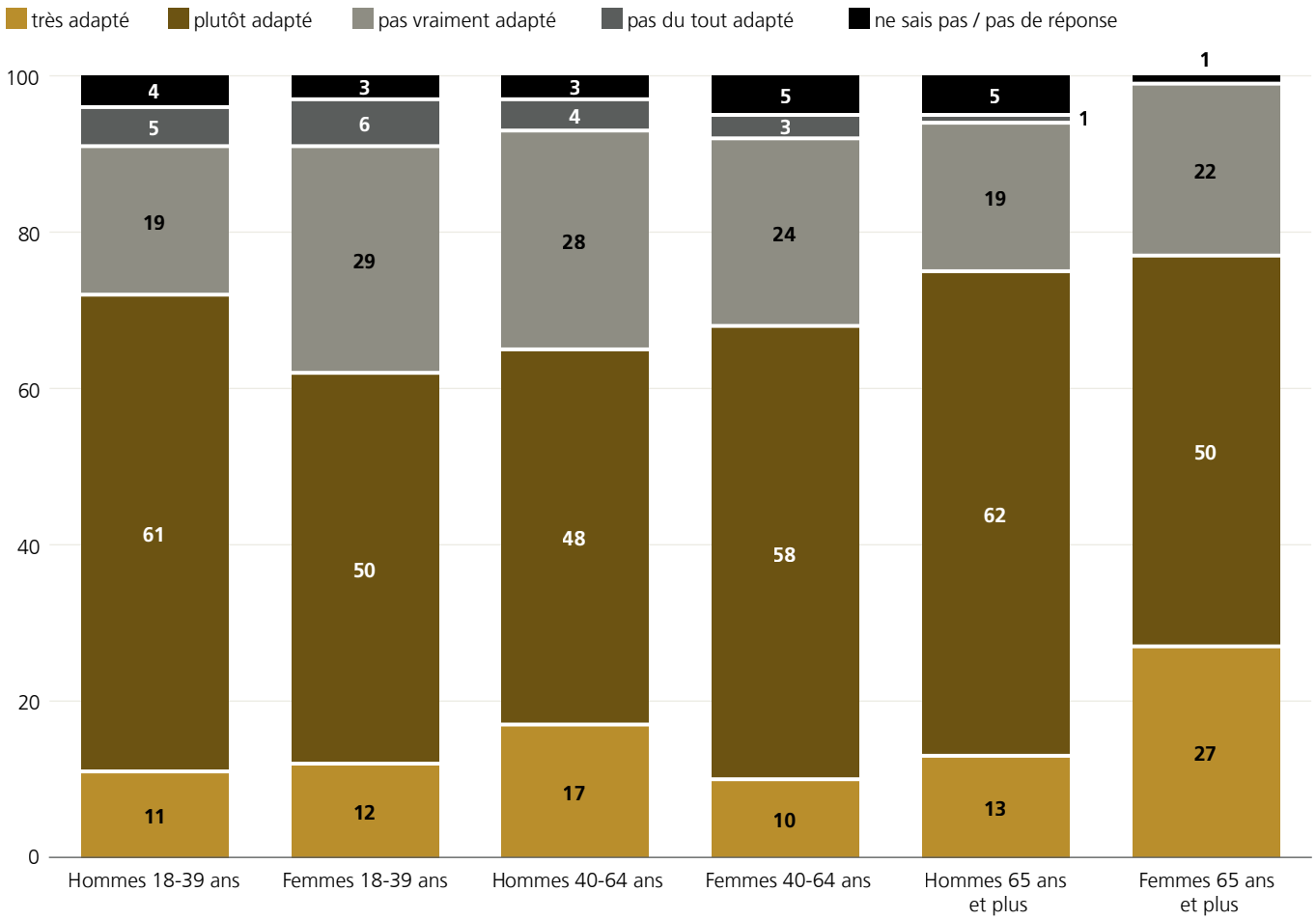
L'évaluation globalement positive du système éducatif suisse se retrouve dans tous les groupes d'âge et chez les deux sexes, même si des différences sont également perceptibles. Les femmes les plus jeunes sont les plus critiques : 62% des 18 à 39 ans jugent le système éducatif très ou plutôt adapté aux enjeux futurs, tandis que 35% portent un jugement négatif. Chez les hommes du même âge, l'approbation est nettement plus élevée, à 72%. Dans la tranche d'âge intermédiaire, les évaluations des hommes (65%) et des femmes (68%) sont en revanche proches.

Les personnes de 65 ans et plus portent le jugement le plus positif. 75% des hommes et 77% des femmes considèrent le système éducatif comme adapté aux défis de l'avenir. La génération la plus éloignée de la réalité actuelle de l'école et de la formation porte donc le regard le plus favorable sur le système. Les générations plus jeunes, directement concernées par leur propre formation ou celle de leurs enfants, ont tendance à l'évaluer un peu plus sévèrement.

Adéquation du système éducatif suisse aux exigences de l'avenir selon l'âge et le sexe

Dans quelle mesure estimez-vous que le système éducatif suisse dans son ensemble, c'est-à-dire l'école, la formation professionnelle et les hautes écoles, est adapté aux exigences de l'avenir ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = 1088)

« Lorsque la machine prend en charge les tâches mécaniques et cognitives, l'être humain ne devient pas pour autant superflu. Nous sommes désormais davantage sollicités dans les domaines du jugement, des compétences sociales et de la créativité. »

Jürg Müller, directeur d'Avenir Suisse

« Les compétences permettant de s'orienter dans l'espace numérique seront d'une importance fondamentale à l'avenir, car notre capacité à nous forger une opinion de manière indépendante et critique en dépend. Et c'est précisément ce qui fait vivre une démocratie. »

Carine Bachmann, directrice de l'Office fédéral de la culture (OFC)



Les compétences numériques ne suffisent pas à elles seules pour préparer l'avenir

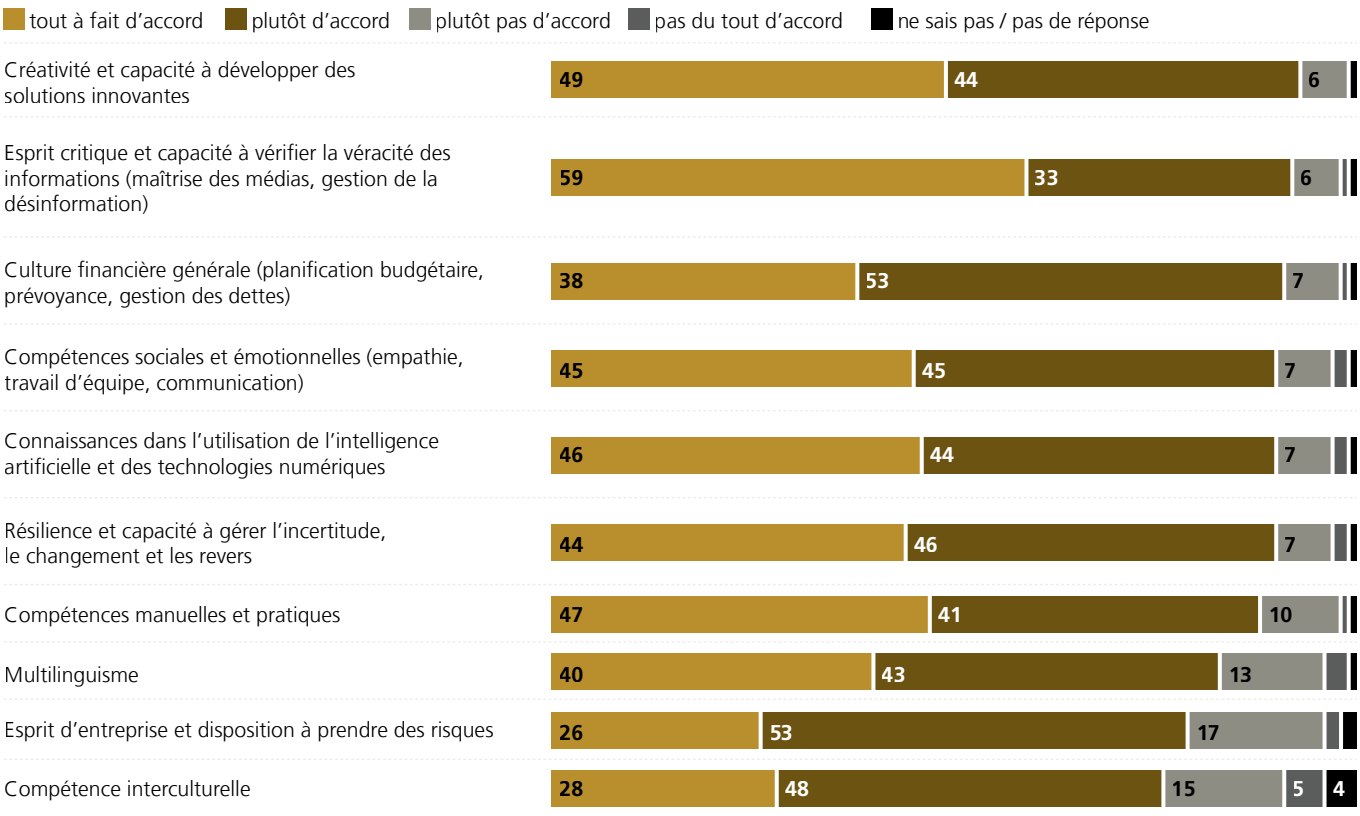
La population a une vision large des exigences de l'avenir : ce n'est pas une compétence unique qui est demandée, mais une combinaison de différentes aptitudes. En tête figurent la créativité et la capacité à développer de nouvelles solutions (93%), ainsi que l'esprit critique et les compétences médiatiques (92%). Dans un univers de l'information de plus en plus marqué par les réseaux sociaux, la désinformation et les contenus générés artificiellement, la capacité à contextualiser et à vérifier les informations est ainsi considérée comme une compétence essentielle pour l'avenir. Les connaissances financières comptent également parmi les principales compétences d'avenir : 91% du corps électoral suisse les considère comme une compétence clé pour les années et décennies à venir. Les compétences sociales et émotionnelles, la maîtrise de l'intelligence artificielle et des technologies numériques ainsi que la résilience atteignent chacune 90%. La capacité à préparer l'avenir n'est donc pas envisagée uniquement sous l'angle technologique. Les connaissances numériques, l'autonomie personnelle, la collaboration et la capacité à gérer l'incertitude avec assurance sont placées pratiquement sur un pied d'égalité.

88% des personnes interrogées accordent également une grande importance aux compétences manuelles et pratiques. Le multilinguisme (83%), l'esprit d'entreprise (79%) et les compétences interculturelles (76%) suivent un peu plus loin et sont aussi considérés comme importants par une nette majorité. Il en résulte un cahier des charges exigeant pour le système éducatif, qui doit inculquer des compétences technologiques sans évincer les aptitudes classiques, sociales et pratiques.

Compétences d'avenir

Quelles compétences seront, selon vous, particulièrement importantes à l'avenir ? Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord avec chacune des affirmations suivantes : « Cette compétence sera déterminante à l'avenir. »

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = 1089)

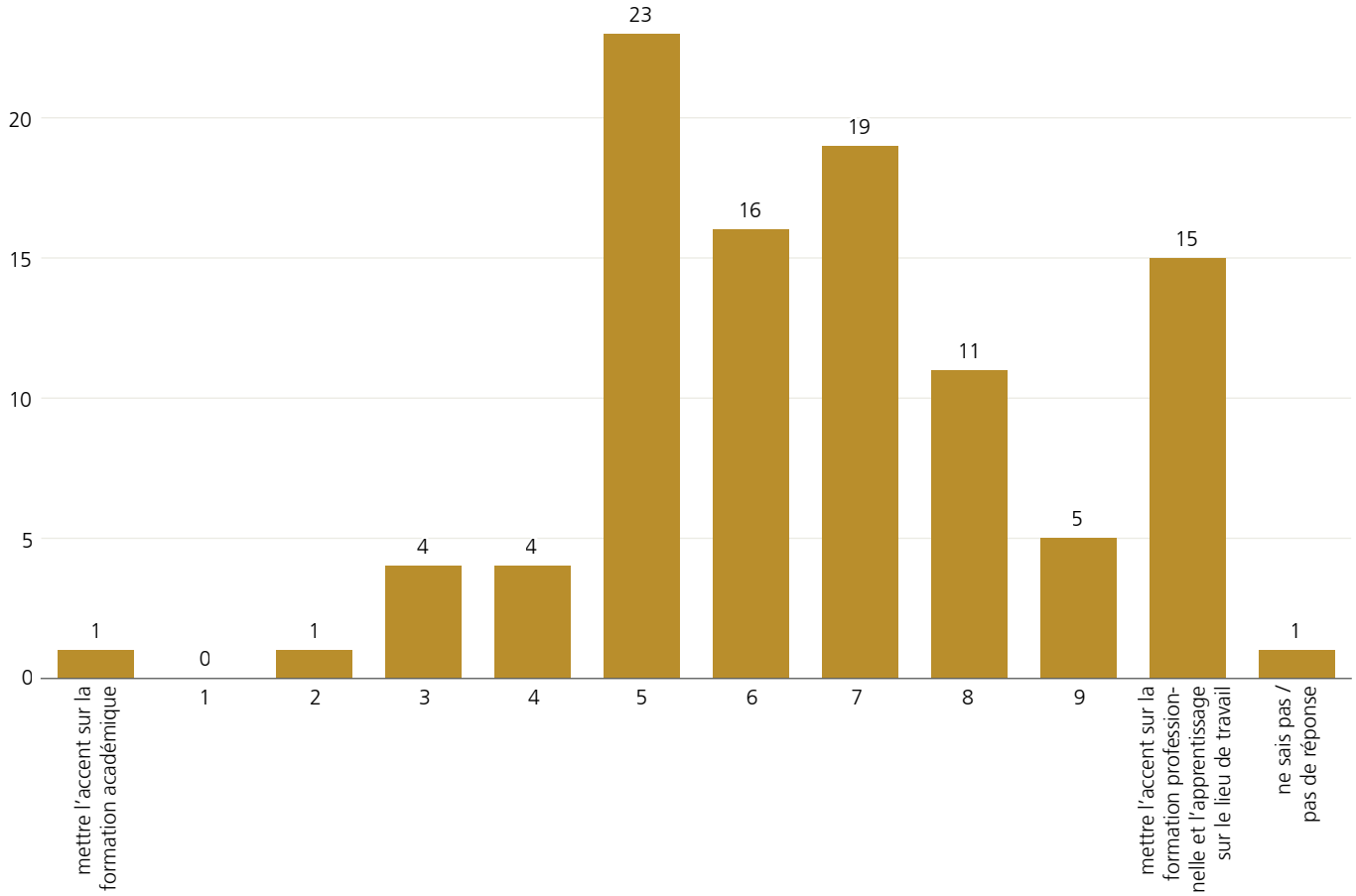
La question de l'orientation future du système éducatif fait apparaître une nette tendance en faveur de la formation professionnelle. Sur une échelle allant de 0 (pour nettement plus de poids à la formation académique) à 10 (pour nettement plus de poids à la formation professionnelle et à l'apprentissage sur le lieu de travail), la moyenne s'établit à 6,6. Seule une petite minorité se prononce en faveur d'une orientation plus forte vers la formation académique.

Dans le même temps, près d'un quart des personnes interrogées (23%) se positionnent au milieu de l'échelle. La population n'oppose donc pas fondamentalement formation académique et formation professionnelle, mais privilégie nettement la pratique lorsqu'il s'agit de fixer des priorités supplémentaires. Ce constat concorde avec le résultat précédent, selon lequel les aptitudes manuelles et pratiques sont également considérées comme des compétences d'avenir importantes par une large majorité.

Importance de la formation professionnelle par rapport à la formation académique

Dans le débat sur l'avenir de la formation, une question revient souvent : la Suisse devrait-elle miser davantage sur la formation académique (universités, hautes écoles) ou sur la formation professionnelle pratique et l'apprentissage sur le lieu de travail ? Veuillez indiquer où vous situez la priorité sur une échelle allant de 0 (nettement plus de poids à la formation académique) à 10 (nettement plus de poids à la formation professionnelle et à l'apprentissage sur le lieu de travail).

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = 1089)

« Notre principale ressource est le savoir humain. Depuis plus de 150 ans, nous avons remarquablement réussi à développer des universités et un système de formation duale qui offrent à tous des possibilités d'ascension sociale. Et la formation est essentielle à la compétitivité d'une économie. »

Marc Gruber, professeur ordinaire, chaire Entrepreneuriat et Commercialisation de Technologies, EPFL

La préférence pour une orientation plus axée sur les métiers apparaît dans tous les groupes de formation, mais n'évolue pas de manière linéaire avec le niveau de formation personnel. Elle est la plus marquée chez les personnes ayant un niveau de formation intermédiaire, qui, avec une moyenne de 6,9 sur une échelle de 0 à 10, se prononcent résolument en faveur d'un renforcement futur de la formation professionnelle et de l'apprentissage sur le lieu de travail. Il y a lieu de penser que ce groupe a souvent des affinités particulières avec le système de formation dual, que ce soit en raison de son propre parcours de formation ou de sa pratique professionnelle.

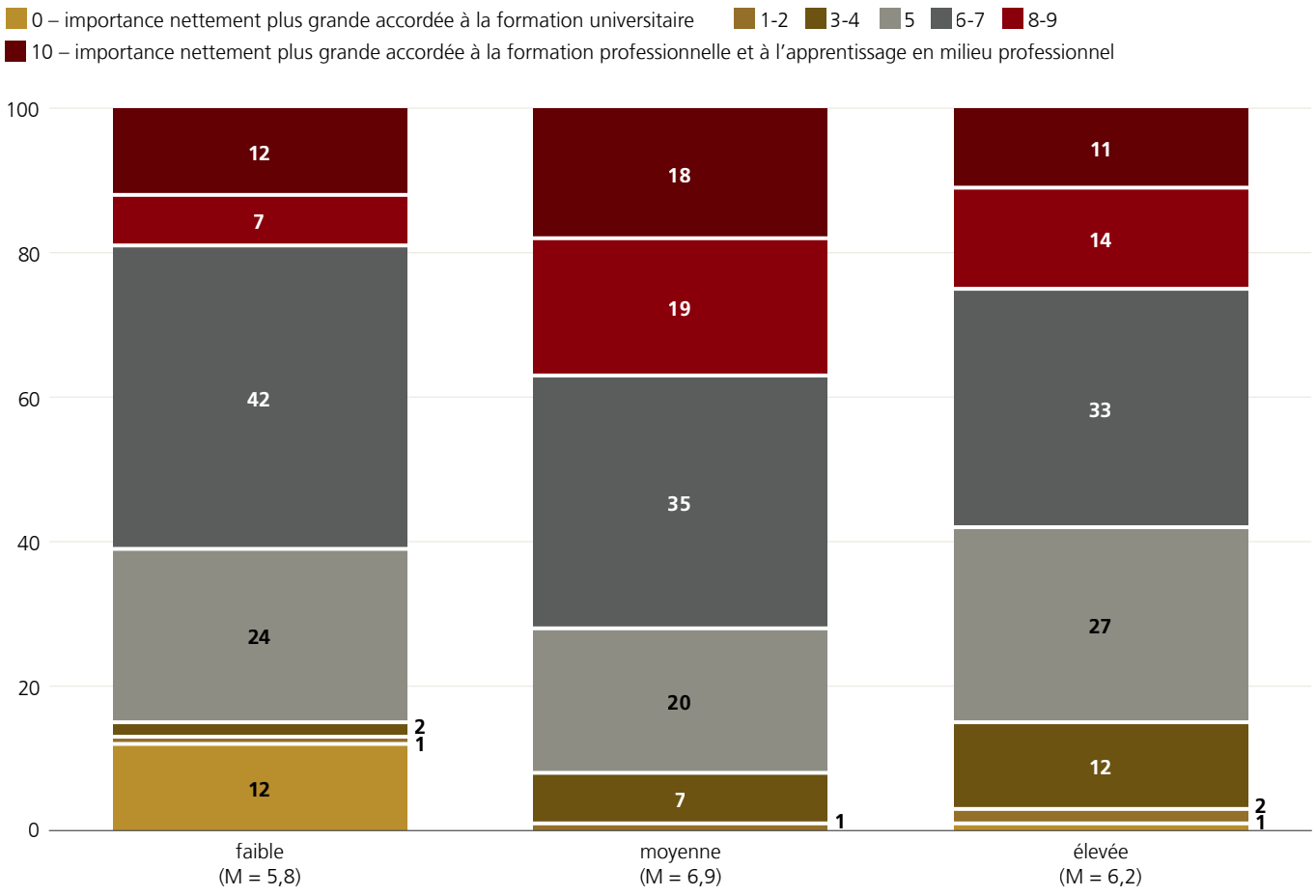
Chez les personnes ayant un niveau de formation élevé, la tendance est un peu plus modérée, avec une moyenne de 6,2, mais reste en faveur de la formation professionnelle. La proportion relativement élevée de personnes qui se positionnent exactement au milieu est frappante. La formation académique et la formation professionnelle pratique semblent ici moins perçues comme des opposés que comme des voies complémentaires au sein d'un système éducatif perméable.

La préférence pour la formation professionnelle pratique est la moins prononcée chez les personnes ayant un faible niveau de formation (moyenne de 5,8). Il n'existe donc pas de relation suivant le schéma « plus le niveau de formation personnel est faible, plus l'orientation en faveur de la formation professionnelle est forte ». La formation professionnelle bénéficie au contraire d'un soutien particulièrement fort au sein de la classe moyenne et est également clairement considérée par les personnes les plus diplômées comme un pilier important pour l'avenir du système éducatif suisse.

Importance de la formation professionnelle par rapport à la formation académique selon le niveau de formation

Dans le débat sur l'avenir de la formation, une question revient souvent : la Suisse devrait-elle miser davantage sur la formation académique (universités, hautes écoles) ou sur la formation professionnelle pratique et l'apprentissage sur le lieu de travail ? Veuillez indiquer où vous situez la priorité sur une échelle allant de 0 (nettement plus de poids à la formation académique) à 10 (nettement plus de poids à la formation professionnelle et à l'apprentissage sur le lieu de travail).

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juin-juillet 2026 (n = 1076)

Synthèse

Voici les conclusions de cette étude :

Le coût de la vie passe au premier plan, les enjeux de long terme demeurent

En 2026, les coûts de la santé, le logement ainsi que l'environnement et le climat constituent les trois principales préoccupations. La progression des coûts du logement à la deuxième place montre en particulier à quel point la charge perçue se déplace vers les dépenses qui se font directement sentir mois après mois. L'incertitude économique a ainsi sensiblement changé par rapport à 1976. A l'époque, la crainte du chômage dominait, tandis qu'aujourd'hui la question est davantage de savoir si le revenu suffit à financer un coût de la vie toujours plus élevé. L'environnement et le climat s'affirment quant à eux comme un enjeu durable. Les défis liés à l'AVS restent également parmi les principales préoccupations, même s'ils sont jugés nettement moins urgents que les années précédentes.

Une grande confiance dans les institutions malgré des critiques persistantes envers la politique

Les Suissesses et les Suisses ne remettent pas en question leur cadre politique. Les droits populaires, la Constitution fédérale et la stabilité politique comptent parmi les principaux piliers identitaires, et la confiance dans les institutions centrales se redresse légèrement. Dans le même temps, une courte majorité du corps électoral a souvent le sentiment que le gouvernement et l'administration achoppent sur des questions décisives. Il en résulte une dichotomie centrale : le système bénéficie certes d'un soutien, mais il se doit d'être efficace. Dans ce contexte, la population souhaite à la fois que le Parlement se montre plus ouvert au compromis et que le Conseil fédéral fasse preuve de davantage de leadership. Il ne s'agit donc pas de tendre vers moins de concordance, mais vers une concordance qui aboutisse plus visiblement à des solutions.

Une économie forte, à la recherche d'appuis sur le plan géopolitique

La population porte un jugement presque unanimement positif sur la situation économique du pays. Sur le plan extérieur, l'orientation est beaucoup moins claire. Huit personnes sur dix s'inquiètent du rôle des Etats-Unis et, à la question de savoir si la Suisse est préparée à de grands changements géopolitiques, confiance et scepticisme sont pratiquement à égalité. Dans le même temps, la préférence en matière de politique commerciale se recentre sur l'Europe. Pour la première fois depuis 2023, une majorité absolue aspire à ce que l'accent soit davantage mis sur la recherche d'une position commune avec l'UE. L'autonomie reste donc importante, mais faire cavalier seul semble moins aller de soi qu'auparavant. Dans un monde marqué par la politique des grandes puissances, le soutien extérieur devient de plus en plus lui-même un instrument de l'affirmation de la Suisse.

L’utilisation accrue de l’IA s’accompagne d’une confiance réservée

L’intelligence artificielle ne s’inscrit plus désormais dans une vision d’avenir, mais bel et bien dans le quotidien. Plus des deux tiers du corps électoral utilisent déjà des assistants d’IA, et près d’une personne sur quatre y a recours chaque jour. Cependant, cette démocratisation ne s’accompagne pas nécessairement d’une plus grande confiance. Les risques perçus continuent de l’emporter sur les opportunités, et près d’une personne active sur cinq considère désormais comme probable de perdre son propre emploi en raison de la technologie. Utilisation et confiance n’évoluent pas au même rythme. L’IA se banalise, alors que l’incertitude demeure quant aux règles sociales auxquelles elle doit répondre et à ses conséquences.

Le désir de sécurité n’est pas un obstacle au changement

Le fait qu’une majorité préférerait vivre dans la Suisse de 1976 plutôt que dans celle de 2076 est l’un des constats les plus marquants de cette année anniversaire. Le passé renvoie à une vie plus simple, placée sous le signe de la cohésion sociale, et apparaît plus lisible, tout en servant de surface de projection aux préoccupations actuelles concernant la numérisation, le pouvoir d’achat, le climat et la conjoncture mondiale. En déduire un désir d’immobilisme serait toutefois erroné. Plus les contraintes du quotidien se font sentir, plus le soutien à des réformes de grande envergure augmente. La Suisse porte un regard nostalgique sur le passé tout en se montrant prête au changement. Les personnes interrogées semblent moins regretter le passé lui-même que le sentiment de sécurité et de contrôle qu’elles lui associent.

L’avenir doit être plus axé sur les compétences que sur le savoir académique

Le système éducatif bénéficie d’une confiance fondamentale, mais les attentes quant à ce qu’il devra apporter à l’avenir sont élevées. La créativité, l’esprit critique, les compétences financières, les aptitudes sociales, la résilience et la maîtrise de l’IA recueillent presque unanimement une très forte adhésion. La capacité à préparer l’avenir est donc envisagée sous un angle ni purement technologique, ni purement académique, ce qui se reflète dans la nette préférence pour davantage de formation professionnelle et d’apprentissage sur le lieu de travail. Le corps électoral ne voit pas dans l’acquisition de compétences académiques une fin en soi, mais mise plutôt sur un système associant technologie, discernement et compétences pratiques. A l’ère de l’IA, le système de formation dual est donc considéré moins comme une tradition que comme une ressource importante pour l’avenir.

L’équipe de gfs.bern

gfs.bern AG
Effingerstrasse 14
CH-3011 Berne
+41 31 311 08 06, info@gfsbern.ch, www.gfsbern.ch



Lukas Golder

lukas.golder@gfsbern.ch

Codirecteur et président du Conseil d’administration de gfs.bern, politologue et spécialiste des médias, MAS HES en gestion de la communication, EPD ES de Chief Digital Officer, chargé de cours à la Haute école de Lucerne et au KPM de l’Université de Berne
Domaines de spécialisation : analyses intégrées de la communication et des campagnes, analyses d’image et de réputation, analyses des médias et d’impact des médias, recherches sur la jeunesse et le changement social, les votations, les élections, la modernisation de l’Etat, les réformes de la politique de santé

Publications dans des recueils, des magazines spécialisés, dans la presse quotidienne et sur Internet



Sophie Schäfer

sophie.schaefer@gfsbern.ch

Cheffe de projet, politologue et spécialiste des médias, CAS en communication politique
Domaines de spécialisation : communication politique, société, Issue Monitoring, réseaux sociaux, analyse des données, méthodes quantitatives et qualitatives



Jenny Roberts

jenny.roberts@gfsbern.ch

Data scientist / cheffe de projet, politologue
Domaines de spécialisation : analyse de données, programmation, visualisation, recherches, méthodes quantitatives et qualitatives



Alessia Rainone

alessia.rainone@gfsbern.ch

Junior data scientist
Domaines de spécialisation : analyse de données, programmation, visualisation, recherches, méthodes quantitatives et qualitatives



Roland Rey

roland.rey@gfsbern.ch

Collaborateur de projet / administration
Domaines de spécialisation : publication assistée par ordinateur, visualisation, gestion de projet, organisation de conférences

SWISS INSIGHTS Corporate Member

L’institut de recherche gfs.bern est membre de Swiss Insights et porte le label Market and Social Research, qui garantit qu’aucun entretien n’est mené à des fins de publicité, de vente ou de commande, qu’elles soient explicites ou dissimulées. Plus d’informations sur : swiss-insights.ch

Impressum et mentions légales

Impressum

Editeur
UBS Switzerland AG, 8098 Zurich, Suisse

Responsabilité du projet gfs.bern
Lukas Golder, Sophie Schäfer, Jenny Roberts, Alessia Rainone

Responsabilité du projet UBS
Claudia Paluselli, Oliver Vedolin, Nadine Myslek, Martina Gyger, Bettina Wyser, Jari Krucker, Maren Rimmer, Kim Lauener

Mise en page, conception
UBS Brand Identity

Photos
Couverture : Tom Huber / Connected Archives
Page 3 : Aslin Castañeda / Stills.com
Page 8 : Ashley Markle / Connected Archives
Page 22 : Evelyn Dragan / Connected Archives
Page 34 : Jon Stanley Austin / Kintzing
Page 40 : Fred Lahache / Connected Archives
Page 43 : Rita Puig-Serra / Connected Archives
Page 54 : Marlen Mueller / Connected Archives

La présente communication est publiée par UBS Switzerland AG et/ou ses filiales et/ou ses sociétés affiliées (« UBS », « nous »).

Ceci est une publication marketing qui n'est pas soumise aux dispositions légales régissant l'indépendance de l'analyse financière. Elle a été établie à titre purement informatif et ne constitue en aucun cas une recommandation, une offre ou une incitation.

Toutes les informations et opinions contenues dans la présente publication proviennent de sources considérées comme fiables et crédibles ; UBS décline toutefois toute responsabilité contractuelle ou implicite pour des informations erronées ou incomplètes. Les opinions des autrices et auteurs externes à UBS leur sont propres et ne reflètent pas nécessairement le point de vue d'UBS et de ses sociétés affiliées. L'actualité des informations se limite à la date de publication.

Toute reproduction totale ou partielle n'est autorisée qu'avec la mention de la source « Baromètre des préoccupations UBS 2026 ».

UBS Switzerland AG
8098 Zurich
Suisse

ubs.com

© UBS 2026. Le symbole des clés et UBS font partie des marques déposées ou non d'UBS. Les autres marques peuvent être des marques déposées de leurs propriétaires respectifs. Tous droits réservés.